

No 19 (Vol. 4, No 1) décembre 1979, janvier 1980

Où va le Vietnam?

Le programme d'EN LUTTE! sur la question nationale

Mise au point du Bureau politique de l'OMLC EN LUTTE! sur la revue

Améliorer le contenu et augmenter la diffusion d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Avec le numéro 16 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE qui appelait ses lecteurs à faire leurs commentaires et critiques sur la revue, notre Organisation entreprenait de faire le point sur cette publication, au niveau de son contenu comme de son utilisation, de son rôle dans la période actuelle, etc. Compilant et analysant les réponses reçues, examinant la situation au niveau de la distribution de la revue, évaluant son contenu, nous sommes parvenus à un certain nombre de conclusions que nous croyons nécessaire de faire partager à nos lecteurs.

L'appel du no 16 aura certes soulevé un plus grand intérêt pour la critique de la revue. Nous recevons beaucoup plus de lettres que par le passé, y compris même des offres de collaboration à la revue sur certains sujets. Dans ce numéro-ci, nous publions certains extraits de lettres et commentaires reçus et nous entendons poursuivre le débat sur les divers aspects de la revue dans les numéros à venir. C'est dans cet esprit que nous rendons compte ici brièvement du point de vue de notre Organisation.

UNITÉ PROLÉTARIENNE a été un instrument important d'éducation communiste

Quand il s'agit d'évaluer le contenu de la revue, ce qui doit nous guider à notre avis est de savoir si elle a contribué de la meilleure façon à mener la lutte au plan idéologique et politique pour l'édification du parti d'avant-garde du prolétariat. En effet, comme instrument de propagande la revue devrait être en mesure de fournir à ses lecteurs une analyse scientifique des diverses contradictions dans notre pays et dans le monde, de démontrer que la voie de la libération de la classe ouvrière et des peuples opprimés réside uniquement dans la lutte pour la révolution prolétarienne et pour l'instauration de la dictature du prolétariat, d'établir une démarcation rigoureuse au plan des tactiques entre celles qui font avancer la lutte du prolétariat et des peuples dans cette voie et celles qui s'en écartent. C'est de cette façon que la revue joue pleinement son rôle de formation et d'éducation des cadres de l'Organisation et des ouvriers et autres travailleurs que nous cherchons à rallier au point de vue communiste.

Or, depuis la publication du premier numéro d'UNITE PROLETARIENNE en septembre 1976, nous croyons que notre revue a joué un rôle de premier plan dans la lutte pour l'édification du parti prolétarien. Par son contenu, elle a contribué dans un premier temps à intensifier et à approfondir la lutte contre l'opportunisme dans les rangs des marxistes-léninistes et, par la suite, à fournir les fondements pour l'élaboration et la défense du programme communiste sur les principales questions. En ce sens, la revue s'est acquittée correctement des tâches qui lui incombaient pendant ces trois années. Cela est illustré par les faits suivants: elle a combattu les principaux points de vue qui constituaient des obstacles à l'unification des marxistes-léninistes canadiens et à leur adhésion au programme communiste; on y a aussi retrouvé les fondements théoriques, historiques et d'analyse concrète susceptibles de convaincre les militants progressistes et ouvriers de la justesse du point de vue communiste.

En plus, la revue s'est aussi attachée plus récemment à faire cela en partant de l'analyse des principaux événements de la conjoncture canadienne et internationale. Elle a contribué ainsi à intensifier la lutte contre le révisionnisme au sein du mouvement communiste et ouvrier. Cependant, les acquis de la revue à cet égard demeurent à consolider, non pas tant dans le sens où il faut analyser tous les événements de la conjoncture, ce qui est impossible pour une revue théorique, mais dans le sens où elle est restée relativement silencieuse jusqu'ici sur des questions importantes posées par l'évolution de la conjoncture canadienne et internationale: la crise, la guerre, l'anticommunisme, les questions d'organisation, la déformation de l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, par exemple.

Des faiblesses que nous reconnaissons devoir corriger

Le contenu de la revue a aussi été marqué par des faiblesses que plusieurs lecteurs nous ont signalées dans leurs réponses au questionnaire du no 16.

Pendant une certaine période, la première année surtout, certains numéros de la revue ont souffert d'un faible niveau théorique et politique, mais cela a été corrigé par la suite. Mais jusqu'à tout récemment, la revue a aussi été peu diversifiée au plan du type d'articles qu'on y retrouvait. C'était en fait faire preuve d'un certain mécanisme au plan de la propagande comme si celle-ci n'était valable que si chaque article, y inclus l'éditorial, contenait autant les fondements théoriques

(suite à la p. 2)



Table des matières

Mise au point du Bureau politique de l'OMLC EN LUTTE! sur la revue:
Améliorer le contenu de la revue et augmenter
la diffusion d'UNITÉ PROLÉTARIENNE .... à l'endos de la page couverture

Editorial
Déclaration de l'OMLC EN LUTTE! sur le référendum
Pour que le Québec puisse vraiment choisir son avenir politique 3

Correspondance
L'impérialisme et la révolution 8
L'art et la littérature, pourquoi ne pas parler des autres? 8
Le socialisme a-t-il existé en URSS et en Albanie? 9
Ce que nos lecteurs pensent de la revue 11

Vietnam: la voie dangereuse de la collaboration
avec l'impérialisme soviétique 12

Pour le 15e anniversaire de la lutte armée du peuple palestinien:
le mouvement communiste face à la résistance palestinienne
et aux luttes de libération nationale 18

Le programme d'EN LUTTE! sur la question nationale:
une déclaration de guerre contre la bourgeoisie 30

Au congrès de la CSN en juin 79:
le mouvement syndical confronté au cul-de-sac nationaliste 37

Notes sur la conjoncture dans le mouvement ouvrier québécois, six mois avant le référendum 43

Le centralisme démocratique, principe fondamental
d'organisation du parti prolétarien 48

En réponse au Bulletin international:
quand le sectarisme se donne des airs 54

En marge du débat sur la voie de la révolution au Portugal:
l'impérialisme, c'est la domination du capital
parvenu au stade des monopoles 60

Notes de lecture
Regional Disparities de Paul Phillips:
l'économie de guerre, c'est pour quand? 63
Following the Red Path, the Native People's Caravan, 1974,
de Vern Harper 64

Le mouvement communiste international en marche
Extraits du rapport présenté au IVe Congrès du Parti communiste
du Vietnam sur la situation intérieure 66

(suite du couvert)

que l'analyse concrète et historique, les principaux éléments de démarcation, les perspectives d'action, etc.

Enfin, nous reconnaissons également que la revue a été marquée d'une certaine tendance à l'intellectualisme. Cela s'est manifesté par la critique de points de vue erronés en les opposant aux principes comme si cela était convainquant en soi. Mais ça s'est aussi manifesté par le fait de ne pas prendre le soin nécessaire pour présenter et démontrer notre point de vue à partir d'événements ou de situations connues de nos lecteurs, ou bien de faire connaître ces événements ou situations lorsqu'il est nécessaire d'en parler. On a raison de souhaiter une amélioration de ce côté; car il importe que chacun saisisse le mieux possible les enjeux des questions abordées par la revue, y compris les mots qu'elle utilise, et porte ainsi un plus grand intérêt à la lire et à la comprendre.

L'utilisation et la diffusion de la revue

S'il faut continuer d'améliorer le contenu de la revue, il faut également reconnaître qu'il y a des problèmes au niveau de son utilisation, c'est-à-dire son étude, sa distribution, sa diffusion.

Nous allons illustrer ceci par certaines données. Parmi les répondants au questionnaire du no 16, moins de 25% d'entre eux ont dit qu'ils diffusaient la revue à leurs amis, à leur lieu de travail; par ailleurs, la diffusion totale de la revue est demeurée stationnaire depuis deux ans. Au niveau de l'étude de la revue, celle-ci est encore trop peu souvent organisée de façon collective, problème qui existe aussi dans les rangs de notre Organisation.

Pourtant les occasions de diffuser la revue, de la discuter, d'en défendre le contenu, sont multiples dans notre pays: dans les colloques syndicaux, dans les conférences sur divers sujets, dans les collèges et universités...

Nous croyons donc qu'il faut intensifier les efforts de ce côté. Et dans un premier temps, nous nous fixons pour objectif dans la prochaine année de mettre sur pied un réseau stable de distribution commerciale de la revue dans toutes les grandes villes du pays. Nous demandons donc à nos lecteurs de nous faire connaître les endroits où il serait possible de vendre régulièrement la revue.

Nous avons aussi décidé de publier la revue à tous les trois mois, au lieu de tous les deux mois comme c'est le cas présentement. Les raisons sont de plusieurs ordres. D'abord, quand on regarde l'ensemble des publications d'EN LUTTE!, cela fait beaucoup de matériel à produire (journal hebdomadaire, revue, brochures particulières, suppléments). Et au matériel déjà existant s'ajoutera bientôt une nouvelle publication que notre Comité central a jugé nécessaire dans le cadre de la lutte pour l'unité du mouvement communiste international. Cette publication sera destinée à **reproduire** *et à faire circuler à l'échelle internationale le plus grand nombre de points de vue des diverses forces communistes dans le monde sur la question du révisionnisme et de l'unité du mouvement communiste international. Une autre raison qui nous a amenés à changer la fréquence de parution de la revue est liée à la nécessité d'assurer le temps nécessaire entre chaque numéro pour développer son étude, sa distribution, son utilisation de façon plus intensive que c'est le cas à l'heure actuelle.*

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE continuera de défendre le programme communiste à l'encontre des programmes et courants politiques qui dominent encore le mouvement ouvrier canadien et celui d'autres pays. Elle continuera aussi d'accorder une place importante à la lutte pour l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste international en intensifiant la critique des points de vue qui freinent l'unité des communistes du monde sur la base d'un programme authentiquement communiste.

Tout cela avec le souci premier de faire triompher les idées qui servent véritablement la lutte du prolétariat; avec le souci également de faire davantage connaître les points de vue de nos lecteurs, mêmes contraires à ceux de l'Organisation, en accordant une place plus importante au débat et à la polémique mais aussi à l'information. Nous souhaitons continuer de recevoir plus de critiques de la part de nos lecteurs et améliorer ainsi le caractère dynamique et vivant de notre travail de propagande, ce qui ne pourra qu'en facilier la pénétration parmi les ouvriers, les étudiants, les intellectuels progressistes de notre pays.

Editorial

Déclaration de l'OMLC EN LUTTE! sur le référendum

Pour que le Québec puisse vraiment choisir son avenir politique

Le Parti québécois a finalement révélé le 20 décembre le libellé de la question qu'il se propose de soumettre au référendum prévu pour le mois de juin. Dernière scène d'un savant scénario élaboré par le PQ depuis son arrivée au pouvoir, la question confirme ce qui était devenu évident depuis un bon bout de temps: le référendum du PQ, présenté comme le grand jour de la nation québécoise, risque de n'être qu'une énorme supercherie. Il s'ajoute aux réussites déjà peu enviables de ce parti dans son entreprise de récupération du mouvement national québécois au profit d'une poignée de bourgeois francophones convaincus que leur force réside dans leur contrôle total du pouvoir d'Etat au Québec.

Après la loi 92 sur les consultations populaires, qui oblige tous les Québécois à se ranger dans un comité dirigé par le PQ ou par le Parti libéral du Québec, la question proposée par le PQ fait du référendum une opération qui, **dans les conditions actuelles**, *a toutes les chances de n'avoir jamais d'autre suite que la continuation des querelles centenaires auxquelles nous ont habitués les politicailleurs de Québec et d'Ottawa, de Mercier et de MacDonald à Lévesque et Trudeau, en passant par Duplessis et Mackenzie King. Cette question, elle se lit comme suit:*

"Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures — ce qui est la souveraineté — et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie; tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum.

En conséquence: accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? oui ou non".

Telle qu'elle se présente, la question du PQ n'offre pas un véritable choix au peuple du Québec, elle ne permet pas à celui-ci d'opter pour un régime politique précis en remplacement d'un autre. La question du PQ limite le choix des Québécois à la seule possibilité de confier un mandat de négocier une "nouvelle entente". Quelle sera la formule sur laquelle Ottawa et Québec arriveront à s'entendre ou à ne pas s'entendre? Nul ne le sait. Mais, de toute façon, on ne devrait pas d'en inquiéter, il y aura un deuxième référendum et c'est là que les choses se décideront.

Du moins, c'est ce que le PQ prétend **aujourd'hui**. *Car jusqu'au congrès de 1975, aucun référendum n'était prévu au programme du PQ: élire ce parti, c'était opter définitivement pour la souveraineté. Et puis, en 1975, un premier référendum est introduit dans le "processus de l'accession à l'indépendance". Maintenant c'est un deuxième référendum assuré! Sans compter que les négociations devront durer plusieurs années — PQ dixit — il y aura aussi des élections en cours de route. Sans compter aussi que le PQ est capable de se contredire tout à fait de mois en mois. Ainsi la question posée par le PQ est contraire à celle qu'il s'engageait à formuler dans son livre blanc, il y a à peine deux mois:* "Un vote affirmatif des Québécois sera donc, dans les faits, un mandat

confié au gouvernement du Québec de **réaliser**, par le moyen de négociations, cette nouvelle entente" (p. 84). *Bref, de référendum en référendum, de négociations en négociations, le PQ est engagé dans une voie sans issue pour le peuple québécois. Ce n'est pas la solution à l'oppression nationale que propose le PQ, mais son report perpétuel... comme cela a été le cas avec tous les dirigeants nationalistes québécois depuis au-delà d'un siècle. Pour ces gens, la question nationale est finalement une arme trop pratique pour qu'ils s'en départissent: faire durer le problème, c'est tenir en main un instrument de pression qui s'est révélé fort utile en maintes occasions.*

Un peu d'histoire

Le mouvement souveraineté-association, qui allait donner naissance au Parti québécois l'année suivante, a été créé en 1967 alors que le mouvement nationaliste québécois était encore largement influencé sinon dominé par des courants progressistes dont les bases étaient la jeunesse, les travailleurs, les mouvements de femmes, le mouvement anti-impérialiste et autres forces populaires. A l'époque, le mouvement nationaliste cherchait à faire entériner son projet de libération nationale et sociale au peuple québécois, autant dans le soutien aux grèves ouvrières que dans la lutte sur le terrain strictement national.

Le PQ n'est pas issu de ces forces populaires, mais bien d'une fraction du gouvernement libéral de Jean Lesage (1960-1966) en désaccord avec ce dernier sur la façon de poursuivre ce qu'on a appelé la Révolution tranquille et d'assurer que les bourgeois du Québec soient davantage "maîtres chez-nous". Il avait donc deux tâches difficiles à accomplir: d'une part, convaincre les bourgeois, les cadres supérieurs du Québec des avantages de la souveraineté-association, car il faut reconnaître qu'en 1968, les bourgeois qui partageaient cette conviction n'étaient pas légion; d'autre part, le PQ avait la délicate mission d'entretenir les espoirs des transfuges du RIN (Rassemblement pour l'indépendance nationale) et de la gauche nationaliste pour qui l'indépendance n'était qu'un moyen d'assurer la libération des travailleurs et des couches populaires du Québec. René Lévesque, chef du PQ depuis sa création, était l'homme tout à fait désigné pour cette délicate mission. Il avait en effet l'avantage d'avoir mené la grève des réalisateurs de Radio-canada contre une direction réactionnaire et le gouvernement anti-Québécois de Diefenbaker, mais aussi celui d'avoir été l'artisan principal de la nationalisation de l'électricité du Québec et, par là, de la constitution du plus gros monopole d'Etat au pays, un monopole francophone!

Le PQ a ainsi réussi le tour de force de séduire un nombre croissant de bourgeois tout en conservant un appui populaire suffisant pour gagner les élections de 1976. Les faits ont convaincu maints capitalistes que le nationalisme était rentable: des hommes d'affaires, industriels et banquiers ont vu leurs entreprises prospérer de façon plus que significative depuis 1960. Pendant ce temps, les travailleurs ont eu droit aux chansons d'amour et aux coups de matraque, y compris ceux portés lors du dernier Front commun sous les ordres du gouvernement Lévesque lui-même. Il y a aujourd'hui plus de chômeurs qu'en 1960, l'inflation est encore plus élevée et les pauvres sont encore plus pauvres. Ces faits parlent d'eux-mêmes et la désaffection croissante à l'égard du PQ en est la conséquence directe.

L'étapisme du PQ, c'est là qu'il prend source: dans la nécessité pour ce parti de faire ses preuves auprès des bourgeois et dans celle aussi de se conserver suffisamment d'appui populaire. L'étapisme a servi le PQ jusqu'ici mais, plus les mois passent, plus les lois anti-ouvrières s'additionnent, plus l'appui populaire est ébranlé, plus ses assises électorales s'effritent, comme l'ont illustré toutes les élections complémentaires depuis 1976. Or, l'élection de Ryan aux prochaines élections provinciales, c'est pratiquement la fin de la souveraineté-association. Une fois de plus, le nationalisme aura joué son rôle: canaliser la révolte populaire dans une voie d'évitement tout en servant de moyen de pression à une fraction de bourgeois. Les manoeuvres des stratèges péquistes ont beau avoir été habiles, ce sont des manoeuvres bassement opportunistes que l'exercice du pouvoir et les revirements fréquents du PQ au niveau de son programme sont en train de révéler au grand jour.

Les positions d'EN LUTTE!

Le temps des manoeuvres, des volte-face et des tergiversations est révolu. Comme on l'a vu, le référendum du PQ n'offre aucun choix réel aux Québécois. **Dire oui au PQ**, *c'est confier son sort à une poignée d'opportunistes qui n'ont d'autre projet que de renforcer un groupe de bourgeois québécois et de faire miroiter devant le peuple les plus beaux rêves dans la seule mesure où ils sont soumis à d'éternelles négociations!* **Dire non au PQ**, *c'est, qu'on le veuille ou non, dans le contexte actuel, accorder son appui au statu quo. C'est prendre le parti des fédéralistes chauvins, qui viennent encore tout récemment de montrer jusqu'à quel point ils refusent et refuseront toujours la moindre transformation démocratique, y compris la première de toutes:* **la reconnaissance du droit du Québec à l'autodétermination, y compris celui de se séparer.** *Au même titre que le projet péquiste, les "propositions constitutionnelles" de Ryan et de Clark, comme celles de Trudeau antérieurement, ne sont que des leurres pour laisser croire au peuple québécois qu'ils ont l'intention d'éliminer les injustices de l'actuelle Confédération. Or, toutes leurs propositions se ramènent à un nouveau partage des pouvoirs entre les provinces et le fédéral, ce qui n'a strictement rien à voir avec une véritable reconnaissance des droits nationaux du Québec: le droit de travailler et de vivre dans sa langue maternelle au Québec et dans tout le pays; le droit d'avoir accès aux mêmes services dans leur langue que les autres Canadiens, etc. Et, tout comme le projet péquiste, cela n'a évidemment rien à voir avec la reconnaissance des droits nationaux des Amérindiens, des Inuits, des Acadiens et des nombreuses minorités qui habitent le Canada et qui subissent une oppression souvent bien plus terrible encore.*

Dire non *à la question, selon les règles mêmes du référendum, c'est endosser* **une option:** *celle qui sera définie dans une brochure rédigée par le comité-parapluie du non, sous la gouverne de Claude Ryan lui-même.* **Dire oui ou non** *au référendum péquiste, c'est se faire complice d'une manoeuvre essentiellement opportuniste, foncièrement électoraliste, qui est toute destinée à sauver le prestige restant du PQ et à sauvegarder ses chances de se maintenir au pouvoir; c'est accréditer un processus qui multiplie les accrocs à la démocratie en raison des provisions à la loi 92 qui fait du référendum une affaire strictement réservée aux partis bourgeois, et dont les masses populaires sont totalement tenues à l'écart jusqu'au moment du vote.*

C'est pourquoi EN LUTTE! appelle le peuple du Québec à signifier clairement que ces manoeuvres ont assez duré. La question du statut du Québec, la question de son avenir politique est clairement posée depuis bientôt vingt ans. C'est une raison plus que suffisante pour qu'on laisse enfin le peuple choisir. **C'est pourquoi nous demandons que le prochain référendum pose clairement la question de la souveraineté politique du Québec** *C'est par là qu'il faut commencer. A défaut de quoi, la seule réponse possible au référendum péquiste tant et aussi longtemps que les règles du jeu et la question proposée demeurent ce qu'elles sont, c'est* **d'annuler son vote** *et de manifester ainsi qu'on ne se laisse pas tromper ni par les nouveaux démagogues de la nation que sont les péquistes, ni par les défenseurs à tout prix du statu quo de l'oppression nationale.*

L'oppression nationale dont sont victimes les Québécois ne peut pas être considérée isolément des autres formes d'oppression que connaissent les travailleurs et les masses populaires québécoises. Elle ne peut pas non plus être isolée des autres manifestations d'oppression nationale que connaissent de nombreuses nations et minorités nationales au sein du Canada actuel, y compris sur le territoire québécois. Faut-il rappeler que le "projet national du PQ" ne se distingue en rien de celui de la bourgeoisie canadienne quant à sa façon de nier tout à fait les droits des Autochtones? Bourgeois canadiens et bourgeois québécois ont en effet en commun la recherche avide des ressources d'énergie hydro-électrique ou minérale du Grand Nord afin de se sortir de la crise capitaliste et, à côté de cela, les droits autochtones ne valent strictement rien. La Convention de la Baie James imposée aux Autochtones par l'Hydro-Québec est considérée comme une des pires ententes coloniales jamais signée au pays. Cette entente sert en fait de modèle aux grands monopoles canadiens et à l'Etat fédéral lancés dans une nouvelle conquête du Grand Nord.

C'est pourquoi EN LUTTE! rejette tout autant l'indépendance du Québec, la souveraineté-association que le statu quo, renouvelé ou pas, comme moyen de

mettre fin à l'oppression nationale. Tout en affirmant le droit de la nation québécoise à l'autodétermination, notre Organisation préconise l'instauration au Canada d'un **véritable régime d'égalité des langues et des nations**. *Nous menons donc la lutte, à travers tout le Canada, pour faire reconnaître dans la constitution canadienne ce principe fondamental de l'égalité des langues et des nations. Cela signifie en pratique que la constitution canadienne doit inclure le droit à l'autodétermination pour toutes les nations, l'interdiction de toute forme de discrimination à l'égard des nations et des minorités, de même que des garanties pratiques pour que ces droits soient appliqués dans les faits. Cette lutte implique également l'adoption des lois et de mesures à tous les paliers de gouvernement au Canada. Au Québec même, cela signifie la reconnaissance des droits des Amérindiens, des Inuits, l'abolition de la discrimination et de la répression dont ils sont victimes, en même temps que l'abolition de tout privilège pour la minorité anglophone. L'égalité des langues et des nations, c'est la seule solution démocratique aux problèmes nationaux.*

On se rend vite compte qu'une telle revendication remet en question tout ce qu'a été l'Etat canadien depuis ses origines: ce ne sont pas les solutions démocratiques que l'Etat bourgeois a servi au peuple mais bien l'oppression et le chauvinisme, le racisme, la discrimination, la répression des droits les plus élémentaires.

De la répression sanguinaire de Louis Riel et des Métis en 1885 au refus plus que centenaire de laisser le Québec décider de son avenir politique, en passant par l'obligation pour les Autochtones de vivre sur des réserves, dans des conditions inhumaines, l'histoire du pouvoir bourgeois canadien est jalonnée des gestes les plus dégoûtants sans autre but que de renforcer la richesse d'une poignée de capitalistes. La lutte pour une solution démocratique aux problèmes nationaux ne peut faire autrement que de s'attaquer en premier lieu au pouvoir bourgeois canadien.

Une conclusion s'impose: c'est dans l'unité avec l'ensemble des travailleurs canadiens que les travailleurs québécois parviendront à se débarrasser du régime bourgeois actuel, à l'origine de l'oppression nationale.

En même temps, on prend vite conscience qu'une telle lutte est étroitement liée à la lutte pour le socialisme.

C'est en effet dans la lutte des masses populaires contre la discrimination et pour l'égalité, la reconnaissance de ce droit dans la constitution canadienne, et la lutte pour faire passer cette égalité **dans les faits**, *que nous créerons les conditions les plus propices à l'affaiblissement de l'impérialisme canadien et à l'unité la plus grande de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire.*

Remporter une victoire sur ce terrain, c'est porter un dur coup au pouvoir bourgeois et améliorer de façon sensible les conditions de vie de millions de Canadiens de diverses nationalités. Comme l'obtention de la liberté d'expression et d'association ne met pas fin à la lutte contre les capitalistes, l'instauration d'une véritable démocratie dans le domaine national ne mettra pas fin à la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Au contraire, elle constituera un instrument sur lequel le prolétariat pourra s'appuyer pour développer encore plus largement ses attaques contre le pouvoir bourgeois et, par là, réaliser autour de lui l'unité de toutes les forces populaires.

Toute l'histoire du XXe siècle, non seulement au Canada mais dans le monde tout entier, montre que seul le socialisme peut garantir dans les faits une véritable égalité des nations et des minorités nationales, quelles qu'elles soient. Le programme politique de notre Organisation stipule sans la moindre ambiguïté: **"L'édification socialiste requiert la plus grande unité du prolétariat et des masses laborieuses du pays tout entier. Cependant, l'unité est impossible sans l'égalité. Aussi le principe de l'égalité absolue des langues et des nations sera-t-il appliqué intégralement. Aucune discrimination ne devra résulter de l'appartenance à une nation ou à une minorité nationale particulière, que ce soit au travail, à l'école ou dans la vie courante. Les nations se verront reconnaître le droit inaliénable de décider elles-mêmes et elles seules de leur statut politique, y compris celui de former un Etat indépendant" (Article 6)**

Il faut changer la question et les règles du jeu du référendum

EN LUTTE! n'a donc pas l'intention de laisser les choses aller comme elles

vont maintenant. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. Les enjeux du référendum québécois dépassent, et de beaucoup, les querelles Lévesque-Ryan pour savoir lequel des deux conservera le pouvoir provincial; ils dépassent tout autant les éternelles négociations de technocrates auxquelles nous condamnent tout autant le PQ que le Parti libéral et les autres partis chauvins. C'est pourquoi la lutte doit être entreprise sans délai pour obtenir non seulement des modifications à la question du référendum, mais aussi aux règles du jeu référendaire contenues dans la loi 92. Nombreux sont les Québécois, dans les syndicats, les organisations populaires, dans les organisations nationalistes et même au sein du Parti québécois qui sont en désaccord avec la question posée par le gouvernement Lévesque; nombreux sont également les Québécois qui sont en désaccord avec des éléments essentiels de la loi 92, en particulier avec la négation flagrante des droits démocratiques que constitue la règle des deux parapluies, en dehors desquels aucun point de vue ne peut se faire légalement entendre.

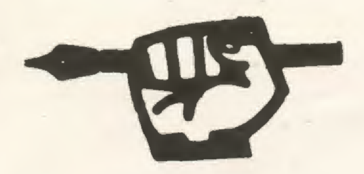
Les forces démocratiques du Québec doivent s'unir et exiger que le débat à l'Assemblée nationale sur la question référendaire soit précédé d'une commission parlementaire à l'occasion de laquelle toutes les organisations, tous les groupes et individus intéressés pourront se faire entendre sur le libellé de la question et sur les éléments de la loi 92 qui contredisent la démocratie la plus élémentaire.

Pour sa part, EN LUTTE! soutient que le PQ doit poser clairement la question de la souveraineté du Québec. C'est le respect de plus de vingt années de lutte contre l'oppression nationale qui l'exige. D'autre part, il est parfaitement illogique de demander aux Québécois de se prononcer sur le projet de souveraineté-association en bloc, pour la simple raison que l'association entre le Québec et le Canada préconisée par le PQ n'est pas une formule qui dépend des seuls Québécois. Il n'est pas impossible, au contraire, d'imaginer que le Québec souverain éventuel s'associe avec le Canada, mais il ne pourra s'agir alors que d'une entente réalisée entre deux Etats, le Canada d'une part et le Québec de l'autre. Pour parvenir à un tel résultat, le peuple du Québec doit d'abord pouvoir proclamer son indépendance politique.

En outre, la loi 92 doit être amendée de façon à ce que toutes les positions sur l'avenir constitutionnel du Québec puissent être défendues durant la période référendaire. Il est vrai que le PQ offre une option, du moins le prétend-il. Mais il faut distinguer deux choses: les intérêts du peuple québécois tels que vus par les différentes classes et couches sociales qui le composent d'une part, et d'autre part, le point de vue du PQ sur ces mêmes intérêts. Il est impossible d'envisager un référendum sur une option particulière sans que ceux qui ne la partagent pas ne puissent être libres de présenter leur propre option. Une loi qui interdit en pratique une telle démarche est une loi foncièrement antidémocratique qui veut forcer le peuple à examiner son avenir politique à la pièce, jusqu'à temps que celle que la majorité partage lui soit enfin présentée. Formulée ainsi, tout l'illogisme de la position du PQ apparaît avec évidence. En outre, le référendum actuel n'est qu'une **consultation**, *il n'oblige pas les gouvernements quels qu'ils soient à appliquer le voeu de la majorité. Dans les conditions actuelles, une majorité pourrait voter pour le projet de souveraineté-association et voir sa décision abandonnée quelques mois plus tard par les libéraux de Ryan, voire même par les dirigeants péquistes eux-mêmes. Si on veut que ce soit le peuple qui décide, il doit être assuré que le référendum révélant la volonté du peuple, liera tout à fait le gouvernement du Québec, quel que soit le parti politique qui le forme.*

Les bourgeois ont toujours manoeuvré de façon à utiliser la question nationale suivant leurs intérêts. Le PQ n'échappe pas à la règle. Il a réussi jusqu'ici à s'assurer la direction des forces progressistes à l'origine du mouvement nationaliste des vingt dernières années. Cette situation est contraire aux intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires. Toutes les organisations, tous les groupes et toutes les personnes vraiment désireux de faire valoir les intérêts de la majorité dans la période qui vient ont le devoir de s'impliquer sans réserves dans la lutte pour que le référendum du printemps permette aux Québécois de faire un véritable choix.

Le Bureau politique de l'OMLC EN LUTTE!



Correspondance

L'impérialisme et la révolution

(...) Je voudrais souligner ce qui me semble être quelques faiblesses de cet article du no 16 de la revue qui se veut une appréciation du livre d'Enver Hoxha. Dans son livre, Enver Hoxha tente de faire un lien entre les erreurs commises par le PC chinois et Mao Zedong et sa conception métaphysique des contradictions. Il cite également les conceptions maoïstes du rôle dirigeant de la paysannerie (ou encore des étudiants, ou de l'armée!) dans la lutte révolutionnaire. Et nous sommes bien obligés de reconnaître que ces conceptions ne sont pas marxistes-léninistes. Il rapporte aussi certains faits troublants comme l'existence d'un "Bureau général" qui ne semble pas compatible avec la véritable direction d'un parti communiste, avant-garde du prolétariat. Si tous ces faits qui ne sont pas considérés par l'article peuvent encore passer pour des erreurs de parcours faites par des marxistes-léninistes s'étant mal assimilé le matérialisme historique et dialectique, encore empêtrés dans la métaphysique, par contre ils ne constituent pas l'aspect principal qui se dégage des révélations du PTA. Cet aspect principal c'est, à mon avis, d'une part la volonté marquée des dirigeants chinois depuis Mao et Chou jusqu'à Houa et Deng de faire de la Chine une superpuissance, de disputer de nouvelles frontières avec l'URSS, d'apporter une aide internationaliste douteuse, etc., et d'autre part le peu de volonté de débattre de leur ligne politique et idéologique. Que craignent ceux qui se réclament du marxisme-léninisme? **L'impérialisme et la révolution** apporte des précisions importantes sur les relations historiques entre le PTA et le PCC que la lettre du PTA n'avait que laissé soupçonner. Si le PTA semble honnête et ne peut être taxé de menteur dans cette affaire, il faut se rendre à la conclusion que les visées du PCC n'ont jamais été d'encourager la révolution prolétarienne mondiale. Dire que le PCC ne peut être un parti bourgeois parce qu'il a conduit à la victoire sur l'impérialisme et le fascisme japonais en Chine n'est pas un argument. Des luttes de libération nationale peuvent être menées sans la direction du prolétariat, cependant ces luttes ne seront pas résolues dans le sens des intérêts du prolétariat, du socialisme et de la dictature du prolétariat... Et c'est justement la thèse d'Hoxha: la direction chinoise n'a jamais été prolétarienne et n'a jamais eu pour but d'instaurer une telle dictature. En fait, elle ne l'a jamais fait.

Tout cela n'enlève évidemment rien à la tâche urgente de mener à terme la critique du révisionnisme moderne. Les points que je soulève veulent simplement montrer la faiblesse de l'argumentation contre la démonstration du livre d'Hoxha sur le caractère antimarxiste de la pensée maozédong et de la direction du PCC.

En avant dans la lutte contre le révisionnisme moderne!

Un lecteur
d'UNITE PROLETARIENNE

L'art et la littérature
Pourquoi ne pas parler des "autres"?

J'aurai pris un certain temps pour me décider, enfin, à écrire un article concernant l'art et la littérature. Constamment je me disais: "mon point de vue n'est pas assez élaboré", "ils l'ébranleront dans le temps de le dire", "je devrais lire davantage avant de m'aventurer dans ce débat" et ainsi de suite. Je me suis tout de même décidé d'écrire, croyant que dans la presse d'EN LUTTE! il était possible de tenir des débats qui aboutissaient toujours à des résultats tangibles. D'autre part, je me suis dit que je n'étais sûrement pas le seul à développer ce point de vue.(...)

Conquérir l'hégémonie culturelle, voilà bien une condition primordiale à la victoire de tout programme politique,Ca, les nationalistes, en l'occurence les bourgeois,l'ont bel et bien compris depuis fort longtemps. Plutôt que de sous-estimer cet aspect de la propagande et de l'agitation, les nationalistes ont su tirer profit de cette force qu'est l'art et la littérature. (...)

Pendant ce temps, les communistes s'acharnent à rétablir la situation en combattant le nationalisme étroit et le chauvinisme de grande nation. Je ne peux qu'acquiesser devant la justesse des moyens utilisés, mais est-ce suffisant? J'affirme catégoriquement que cela ne l'est pas. Si les communistes ne travaillent pas dès aujourd'hui à rétablir la situation, là et ailleurs, en contribuant et en encourageant la naissance d'un ART et d'une LITTERATURE PROLETARIENNE ici même au Canada, nous nous apprêtons tous, à manquer le bateau. Et quand il s'agit de révolution socialiste, manquer le bateau peut s'avérer grave de conséquences.

La naissance d'un tel courant n'ira pas de soi. Précédant et même, allant de pair avec cette naissance, la mise à jour et la promotion d'une panoplie d'auteurs révolutionnaires qui ont marqués l'histoire devra être réalisée. Il va sans dire qu'on est encore loin d'un tel résultat et dans ce domaine, les librairies l'Etincelle ne remplissent pas ce rôle de premier plan qui leur revient d'office.

Bien sûr, nous trouvons à ces librairies des auteurs tel Ostrovski et Gorki mais... Songeons seulement à l'ampleur de l'oeuvre de Gorki. Cet auteur a à son actif plus d'une vingtaine d'oeuvres, romans, pièces de théâtre ainsi que des textes polémiques. Pourtant, nous trouvons uniquement aux librairies l'Etincelle deux oeuvres de cet auteur:"La mère" et "Enfance". Où sont donc "En gagnant mon pain", "Mes universités" qui font suite à "Enfance"? Où sont donc "Une vie inutile", "Klim Sanguine" et les autres?

Où est Jack London, cet auteur américain mort en 1916? Pourtant, London a milité dans des organisations socialistes et a crié sur tous les toits "VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE". Où est "Le talon de fer", cette oeuvre qui avant même la révolution de 1917, avant même que Lénine soit connu en Amérique, prévoyait la nécessité d'une révolution armée, la montée du fascisme et qui affirmait noir sur blanc l'inévitabilité de la victoire du socialisme à l'échelle mondiale? Où est "Le peuple de l'abîme", "Avant Adam", ce roman écrit par London pour contrer le point de vue métaphysicien et religieux sur l'origine de l'homme?(...)

Mais alors pourquoi? Pourquoi ne retrouve-t-on pas les oeuvres de ces auteurs sur les tablettes des librairies l'Etincelle? Pourquoi n'en a-t-on jamais entendu parler dans la presse de l'OMLC EN LUTTE!? Peut-on se permettre encore longtemps de laisser tous ces auteurs dans l'ombre de la bourgeoisie? Il faut rétablir cette situation au plus vite et, le faire, ce sera remplir une condition qui permettra la naissance d'un ART et d'une LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE ici même au Canada. Nous avons le programme de la révolution, il est temps de voir à sa diffusion la plus large.

Bien entendu, les communistes n'ont pas que des torts à leur actif. Par exemple, la parution du dernier disque d'EN LUTTE! manifeste un progrès certain par rapport au premier. De plus, le Théâtre A L'OUVRAGE! et le groupe Chant de l'Unité en sont d'autres exemples tout aussi éloquents. Mais au Canada, n'y a-t-il que le Théâtre A L'OUVRAGE! et le Chant de l'Unité qui véhiculent à travers leur art un point de vue combattant la bourgeoisie? J'affirme qu'il n'en est pas du tout ainsi et vous le savez très bien. Mais alors, pourquoi ne pas parler "des autres"?(...)

Tout ça pour demander pourquoi n'y a-t-il pas eu, à venir jusqu'à ce jour, de débats dans la presse communiste portant sur des romans, des oeuvres littéraires ou sur leurs auteurs, débats qui permettraient aux communistes, aux progressistes et aux autres de se faire un point de vue? Ces débats auraient et pourraient être comme celui qu'il y eut dans les pages du journal EN LUTTE! sur le film NORMA RAE. Ce débat fut fort intéressant et a sûrement permis de faire avancer le débat sur l'attitude que doivent avoir les communistes envers l'ART ET LA LITTERATURE.

Voilà le fond de mon point de vue sur l'art et la littérature. Je le crois juste mais j'admets qu'il n'est pas très étoffé. Tout de même, je crois que pour l'essentiel, il se tient debout. J'attends donc les commentaires des camarades communistes et de tous les autres qui prennent à coeur l'avenir de la classe ouvrière, du socialisme.

Pour terminer, je tiendrais à dire que j'entends participer au développement de ce courant culturel et je tiendrais pour finir, à citer ces phrases de Maxime Gorki.

"LE VOICI, L'"ESPRIT"DE LA BOURGEOISIE CONTEMPORAINE, DE SA CULTURE, UN ESPRIT HONTEUX, ABOMINABLE."

"LA BOURGEOISIE EST ENNEMIE DE LA CULTURE."

Un sympathisant d'EN LUTTE!
étudiant et travailleur d'hôpital

Le socialisme a-t-il existé en URSS et en Albanie?

(...) A la fin des années 40, plusieurs pays faisaient partie du camp socialiste selon l'analyse de l'Organisation. En URSS comme en Chine, on construisait le socialisme. Aujourd'hui, trente ans après, il ne reste que l'Albanie qui soit encore considérée socialiste, un pays de moins de trois millions d'habitants. En trente ans, le camp socialiste s'est effondré et je crois qu'à ce stade, on ne peut se contenter de parler de "reculs temporaires". Devant ce bilan très négatif, il me semble qu'il y a de très sérieuses questions à se poser. Et il faut y répondre en scientifiques (...)

On dit du socialisme que c'est la dictature du prolétariat et c'est très juste. Cette dictature doit s'exercer sur tous les terrains et principalement dans l'économie puisque le socialisme est la période où doivent mourir les rapports de production capitalistes et naître les rapports de production socialistes, base économique de la nouvelle société.

Comme l'ont écrit les classiques, l'Etat est le levier nécessaire à cette transformation. En d'autres termes, la prise en main du pouvoir d'Etat par le prolétariat constitue la condition "sine qua non" préalable à toute transformation des rapports de production. La question de l'Etat revêt donc une importance centrale.

Mais, de quoi parle-t-on lorsqu'on parle d'Etat prolétarien? Marx et Lénine ont défini trois caractères essentiels à un Etat prolétarien, en se basant principalement sur l'expérience de la Commune de Paris:

1) suppression de l'armée permanente, remplacée par le peuple en armes;
2) éligibilité et révocabilité de tous les fonctionnaires en tout temps;
3) réduction du traitement des fonctionnaires au niveau d'un salaire d'ouvrier.

Ces trois critères, s'ils ne peuvent pas nécessairement être appliqués immédiatement après la révolution à cause de facteurs conjoncturels doivent néanmoins être réalisés sitôt que possible car sans eux, on ne peut parler d'Etat prolétarien et sans Etat prolétarien, la transformation à long terme des rapports de production est impossible. Inutile d'ajouter que sans rapports de production socialistes, le socialisme n'est qu'un mot creux!

Or, en Albanie, malgré le peu d'informations dont nous disposons et malgré l'absence d'analyse scientifique sur ce pays, il est quand même possible d'après moi de démontrer qu'aucun de ces critères ne trouve de réalisation. Pas plus d'ailleurs qu'ils n'en trouvaient dans l'Etat soviétique sous Staline. Car, pour l'URSS, il est relativement facile de démontrer le caractère non prolétarien de l'Etat sous Staline, et l'Etat albanais offre plusieurs ressemblances fondamentales avec l'Etat "soviétique".

Pour en rester à l'Albanie néanmoins:

1) les cadres (c'est-à-dire les fonctionnaires) sont dans la plupart des cas nommés par le Parti ou par des organes dépendants du Parti. Evidemment, les masses sont consultées!... Elles peuvent donner leur avis afin que la décision ne dépende pas de la seule volonté du directeur, du comité ou du ministre. C'est-à-dire que les masses, le prolétariat, exerce sa dictature dans une marge de pouvoir limitée par la volonté du Parti.

2) il existe encore une armée permanente en Albanie, ce qui n'a rien à voir avec le peuple en armes. De plus, cette armée est sous le contrôle du Parti.

3) finalement, en ce qui concerne les salaires des fonctionnaires, il ne s'agit pas d'un salaire d'ouvrier, même si, d'autre part, l'échelle des salaires est très resserrée. D'un autre côté, vu le peu d'informations, on ne connaît pas les privilèges dont peuvent jouir les fonctionnaires, privilèges qui sont peut-être importants.

On peut donc voir qu'en Albanie, les caractéristiques fondamentales de l'Etat prolétarien ne sont pas réalisées. Ce qui ressort, c'est que l'Etat en Albanie n'est pas le gouvernement des producteurs par eux-mêmes comme l'était la Commune, mais bien un gouvernement pour les producteurs (?) par le Parti. C'est-à-dire que le prolétariat exerce sa dictature par le biais de son Parti. (...)

Pour ma part, il me semble évident qu'un véritable socialisme implique que le prolétariat exerce tout entier sa dictature. Par ailleurs, pour que l'Etat disparaisse, s'éteigne comme l'on écrit les classiques, il faut une lutte de classe au niveau de la classe tout entière, il faut que le prolétariat tout entier se constitue en classe dominante.

Un dernier point. Affirmer que c'est l'action de toute la classe qui est déterminante en dernière instance ne veut pas dire qu'à certains moments précis de la lutte de classe, le Parti n'ait pas à jouer un rôle décisif, pas plus que cela ne signifie que le Parti soit inutile. Il s'agit simplement de remettre chaque chose à sa place! (...)

Un sympathisant
d'EN LUTTE!

Réponse de la rédaction

La lettre du camarade soulève de nombreuses questions qui ne sont pas le propre de son auteur alors que les échecs subis par le socialisme en URSS et en Chine sèment chez plusieurs le doute sur les possibilités réelles de maintenir la dictature du prolétariat et même de l'instaurer.

Précisons d'abord une chose. On ne saurait juger du caractère de classe d'un Etat sur la seule base des trois critères théoriques dégagés par le camarade, ni d'abord en fonction de son organisation interne. On ne saurait poser cette question du seul point de vue théorique sans examiner au point de départ les réalisations de cet Etat et le rôle qu'il joue dans la consolidation ou non de la dictature du prolétariat.

Or, l'Etat de dictature du prolétariat comporte justement deux caractéristiques. La première, c'est **la dictature sur les classes exploiteuses**. *Cela a voulu dire en URSS par*

exemple l'élimination de la propriété privée des moyens de production et l'expropriation de la bourgeoisie après de nombreuses années de lutte contre celle-ci et le capital international, et en Albanie, seulement quelque temps après la révolution. Cela a voulu dire aussi en URSS l'élimination des koulaks, propriétaires terriens et représentants du capitalisme à la campagne ainsi que l'interdiction de certains droits démocratiques aux membres des anciennes classes exploiteuses. La seconde caractéristique, c'est **la démocratie pour le peuple**. *Cela s'est exprimé en URSS par les soviets, ces organisations démocratiquement élues par les ouvriers et les paysans et qui sont nées en 1917 dans le feu de la lutte de classe. En Albanie, c'est le Front démocratique qui a joué ce rôle. Après la révolution, ces organisations sont devenues les principaux organes du pouvoir d'Etat. Cela a voulu dire aussi en URSS comme en Albanie l'instauration du contrôle ouvrier qui regroupe des ouvriers de la production et qui est chargé de voir à ce que tous les aspects de la production et de l'échange servent les intérêts des masses travailleuses. Cela veut dire aussi pour le peuple, le droit d'élire et de contrôler les dirigeants de l'Etat et des organisations de masse. En URSS, la conquête de ce droit a d'ailleurs été le résultat d'une dure lutte menée par Lénine contre Trotsky qui prônait la "militarisation du travail" et "l'étatisation des syndicats". (*)*

Ce sont là un ensemble de faits qu'il serait dangereux d'oublier lorsque vient le temps de juger du caractère de classe de l'Etat soviétique sous la direction de Lénine et de Staline ainsi que de l'Albanie aujourd'hui. Les oublier, c'est tomber dans l'unilatéralisme, c'est se condamner à rejeter à peu près tous les partis communistes dans la poubelle du révisionnisme, sur la seule base que ces partis ont commis des erreurs même graves à un moment ou un autre de leur histoire.

Venons-en justement à ces critères qui ont trait au fonctionnement de l'Etat prolétarien. Le camarade en rappelle trois qui ont été analysés par Lénine dans son ouvrage **L'Etat et la révolution**. *Il s'agit de la suppression de l'armée permanente, l'élection et la révocabilité des fonctionnaires et de la réduction de leur traitement.*

Que signifie la suppression de l'armée permanente? Cela signifie que contrairement à ce qui a caractérisé tous les régimes sociaux antérieurs, ce n'est plus l'armée permanente à la solde de la minorité exploiteuse qui aura le monopole du pouvoir répressif sous le socialisme. Comme la révolution socialiste sous la direction du prolétariat réalise les intérêts de la majorité du peuple, il est normal que ses victoires soient défendues non plus seulement par une minorité, mais par le peuple en armes. C'est exactement ce qui s'est produit en URSS et en Albanie où la défense des victoires du socialisme n'a pas été le fait d'une armée de mercenaires comme il en existe dans tous les pays capitalistes, mais de la majorité du peuple armé. La victoire de l'URSS sur le fascisme hitlérien en est un exemple éclatant. C'est ainsi que la Constitution de la République populaire d'Albanie stipule que "la défense de la patrie et les conquêtes du socialisme est assurée par le peuple en armes organisé dans les Forces armées qui se composent de l'Armée populaire, des forces du ministère de l'Intérieur et des forces volontaires d'autodéfense populaires" [1]. Il serait illusoire de penser que le socialisme pourrait se passer d'une armée proprement dite et en ce qui concerne l'Albanie un simple regard sur la carte de l'Europe devrait nous en convaicre. Tout comme la Commune s'était donné une force policière, c'est bien plutôt le caractère de cette police ou de cette armée qui change, dans la mesure où elle ne devient qu'un élément particulier parmi la vaste majorité du peuple prêt à défendre ses conquêtes.

Le camarade fait aussi une erreur quand il croit qu'en Albanie les fonctionnaires sont dans la plupart des cas nommés par le Parti. Au contraire, les cadres les plus importants, ceux de l'Assemblée populaire (sorte de parlement qui seul peut adopter et modifier la Constitution et qui vote les lois) sont élus au suffrage universel à tous les 4 ans. Les autres fonctionnaires des différents ministères sont donc nommés par des représentants élus du peuple. Ce qui est encore plus significatif, c'est que les membres des tribunaux populaires sont eux aussi élus par le peuple. De même, la Constitution affirme "le droit (des électeurs) de révoquer à tout moment leur représentant si celui-ci a perdu leur confiance politique, s'il ne s'acquitte pas des tâches qu'il a à assumer ou s'il agit à l'encontre des lois." [2]

Finalement, le camarade laisse entendre que "vu le peu d'information, on ne connaît pas les privilèges dont peuvent jouir les fonctionnaires, privilèges qui sont peut-être importants". Ce ne sont pas de telles suppositions qui feront avancer le débat. Nous ne connaissons pas le salaire des fonctionnaires albanais, mais nous savons par ailleurs que l'échelle des salaires en Albanie est aujourd'hui réduite de 1 à 2. Nous savons qu'en 1952, le PTA a réduit de 30% les effectifs de l'Etat justement pour lutter contre le bureaucratisme, une lutte qui a pris un essort encore plus grand dans les années 60. En 1966, 15,000 cadres, la moitié de l'appareil d'Etat, a été renvoyé au travail productif. De même, tous les fonctionnaires doivent une fois par année travailler un mois aux champs ou à l'usine.

Le camarade souligne que le Parti doit se garder de se substituer aux masses dans l'administration des affaires de l'Etat; il semble qu'en Albanie on ait fait des efforts considérables de ce côté, car en 1976, plus de 70% des cadres n'étaient pas membres du parti communiste.

Il est normal que de plus en plus de nos lecteurs se préoccupent de ces questions. Le retour au capitalisme en URSS et en Chine a certainement beaucoup à voir avec le développement des privilèges et de la bureaucratie au sein de l'appareil d'Etat. Il ne s'agit pas de prétendre que la situation est parfaite en Albanie, nous ne croyons pas à ce genre de perfection. Mais les faits que nous connaissons sur ce pays nous amènent à croire qu'au contraire on s'efforce d'y tirer les leçons des expériences passées. Faisant le bilan de l'expérience de la dégénérescence de nombreux partis communistes, Nexhimise Hoxha tirait cette leçon qui nous servira de conclusion:

> *"Cette expérience témoigne que dans les pays socialistes où le parti prolétarien se trouve au pouvoir, le danger de sa dégénérescence révisionniste et de la liquidation du rôle dirigeant de la classe ouvrière a pour source principale le désarroi idéologique et politique. La bureaucratisation du parti et de ses cadres dirigeants, leur rupture d'avec la classe ouvrière et les masses, la suppression du rôle exercé directement par ces dernières dans le gouvernement du pays, la primauté accordée au parti sur elles, comme cela s'est produit en Union soviétique et dans certains pays de démocratie populaire où les révisionnistes ont accaparé le pouvoir. Dans ces circonstances, au nom du renforcement conçu de manière bureaucratique, les organes dirigeants et ses appareils, ainsi que les cadres, à tous les maillons du système de la dictature du prolétariat, se sont opposés progressivement aux masses; le parti et les cadres ont échappé au contrôle de la classe ouvrière et ont commencé à dégénérer."* [3]

(*) **Voir à ce propos le texte de Lénine,** *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky*, **Ed. sociales, Paris 1976, tome 32.**

---

1. *Constitution de la RPSA*, **chapitre III, article 88, Albanie aujourd'hui no 1 (32), 1977, p. 14**
2. **Idem, chapitre 1, article 8, ouvr. cité, p. 4**
3. **Nexhimise Hoxha,** *Pour le renforcement du rôle dirigeant de la classe ouvrière et le perfectionnement des rapports parti-classe-masses*, **Albanie aujourd'hui, no 5 (12), 1973, p. 33**

Ce que nos lecteurs pensent de la revue

Dans les deux prochains numéros de la revue, nous allons publier des extraits de certaines réponses que nous avons reçues au questionnaire sur la revue publié dans le no 16 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE. Ce questionnaire, auquel près d'une centaine de personnes ont répondu avec enthousiasme nous fournit un matériel fort utile pour connaître les points de vue et les critiques de nos lecteurs sur la revue. Les problèmes d'espace nous obligent malheureusement à n'en publier que quelques extraits les plus significatifs. Dans ce numéro, nous reproduirons des extraits portant sur l'évaluation générale de la revue, de ses différents types d'articles, sur son lien avec la conjoncture, en particulier sa capacité de rendre compte de la vie politique au Canada anglais. Dans notre prochain numéro, nous reproduirons d'autres extraits portant cette fois sur la forme de la revue et de ses articles ainsi que les sujets que nos lecteurs nous demandent d'examiner. On peut déjà dire que la publication d'un tel questionnaire dans la revue a été très appréciée. Pour plusieurs, le questionnaire a été la première occasion de discuter de la revue, certains y ont répondu en groupe, d'autres nous ont d'ailleurs invité à répéter l'expérience.

Le contenu de la revue en général et ses différents types d'articles

"A mon avis, la revue depuis ses débuts s'est améliorée à 100%; qualité, sujet et présentation des articles. En fait, les articles les plus utiles et donc les plus intéressants sont ceux qui, soit développent le point de vue de l'Organisation sur un événement d'actualité, soit traitent du mouvement communiste international et spécialement de la lutte contre le révisionnisme (...) La critique négative principale est de taille et implique que l'on porte une grande attention à ce problème. C'est clair, la revue est très difficile à étudier, les textes sont trop longs et intellectuels dans leur présentation (...)"

"La profondeur de notre analyse dans les articles sur les questions de programme est impressionnante. Mais nous devons être encore plus clair si nous voulons que la revue soit convainquante à chaque fois que nous abordons une question. Ceci est plus évident quand il s'agit de se démarquer. Quand de nouveaux lecteurs, ou ceux qui ne sont pas membres d'EN LUTTE! mais intéressés à son travail ou à celui d'une autre organisation lisent des critiques partielles d'autres groupes, ceci ne les convainc pas, mais peut les repousser et les amener à nous considérer comme une organisation sectaire (...)"

"Les articles que je préfère sont ceux qui identifient les erreurs historiques du révisionnisme et y opposent une juste démonstration s'appuyant sur des arguments solides et une analyse de classe concrète; les articles qui nous permettent de développer, de défendre et **d'expliquer aux masses notre programme**".

"Souvent je trouve les articles intéressants, mais qui s'adressent aux initiés. La propagande, ce n'est pas seulement réservé aux intellectuels. A mon avis, la revue doit se dépouiller de son carcan "universitaire" pour devenir un instrument de lutte idéologique aux mains de l'avant-garde. Le bon exemple d'article est celui du no 14 sur la dictature et la démocratie sous le socialisme."

"J'estime que ce qui fait la force d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, c'est son caractère concret et bien lié à la conjoncture canadienne et internationale sur laquelle d'ailleurs je trouve qu'EN LUTTE! joue un rôle d'avant-garde sérieux. La faiblesse demeure un peu dans le fait du manque d'éléments concrets de l'histoire sur la lutte des classes au Canada, le vieux PCC, l'expérience objective et aussi subjective qu'ont les masses. Je pense qu'en se préoccupant un peu plus du mouvement d'opinion des masses, de leur niveau de compréhension et de leurs luttes, on réussirait à mieux prendre les gens où ils sont, à être plus à leur écoute encore et conséquemment à susciter leur intérêt pour ces questions d'importance sur le front théorique."

Concernant les articles sur le programme communiste:

"Ces articles ont été très utiles dans la mesure où ils étaient basés sur l'histoire de notre pays. On expliquait l'histoire du Canada à la lumière du marxisme-léninisme et on ne se contentait pas de coller quelques exemples tirés de l'histoire sur un cadre théorique. Ça m'a servi de base pour donner plusieurs cours aux adultes qui furent très appréciés."

Parmi les articles les plus souvent cités, on retrouve les articles faisant l'analyse des classes sociales au Canada. De nombreux lecteurs expriment aussi le désir que ces articles soient plus souvent l'objet de discussion dans les cercles, les causeries, conférences, etc.

La revue et la lutte contre le révisionnisme

"C'est l'évolution la plus importante de la revue et elle a même été à l'avant-garde dans ce débat du mouvement communiste international. Mais il faudrait que ce débat pénètre encore plus profondément dans les masses: donc, trouver les méthodes pour que la classe ouvrière s'empare encore plus de ces questions."

"Je pense que la revue replace bien dans son contexte l'importance et la place qu'occupe cette lutte. J'aimerais toutefois que l'on fasse plus et plus à fond la critique de certains partis ou organisations."

"Je souhaiterais qu'on fasse état de l'impact des démarches de l'Organisation dans sa lutte pour la reconstruction d'une Internationale."

"Ce qui nous manque à mon avis, c'est un tableau du rapport de force des partis et organisations dans la lutte contre le révisionnisme, de même qu'une idée de l'influence de ces organisations ou partis dans le mouvement ouvrier de leur pays."

La correspondance

"C'est souvent ce que je lis en premier... Les réponses de la rédaction sont parfois trop générales et trop longues, de sorte que ça enlève de la place à d'autres correspondants. D'ailleurs, la correspondance pourrait être plus abondante et refléter les débats de ligne au sein de l'Organisation."

"Il devrait y en avoir plus. Ce n'est pas suffisant d'encourager en appelant à écrire, trop souvent le matériel de la revue est présenté comme si rien n'était laissé au débat (...). Aussi, s'il y a des débats dans l'Organisation, pourquoi ne s'exprimeraient-ils pas dans la revue? Lénine ne parlait-il pas des différentes positions à l'intérieur du parti?"

"Je trouve les réponses trop souvent genre "massue", c'est-à-dire très dures envers les lettres des lecteurs où des désaccords sont exprimés."

La revue et la conjoncture

"Ça commence à s'améliorer, en particulier avec les derniers numéros sur l'Iran. Concernant la vie politique au Canada anglais, il y a eu amélioration (ex. Canadian Dimension). Malgré tout, il faut aller encore plus loin en développant une critique plus précise du PC canadien, de la Revolutionary Workers League et du Canadian Party of Labour."

"Nous sommes ignorants de la réalité du Canada anglais, il suffit de feuilleter quelques journaux de Toronto pour voir que la bourgeoisie alimente les pires préjugés contre les Québécois. Et pourtant parmi les travailleurs, c'est pas la même chose; au contraire, les gens cherchent à nous dire le peu de mots qu'ils connaissent en français pour nous exprimer comme une reconnaissance de leur parler dans leur propre langue. (...). Tout ceci pour dire qu'il est important pour nous au Québec de connaître la réalité que vivent les ouvriers au Canada anglais."

"La revue pourrait rapporter de l'information objective sur ces questions. Elle pourrait aussi donner un point de vue communiste et expliquer des phénomènes (développement du mouvement communiste, allégences politiques, conflits provinciaux, etc.)." **(A suivre)**



Vietnam La voie dangereuse avec l'impérialisme

Depuis un an, l'Indochine fait de nouveau la première page des journaux. En fait, ça fait longtemps qu'on n'avait vu un tel battage publicitaire dans la grande presse capitaliste, journaux, radio et télévision. Des "réfugiés de la mer" à la famine au Kampuchéa, en passant par les films d'Hollywood, genre "Dearhunter", le message qu'on veut suggérer est clair: *"Si le Vietnam souffre aujourd'hui, ce n'est pas parce que la France et les Etats-Unis ont essayé d'empêcher les communistes de gagner, c'est parce que* **le malheureux pays a été conquis par les communistes***: jamais la démonstration que nous avions RAISON de lutter n'a été plus magistrale, quand on voit ce qui s'y passe"* (Jacques Birtsch, ancien chef de la délégation française de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, l'OTASE) ([1]).

Washington, Moscou et Pékin: une rivalité sur le dos des peuples

Passant aujourd'hui l'éponge sur ses crimes et ses atrocités en Indochine, l'impérialisme mondial, USA en tête, tente ainsi de justifier, non seulement sa guerre passée du Vietnam, mais surtout ses guerres futures contre la révolte populaire où qu'elle se produise dans le monde.

En mai 1978, la Chine met fin unilatéralement à ses accords d'assistance au Vietnam tandis qu'elle propose aux pays de l'ANASE (*) d'organiser une foire commerciale en Chine, tout en préparant un accord économique de $75 millions avec la Thaïlande. Le 29 juin, le Vietnam adhère au COMECON (**). Le 3 novembre 1978, les dirigeants de Moscoù et d'Hanoï apposent leur signature au bas d'un traité soviéto-vietnamien "de paix et de coopération".

Le 25 décembre 1978, les troupes vietnamiennes interviennent au Kampuchéa (ex-Cambodge) pour y déloger le régime Pol Pot appuyé par Pékin. Le 17 février 1979, les nouveaux dirigeants chinois ordonnent à l'armée chinoise d'envahir la partie nord du Vietnam afin, disent-ils, de donner une "bonne leçon" au Vietnam. En se retirant finalement du territoire vietnamien après des combats acharnés, les troupes chinoises font sauter ponts et chaussées, hôpitaux et écoles, de même que les établissements économiques. Interprétant à leur manière cette reprise de la guerre d'Indochine, les porte-voix de l'impérialisme occidental vont crier à la "guerre des communismes".

Et pendant tout ce temps, on a droit à la "grande cour" entre Deng Xiaoping et Jimmy Carter: visite "historique" de Deng aux USA, juste **avant** l'invasion du Vietnam, visite d'un membre du cabinet Carter à Pékin **pendant** l'invason, et visite du vice-président Mondale **après**. Scellant le mariage, Mondale devait déclarer aux bourgeois qui se sont emparés du pouvoir en Chine:

"Nous avons les mêmes intérêts stratégiques." ([2])

Décidément, on n'a plus les "communismes" qu'on avait! Après l'invasion du Vietnam par les Américains et les Français, après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS et la récente invasion chinoise du Vietnam, après les accolades temporaires et les canon-

---

(*) L'ANASE, l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, regroupant cinq pays étroitement liés à l'impérialisme américain: la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines, Singapour et l'Indonésie.

(**) Le COMECON, Conseil d'assistance économique mutuelle, est un pacte économique dominé par l'URSS.

de la collaboration soviétique

nades perpétuelles entre ces bourgeois qui ont repris le pouvoir en URSS et en Chine et ceux, qui ne l'ont jamais perdu, aux USA, ce n'est pas d'une guerre de "communismes" dont il faut parler, mais bel et bien d'une guerre impérialiste qui se mène sur le dos des peuples, et en particulier ici sur le dos des peuples indochinois.

Au delà des événements, des questions de fond

Mais ces rivalités entre grandes puissances, ou entre puissances qui veulent devenir grandes, ne sauraient à elles seules expliquer la situation actuelle en Indochine. Comment se fait-il en effet qu'un combat aussi héroïque que celui des peuples du Vietnam, du Kampuchéa et du Laos puisse aujourd'hui produire de tels résultats? Comment se fait-il qu'une lutte de libération qui avait soulevé la solidarité mondiale et qui avait redonné confiance à tous les peuples puisse aujourd'hui se transformer en campagne guerrière et anticommuniste destinée à justifier l'impérialisme et la répression? Comment se fait-il que des partis qui se proclament communistes deviennent le jouet des rivalités entre puissances impérialistes et ses agents, dans leur propre pays, de politiques antipopulaires et antisocialistes?

Ces questions-là, on les entend tous les jours parmi les travailleurs et dans les milieux progressistes, au Canada et probablement partout dans le monde. Ce sont là des questions qui sont non seulement inévitables et légitimes, mais encore, il s'agit là d'interrogations qui concernent l'avenir même du socialisme et du combat du prolétariat mondial contre l'asservissement capitaliste et la domination impérialiste.

Déjà, notre Organisation a pris un certain nombre de positions par rapport aux événements en Indochine. Nous avons condamné le chantage des révisionnistes chinois qui ont retiré de façon unilatérale toute assistance au Vietnam. Nous avons condamné l'intervention du Vietnam au Kampuchéa. Plus encore, nous avons condamné l'invasion "punitive" du Vietnam par la Chine, tacitement appuyée par l'impérialisme américain. Mais en même temps, nous avons clairement manifesté notre opposition à l'alliance, maintenant ouvertement scellée, entre les dirigeants vietnamiens et l'Union soviétique, faussement présentée comme un pays socialiste.

Enfin, l'exode massif de réfugiés du Vietnam, en bonne partie des Hoa (minorité chinoise au Vietnam), la situation de famine qui résulte de la guerre au Kampuchéa, de même que la poursuite de la guérilla dans ce pays, illustrent jusqu'à quel point la lutte des classes peut être vive et complexe actuellement dans les pays d'Indochine. Aussi, au-delà du principe de non-ingérence dans les affaires internes d'un Etat souverain, au-delà des rivalités inter-impérialistes dans le Sud-Est asiatique, ce qui se pose, c'est la question même de la ligne et du programme des partis indochinois, et en particulier du plus important et du plus expérimenté d'entre eux, celui du Vietnam.

Dans la situation trouble qui prévaut actuellement en Indochine, il est tout naturel en effet qu'on cherche d'abord à interroger la ligne du Parti communiste du Vietnam, anciennement le Parti des travailleurs du Vietnam, qui a lui-même succédé au Parti communiste indochinois, ce parti fondé par Ho Chi Minh et membre, jusqu'à sa dissolution, de la Troisième Internationale communiste fondée par Lénine.

Le point de vue du Parti communiste du Vietnam sur la situation internationale

Quand on n'est pas directement impliqué dans la lutte de classe d'un pays, ce qui apparaît d'abord, pour juger de la ligne politique d'un parti ou d'un pays, c'est son analyse de la situation internationale et sa politique extérieure. C'est souvent là aussi qu'apparaissent d'abord les points de vue opportunistes qui mènent à la compromission avec l'impérialisme.

Dans les années 60 avec Khrouchtchev, c'est d'abord là qu'apparut la trahison révisionniste, alors que les théories de coexistence et de concurrence pacifiques, de passage pacifique au socialisme et de paix durable vinrent remplacer le soutien inconditionnel à la révolu-

tion prolétarienne. Et avant Khrouchtchev, le révisionnisme de Tito en Yougoslavie s'était d'abord manifesté par un rapprochement avec l'impérialisme américain. En Chine finalement, le triomphe de la ligne bourgeoise s'est d'abord dévoilé par l'adoption de la dite "théorie des trois mondes" qui met de l'avant l'union sacrée des peuples avec les bourgeoisies des pays capitalistes et impérialistes contre l'URSS.

Aussi, c'est avec une grande inquiétude que l'on doit constater que la politique extérieure défendue par le Parti communiste du Vietnam (PCV) correspond pour l'essentiel à la ligne défendue par l'Union soviétique. Ignorant la restauration des rapports sociaux capitalistes et de la loi du profit dans les pays révisionnistes, URSS en tête, le PCV en vient même à proclamer, au mépris de la réalité la plus évidente — à commencer par celle de l'Indochine! — que *"le système socialiste mondial dispose aujourd'hui d'une force globale supérieure à celle de l'impérialisme" (3)*. Et c'est ce "système socialiste mondial", URSS en tête, qui est qualifié de *"rampart solide de la révolution prolétarienne mondiale, un point d'appui solide du mouvement pour la paix, l'indépendance nationale et le progrès social"(4)*.

Et, Lê Duân, secrétaire général du PCV, ajoute même dans son rapport de décembre 76 que l'URSS *"intensifie actuellement l'édification de la base matérielle et technique du communisme"(5)*. La transition socialiste serait donc achevée et on en serait rendu à édifier la base matérielle de la société sans classe! C'est sans doute pour cela que les révisionnistes de Moscou en ont fini de l'"étape" de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire du pouvoir ouvrier, et qu'ils proclament l'"Etat du peuple tout entier" pour mieux cacher la dictature de la bourgeoisie.

En ce qui concerne la lutte de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, Lê Duân va parler des *"campagnes pour faire entrer des représentants des ouvriers dans le Parlement" (6)*, d'*"une large alliance contre le capitalisme monopoliste d'Etat" (7)*. Mais de quelles campagnes peut-il s'agir ici, si ce n'est des campagnes électorales des "eurocommunistes", du Parti communiste canadien et des autres révisionnistes pro-Moscou qui ont depuis longtemps troqué la révolution pour le bulletin de vote dans leur stratégie de passage pacifique au socialisme? De la même façon, qu'est-ce donc que cette "large alliance contre le capitalisme monopoliste d'Etat", si ce n'est cette stratégie réformiste qui appelle à l'union avec la bourgeoisie nationale contre les "multinationales" afin, paraît-il, d'instaurer un gouvernement démocratique?

Quand le PCV affirme que *"dans les pays capitalistes et impérialistes, la démocratie est un mot d'ordre révolutionnaire, une bannière de rassemblement de larges forces populaires autour de la classe ouvrière pour faire reculer pas à pas le capitalisme monopoliste d'Etat, arracher des succès partiels et créer des prémisses pour la victoire totale du socialisme" (8)*, que fait-il, sinon cautionner la stratégie des révisionnistes qui prétendent qu'on va arracher la démocratie et le socialisme petit à petit, à coups de réformes successives du capitalisme monopoliste?

Non! On ne "démocratisera" pas l'impérialisme et on ne le fera pas "reculer pas à pas" jusqu'à la "victoire totale". Car, l'impérialisme n'a qu'une règle, et c'est la réaction de plus en plus accentuée, et c'est la tentative de faire reculer pas à pas la classe ouvrière, jusqu'à instaurer le fascisme s'il le faut. A cet égard, la lutte pour les droits démocratiques est une lutte essentiellement défensive et **tactique.** La démocratie bourgeoise n'est **pas** un mot d'ordre révolutionnaire dans un pays impérialiste. C'est un **terrain** pour promouvoir la **révolution** socialiste, qui est la seule voie permettant d'assurer la démocratie pour le peuple.

Sur la question de la guerre, Lê Duân écrit que *"la vie confirme de plus en plus qu'il y a une possibilité réelle de prévenir une guerre mondiale, de maintenir une* **paix** *durable pour les nations"(9)*. C'est faux. Car, en réalité, si la vie confirme quelque chose, c'est plutôt le contraire, c'est-à-dire que la guerre n'a **jamais** cessée, et que la crise mondiale actuelle ne fait qu'exacerber les rivalités entre pays impérialistes, préparant ainsi le terrain à des affrontements de plus en plus généralisés et même, à une nouvelle guerre mondiale.

Dans ces conditions, affirmer que *"la lutte pour la paix est une tâche stratégique" (10)*, peut-il conduire à autre chose qu'à tromper les peuples en faisant croire qu'il peut exister une paix durable dans un monde impérialiste? La lutte pour la paix n'est pas une tâche stratégique. Au contraire, c'est une **tactique**, un terrain devant servir la **stratégie** de la révolution prolétarienne. Substituer la tactique à la stratégie, c'est-à-dire faire passer les terrains et les moyens de lutte pour l'objectif et la cible centrale de la lutte, n'est-ce pas là justement le propre de l'opportunisme qui tend à faire dévier de sa voie le combat pour la libération de la classe ouvrière et de l'humanité?

Certes, le rapport adopté au dernier congrès du PCV tente de "nuancer" cette voie réformiste de démocratie et de paix. Ainsi va-t-on dire également que *"l'impérialisme, avec à sa tête les Etats-Unis, s'emploie à préparer une nouvelle guerre mondiale" (11)* et que *"bien entendu, la nature agressive de l'impérialisme demeure inchangée" (12)*. Le Duân va même rajouter que *"la paix n'est pas seulement le résultat du mouvement démocratique contre la guerre, mais essentiellement le résultat de la lutte révolutionnaire de toutes les forces anti-impérialistes" (13)*.

Mais quand le PCV parle *"d'une stratégie d'offensive visant à faire reculer pas à pas l'impérialisme, à lui enlever position après position, à déjouer une à une ses politiques de guerre, à mettre en échec n'importe quel genre de guerre déclenchée par lui, pour finalement faire échouer sa politique de guerre dans son ensemble" (14)*, que désigne-t-il au juste?

S'agit-il ici de la "stratégie d'offensive", de l'URSS qui rivalise avec les USA en imposant un coup d'Etat en Afghanistan, un autre en Ethiopie, en manipulant en Afrique par troupes cubaines interposées ou encore en appuyant l'intervention du Vietnam lui-même au Kampuchéa? Malheureusement, il semble bien que ce soit le cas.

Il faut voir en effet que dans les

faits, le Vietnam se range totalement derrière la politique des impérialistes soviétiques qui tentent, partout où ils passent, de saper la révolution prolétarienne pour y substituer des coups de force militaires. Ainsi, le Nho Dan du 3 octobre 77, reproduit dans **Le courrier du Vietnam** de novembre 77, allait jusqu'à faire la courbette devant la "révolution éthiopienne", qui a mis en place un régime sanguinaire appuyé par les Soviétiques et qui, de surcroît, maintient par la force des armes l'Erithrée dans l'"empire éthiopien"...

Il faut dire aussi que le Vietnam ne manque aucune des conférences des pays dits "non alignés". Le premier ministre Pham Van Dong devait d'ailleurs déclarer dans son discours du 3 juillet 79 à La Havane:

> *"Nous endossons totalement le point de vue de Cuba"* ([15]).

Et, Lê Duân reprend aussi à son compte dans son rapport l'illusion d'un *"nouvel ordre économique international"*. Comme s'il pouvait exister un *"nouvel ordre économique international"* en dehors de l'ordre des pays authentiquement socialistes.

Les filets de l'impérialisme soviétique au Vietnam

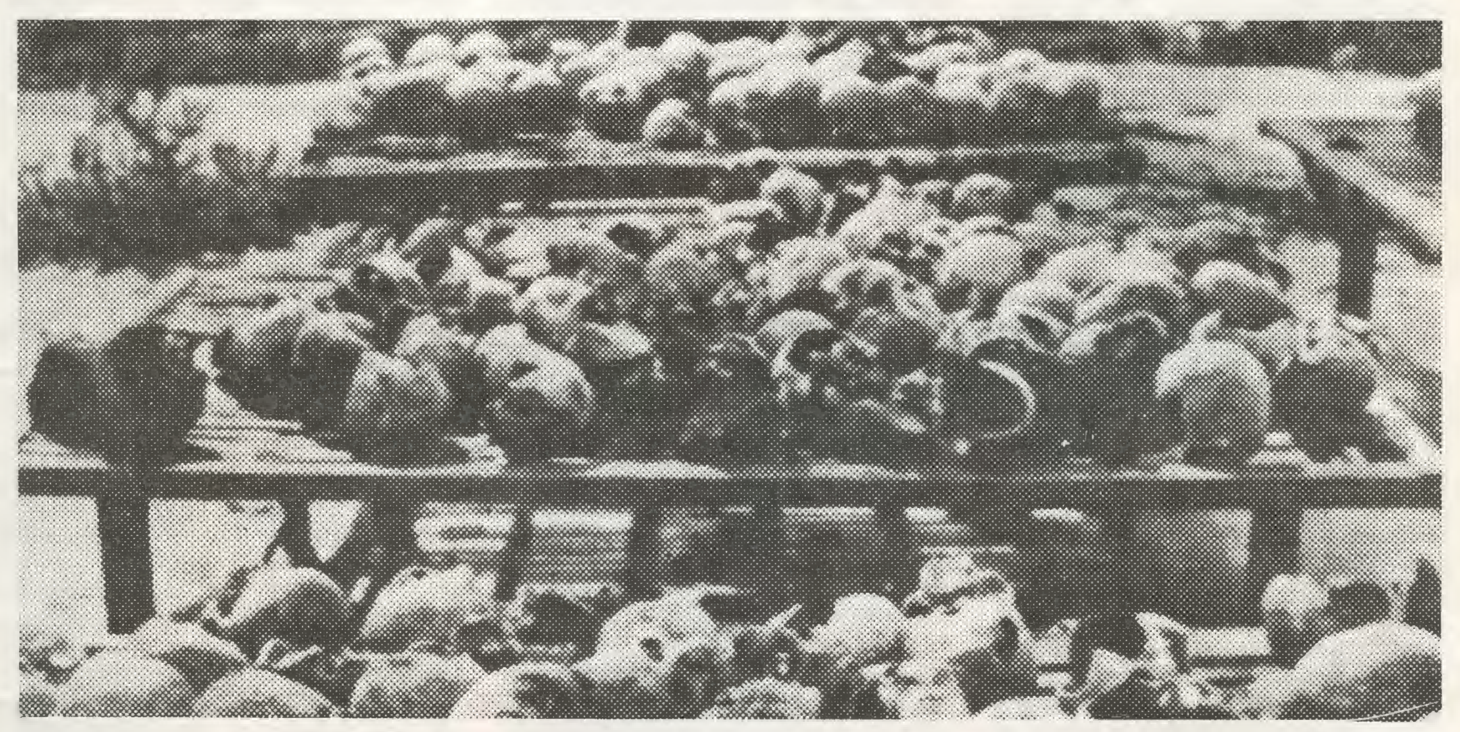
Il est clair que la ligne de collaboration du Vietnam avec l'impérialisme soviétique ne peut que remettre en cause la possibilité de construire une économie socialiste indépendante au Vietnam. Et, à travers les multiples fils de la domination économique de l'impérialisme soviétique, c'est aussi l'étau de la domination politique qui se resserre. C'est donc le pouvoir prolétarien lui-même qui est remis en cause. Il est d'ailleurs assez significatif que, de l'aveu même des Vietnamiens, l'adhésion au Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle, pacte économique dominé par l'URSS) a été précipitée par le chantage et les représailles des révisionnistes chinois:

> *"Survenue après la cessation de l'aide et le rappel des spécialistes chinois, l'entrée du Vietnam au Comecon montre qu'il n'est nullement isolé et que les brutales menées de la Chine ne sauraient étouffer son développement"* ([16].)

En fait, cela tend plutôt à montrer que l'autonomie du Vietnam est bien faible et que les dirigeants vietnamiens sont prêts à voguer d'un impérialisme à l'autre. Car, selon cette logique, *"pour sauvegarder son indépendance et sa souveraineté, il est évident que le Vietnam devait renforcer sa solidarité avec l'Union soviétique"* ([17]). C'est ce qui s'appelle fuir le tigre pour se jeter dans la gueule du loup! Et si, aujourd'hui, *"les pays membres (du Comecon, n.d.l.r.) se chargeront de continuer la construction des ouvrages laissés inachevés par les Chinois en mai 1978"* ([18]), il y a fort à parier qu'ils le feront avec les mêmes visées que leurs prédécesseurs...

Déjà les Vietnamiens sont obligés de faire des aveux étonnants quant à leur dépendance économique de l'URSS:

> *"L'assistance de l'URSS a joué un rôle important dans l'économie du Vietnam dans les années écoulées. Début 1976, on recensait plus de 110 grandes entreprises*



Qui dit vrai?

"Je peux vous assurer que notre gouvernement n'a tué ni trois, ni deux, ni un million de Khmers; il n'a tué personne. Ce sont des calomnies vietnamiennes" (Khieu Samphan, président du Kampuchéa sous le régime Pol Pot), 1979

"2,105 crânes et d'autres cadavres après le massacre des civils vietnamiens par les troupes de Pol Pot à la Commune de Ba Chuc, district de Bay Nui, province de An Giang." (Vietnam Courrier, no 5, 1979, p. 28)

industrielles et autres établissements construits au Vietnam avec l'aide soviétique. La part que représentent ces entreprises dans le volume global de la production est de 100% pour l'étain, les acides, les superphosphates, le café; 80% pour les machines outils; 71% pour l'exploitation du charbon; 61% pour l'énergie électrique" ([19]).

On sait d'ailleurs que cette "générosité" de l'URSS et du COMECON ne s'arrête pas au Vietnam mais concerne, aux dires mêmes du **Courrier du Vietnam**, plusieurs "pays en voie de développement" (Egypte, Nigéria, etc.). Décrivant l'équivalent pour le Comecon de l'Agence canadienne de développement et d'investissement (ACDI) et de la Corporation pour l'expansion de l'exportation (CEE), le **Courrier** indique:

"Rien qu'en 1975, il a signé 240 accords de coopération économique, scientifique et technique avec les pays en voie de développement. Le montant total des prêts accordés a atteint 15 milliards de roubles, prêts généralement à long terme, sans intérêts ou avec un intérêt très faible. Depuis 1973, la Banque d'investissement internationale — fondée par les pays de la communauté — a créé un fonds spécial de prêt aux pays en voie de développement de la valeur d'un milliard de roubles transférables en 15 ans" ([20]).

Etrange tout de même qu'avec toute cette "générosité désintéressée" des impérialistes, de l'Ouest comme de l'Est, les "pays en voie de développement" soient de plus en plus pauvres et "en voie de sous-développement"...

Mais toute cette aide doit, bien entendu, se payer. En ce qui concerne le Vietnam, c'est directement le Comecon qui a décidé du tribut: *"plantes industrielles", "arbres fruitiers", "grande quantité de poissons et d'autres produits marins", "riches gisements"*. Surtout, *"notre main-d'oeuvre abondante et nos forces de production existantes dans l'industrie légère nous créeront les conditions pour participer à la coopération dans le travail de façon à accroître nos sources de produits exportables (produits de consommation et articles de l'industrie légère)"* ([21]).

On doit vraiment se demander en quoi ce type d'ententes économiques diffère de celles que contractent aujourd'hui les révisionnistes chinois avec les pays impérialistes occidentaux, à part le fait que la Chine transige avec les monopoles privés surtout, tandis que le Vietnam contracte d'abord avec les monopoles d'Etat. Finalement, quand on sait que les impérialistes soviétiques dirigent le Comecon selon la thèse néo-coloniale de la division internationale du travail afin de maintenir ses partenaires dans un état de dépendance économique, et afin de rentabiliser ses investissements, on s'aperçoit que c'est une véritable toile d'araignée qui attend la classe ouvrière vietnamienne. Somme toute, une bien drôle d'indépendance, et un bien drôle de socialisme...

Certes, une aide authentiquement internationaliste de pays vraiment socialistes peut jouer un rôle important pour renforcer les bases matérielles du socialisme dans un pays nouvellement libéré. Mais ce ne saurait être là l'aspect déterminant. Mais lorsque cette "aide" provient de pays capitalistes déguisés en "amis socialistes", elle doit être considérée comme un cadeau empoisonné qui remet en cause les victoires du peuple dirigé par la classe ouvrière.

Voie socialiste, ou voie capitaliste?

Comme on pourra le constater en lisant les extraits du rapport politique présenté au 4e Congrès du PCV en décembre 1976 (voir p. 66), la ligne stratégique pour la construction du socialisme au Vietnam contraste clairement avec le prétendu "socialisme collectiviste" de Pol Pot. De façon générale, le rapport réaffirme les principes fondamentaux de la construction du socialisme en affirmant que la dictature du prolétariat est la *"condition déterminante"* ([22]); en ouvrant la voie *"au développement prioritaire rationnel de l'industrie lourde sur la base du développement de l'agriculture et de l'industrie légère"* ([23]); en insistant sur le rôle dirigeant du secteur socialiste étatique d'abord et collectiviste ensuite, par rapport au secteur individuel; en insistant sur le rôle moteur du plan d'Etat et en mettant en garde contre le danger très important du bureaucratisme.

Mais en même temps, ce rapport soulève aussi d'importantes questions dans la mesure où la *"révolution technique et scientifique"* ([24]) semble déterminante par rapport à la *"révolution dans les rapports de production"* ([25]), c'est-à-dire la révolution des rapports sociaux établis sur la base de la production capitaliste et féodale. Aussi, le rapport secondarise ce principe stratégique consistant à compter d'abord sur ses propres moyens, si on veut échapper aux multiples filets de la dépendance impérialiste. Or, comme on vient de le voir, en politique extérieure comme pour la collaboration économique, le Vietnam semble surtout compter sur l'Union soviétique.

De plus, les événements qui ont suivi le 4e Congrès révèlent dans les faits une négation ou, à tout le moins, des difficultés très sérieuses à appliquer les principes auxquels le rapport semblait adhérer. Même si le rapport s'engageait à *"renforcer l'union indéfectible entre les diverses ethnies"* ([26]) et à *"réaliser radicalement l'égalité sous tous les rapports entre les diverses ethnies"* ([27]), on a connu l'exode massif de Vietnamiens d'origine chinoise, les Hoa, qui ont constitué une bonne partie des "réfugiés de la mer". Pour ce qui est de la solidarité avec le Kampuchéa sur la base "du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et des intérêts légitimes", on sait ce qui en est arrivé. Aussi, malgré que le rapport semblait vouloir limiter, même de façon mitigée, la loi de la valeur et le marché libre, le 7 août 79, le quotidien officiel du Parti, le Nhan Dan, faisait connaître les dernières orientations économiques adoptées par le Comité central, et visant à encourager le marché libre et une production complémentaire en dehors des objectifs fixés par le plan d'Etat. Ces conceptions, tout à fait typiques de celles déjà adoptées en URSS et en Chine, entrent en contradiction avec l'objectif d'élimi-



CHÉCOSLOVAQUIE

ourdes peines
e prison contre
inq dissidents

RÉPRESSION ACCRUE

Le Kampuchéa avant l'invasion vietnamienne

...et après

Conférence de Stockholm
sur le Kampuchéa



page 2

Qui est responsable de la famine au Kampuchéa?

page 6

Le Front
demande
pour la gr
générale illi

Assemb
du PCO
travers le p

La presse à sensation des haut-parleurs de Pékin au Canada
Farouches défenseurs de l'invasion chinoise du Vietnam, **La Forge**, organe du Parti "communiste" ouvrier, s'est engagée, avec les autres journaux bourgeois, dans une campagne de sensationnalisme et de démagogie contre le Vietnam en vue de blanchir les activités des expansionnistes chinois en Indochine.

ner progressivement la petite production et de limiter le marché capitaliste. Elles viennent contrecarrer des mesures de socialisation et d'étatisation de l'industrie et du commerce, adoptées quelque temps auparavant et qui avaient en particulier touché les commerçants chinois de Cholon (*). Or, ces mesures ne sont pas présentées comme un compromis nécessaire, ce qui aurait pu possiblement se justifier, mais bien plutôt comme un "principe de gestion socialiste".

En effet, selon le mensuel théorique du Parti, Tap Chi Cong San, *"la rentabilité économique est le plus grand principe de la gestion socialiste"*. L'organe théorique du Parti ajoute aussi que *"le critère le plus important, ce n'est pas la collectivisation totale et rapide mais plutôt le développement de la production. Si un artisan satisfait la demande, il n'est pas nécessaire de le pousser à rejoindre une coopérative, encore moins de remplacer la coopérative par une entreprise d'Etat" (28).*

On doit se demander si ces reculs ne sont pas l'illustration que le PCV a placé les tâches de développement de la production au dessus de la lutte de classe contre les rapports sociaux capitalistes, y compris la corruption et le bureaucratisme qui gangrènent le pouvoir d'Etat. De plus, quand les marxistes parlent de la priorité à donner à l'industrie lourde, du plan d'Etat et de la collectivisation, ce n'est pas uniquement pour développer la production, et encore moins pour laisser la porte ouverte à l'endettement face au capital impérialiste. C'est au contraire pour constituer l'épine dorsale d'une économie socialiste **indépendante**, garantie économique du pouvoir prolétarien. C'est aussi pour développer la force de la classe ouvrière sur la base de nouveaux rapports de production et de coopération socialistes. Le facteur humain y joue donc le rôle déterminant, ce que le rapport au 4e Congrès ne dit pas.

Bref, l'analyse de la ligne et de la pratique de la direction vietnamienne actuelle doit nous conduire à une conclusion précise, à savoir que le Vietnam est engagé dans une voie qui mène tout droit à la soumission à l'impérialisme russe même si, ce faisant, le Vietnam se présente sous la robe du "non-alignement". Aussi, sur le plan intérieur, certains points de vue mis de l'avant par le PCV lors de son 4e Congrès, et l'application qui en a été faite depuis soulèvent des questions de fond qui permettent de douter que ce pays s'engage vraiment dans une voie où le socialisme, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production, et leur contrôle effectif par le peuple travailleur, va l'emporter sur le capitalisme, c'est-à-dire l'appropriation privée des moyens de production et leur contrôle par une minorité bourgeoise.

Or, c'est là la condition indispensable pour que la grande victoire remportée par le peuple vietnamien dirigé par la classe ouvrière, ne soit pas récupérée par une ancienne, ou une nouvelle, bourgeoisie prête à nouveau à se jeter dans les filets de l'impérialisme pour assurer sa domination sur les masses travailleuses.

---

1. *Monde diplomatique,* août 79.
2. *EN LUTTE!* no 170, 4 septembre 1979, p. 14
3. *Rapport politique du Comité central,* présenté par le camarade Lê Duân, secrétaire général du Comité central du Parti, documents du IVe Congrès national du Parti communiste du Vietnam, Hanoï, p. 153
4. Idem
5. *Rapport,* ouvrage cité, p. 152
6. *Rapport,* ouvrage cité, p. 154
7. Idem.
8. *Rapport,* ouvrage cité, p. 158
9. *Rapport,* ouvrage cité, p. 157
10. *Rapport,* ouvrage cité, p. 158
11. *Rapport,* ouvrage cité, p. 157
12. Idem.
13. Idem.
14. Idem.
15. Pham Van Dong, discours du 3-7-79 à la conférence des non-alignés à La Havane.
16. *Le courrier du Vietnam,* no 6, 1979, p. 30
17. *Le Courrier du Vietnam,* no 3, 1979, p. 31 (notre traduction)
18. *Le courrier du Vietnam,* no 6, 1979, p. 30
19. *Le Courrier du Vietnam,* no 6, 1979, p. 6, la version anglaise du courrier du Vietnam parle de 170 grandes entreprises au lieu de 110.
20. Idem
21. *Rapport,* ouvrage cité, p. 30
22. *Rapport,* ouvrage cité, p. 45
23. *Rapport,* ouvrage cité, p. 52
24. *Rapport,* ouvrage cité, p. 46
25. Idem
26. *Rapport,* ouvrage cité, p. 149
27. Idem
28. Le Devoir, 16 août 79

(*) Quartier de Saïgon, maintenant appelé Hochiminhville.



Pour le 15e Anniversaire de la lutte armée du peuple palestinien

Le mouvement face à la et aux luttes

Où va la Résistance palestinienne? A-t-elle modifié le cours de sa lutte? Telles sont des questions que plusieurs se posent, à voir l'importance de l'offensive diplomatique déclenchée par la direction de l'OLP ces derniers temps pour obtenir la reconnaissance officielle des pays occidentaux et en particulier des USA. La question se pose d'autant plus que cette offensive coïncide avec une diminution considérable des activités militaires de la Résistance, lesquelles ont constitué au cours des 15 dernières années le coeur même de la lutte du peuple palestinien.

La question de l'avenir de la Résistance palestinienne prend une importance encore plus grande quand on la pose en rapport avec le soutien dont elle est l'objet à travers le monde. Alors que la propagande sioniste prend une ampleur nouvelle, il est en effet essentiel de s'interroger sur la portée pratique du soutien que les progressistes, notamment les communistes, ont accordé dans le passé et accordent aujourd'hui à la lutte du peuple palestinien. Car, si ce soutien devait prendre appui sur des bases politiques solides et s'affirmer avec plus de vigueur, il n'est pas dit qu'il ne peut pas influencer favorablement le cours de la lutte des Palestiniens; plus exactement, il pourrait davantage contrer les effets des manoeuvres des impérialistes et aussi celles des révisionnistes et des sociaux-démocrates.

La Résistance dans la conjoncture présente

Une chose est certaine: l'impérialisme n'a pas abandonné son objectif de mâter la Résistance palestinienne et d'instaurer au Proche-Orient un ordre politique et économique qui convienne à ses intérêts. Or, après des années de tentatives multiples, militaires, diplomatiques et de propagande mensongère, pour isoler, discréditer et faire taire définitivement la Résistance, l'impérialisme occidental, notamment les USA, doit aujourd'hui reconnaître son échec: la "question palestinienne" n'est toujours pas résolue. Et, pourtant, il est essentiel qu'elle le soit et rapidement. Car l'instabilité politique au Proche-Orient — qui se double aujourd'hui d'une situation pour le moins incertaine en Iran — comporte des dangers énormes en ce qui a trait à l'accès aux sources d'énergie que recèle cette région. Dans le contexte actuel d'aiguisement des rivalités interimpérialistes, non seulement il n'est pas permis aux puissances occidentales de laisser se développer une situation d'instabilité passagère au Proche-Orient, mais il leur faut éviter à tout prix que l'impérialisme russe s'installe solidement dans la région à la faveur de cette instabilité.

Après des années de lutte, la Résistance palestinienne est parvenue à imposer sa légitimité non seulement dans le monde arabe, mais partout à travers le monde. Personne n'ose plus vraiment soutenir que la question palestinienne pourrait être résolue sans la participation des Palestiniens, notamment de l'OLP, comme cela était le cas il n'y a pas si longtemps alors que la Jordanie, l'Egypte ou la Syrie étaient conviées à parler au nom des Palestiniens.

Cependant, si le rapport de forces a changé au niveau international en ce qui concerne la lutte du peule palestinien, il ne faudrait pas oublier pour autant les objectifs de cette lutte et l'action de son principal ennemi, l'Etat sioniste d'Israël.

Le but de la Résistance palestinienne est non seulement de stopper l'expansion du sionisme en Palestine, mais de l'éliminer. Depuis qu'ils ont entrepris de s'installer en Palestine, à partir de la fin du siècle dernier, les sionistes sont parvenus à faire reconnaître les territoires qu'ils avaient occupés progressivement en en chassant les Palestiniens, comme leur Etat, "créé" par l'ONU en 1948. En 1967, ils ont étendu leur domination sur de nouveaux territoires, notamment la Bande de Gaza et la Cisjordanie. En pratique, la Palestine toute entière est aujourd'hui sous le contrôle des sionistes. Les Palestiniens, quant à eux, sont devenus des citoyens de deuxième classe en Palestine ou bien des réfugiés, dont la majorité vit dans des camps installés dans les pays arabes avoisinants.

Or, au cours des derniers mois,



communiste Résistance palestinienne de libération nationale

alors que Begin, Sadate et Carter parlaient beaucoup de paix, les sionistes s'employaient fébrilement à consolider leur mainmise sur les territoires plus récemment conquis en y installant des "colonies de peuplement". Comme conséquence directe, cette entreprise conduit à la dépossession de leurs territoires d'un plus grand nombre de Palestiniens. En même temps, l'armée sioniste poursuit ses attaques contre les camps de réfugiés palestiniens, en particulier dans le Sud du Liban, dans le but évident de détruire la Résistance palestinienne et de miner les appuis dont elle jouit auprès des masses arabes. Si on ajoute à cela le danger toujours très réel d'un nouveau coup bas de la part de l'un ou l'autre des Etats arabes de la région, un coup bas dans le genre des accords du Camp David; si on tient compte de la recrudescence de la propagande sioniste dans les divers pays, propagande qui utilise avec la plus grande démagogie le rappel des atrocités nazies contre les Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale; on a un portrait de la situation d'ensemble dans laquelle évolue la Résistance palestinienne.

La lutte du peuple palestinien contre l'envahissement progressif de leur patrie par les sionistes, au cours des 50 dernières années en particulier, a pris bien des formes, dont la lutte armée dans les années 1936-39 par exemple, dont la mobilisation des masses comme cette grève générale de 5 mois en 1936, dont la négociation... Il est possible que cette lutte ait encore à utiliser des tactiques de diverses natures. Mais une chose est certaine: le peuple palestinien dans son ensemble aspire toujours à reprendre possession de son territoire national et à y constituer un Etat démocratique, qui ne fasse pas de discrimination religieuse ou raciale. Pour cela, il faut éliminer le cancer sioniste, cet Etat raciste qui dessert les intérêts des Juifs eux-mêmes.

Comment la lutte du peuple palestinien parviendra-t-elle à ce but? Nous n'essaierons pas d'écrire l'histoire par anticipation, d'autant plus que la réponse à cette question appartient d'abord au peuple palestinien. Cependant sa lutte ne concerne pas que lui seul, car l'Etat sioniste représente un bastion de l'impérialisme au Proche-Orient. C'est pourquoi le soutien des peuples du monde est essentiel, d'autant plus que, dans les conditions présentes, il ne manque pas de vautours et de chacals pour essayer d'utiliser la lutte du peuple palestinien à leur avantage.

Les erreurs d'EN LUTTE!

EN LUTTE! a une raison particulière d'attacher une plus grande importance à ce moment-ci à la question palestinienne. Depuis sa création, notre Organisation a toujours apporté son appui à la Résistance palestinienne et a constamment affirmé le rôle dirigeant qu'y jouait l'OLP. Cette position s'accompagnait le plus souvent d'une grande discrétion sur les questions que parfois nous posaient l'orientation ou l'action de l'OLP. Or, en mai dernier notre journal rendait publique une position de la direction de notre Organisation qui réaffirmait notre soutien indéfectible à la Résistance palestinienne, mais qui posait des questions sérieuses sur sa direction, c'est-à-dire l'OLP. A celle-ci, nous reprochions son rapprochement avec le social-impérialisme russe, ses tergiversations face aux régimes réactionnaires arabes et plus encore nous laissions clairement entendre que les activités militaires de l'OLP n'étaient finalement rien d'autre que du terrorisme et que cette "ligne terroriste" avait dominé au sein de l'OLP depuis toujours.

Nous devons aujourd'hui reconnaître que notre prise de position de mai 79 (1) n'a pas seulement créé de la confusion, faute d'explications suffisantes, mais aussi qu'elle comportait des erreurs sérieuses.

* * *

Laisser entendre que l'action de l'OLP a été dominée par une ligne "terroriste" tout au cours de son histoire, c'est mal comprendre les conditions dans lesquelles la lutte du peuple palestinien s'est développée, c'est également véhiculer une

conception étroite et trompeuse du terrorisme.

La Résistance palestinienne a effectivement eu recours à maintes occasions à des actions violentes. Dans la plupart des cas, les actions violentes de la Résistance palestinienne pouvaient avoir les apparences du terrorisme; il s'agit ici de certaines attaques dans des pays étrangers ou encore des détournements d'avions, etc. Il convient toutefois de préciser que les actions de ce genre doivent d'abord être situées dans leur contexte et de rappeler qu'elles n'ont pas toujours été revendiquées par l'OLP, bien au contraire. De toute façon, elles constituent très certainement une faible partie des opérations militaires menées par la Résistancae palestinienne au cours de 15 dernières années.

Les formes de lutte sont une question de tactique qui ne peut pas se trancher dans l'absolu. Lénine avançait deux principes généraux en cette matière. Le premier est que *"le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte"*. Suivant le contexte, cette affirmation recouvre aussi le terrorisme, ou la "terreur" comme on disait à l'époque. *"En second lieu, ajoute Lénine, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect* **historique**" (²), c'est-à-dire en tenant compte des conditions concrètes.

La lutte du peuple palestinien a ceci de particulier qu'elle est menée par des résistants dont la très grande majorité ont été chassés de leur pays. Cela signifie que leurs opérations militaires doivent être organisées de l'extérieur et tenir compte de l'énorme appareil défensif et militaire mis sur pied par les sionistes dans l'ensemble des territoires qu'ils occupent présentement. Il n'y a pas de doute que cette situation unique dans l'histoire joue considérablement sur les formes de lutte utilisées par les Palestiniens.

L'accusation de "terrorisme" adressée à l'OLP se révèle encore moins fondée quand on désigne par cette expression des actes violents posés par des individus ou des petits groupes isolés des masses. En effet, si depuis 15 ans la Résistance palestinienne a remporté des victoires importantes, dont la première a été de redonner au peuple palestinien, maintes fois trahi, l'ardeur révolutionnaire nécessaire au succès de sa lutte, c'est grâce au fait qu'en 1965 le Fatah, renouant avec les actions militaires des résistants palestiniens des années 30, s'est engagé dans la lutte armée.

Qualifier de terroristes les activités militaires de la Résistance palestinienne des 15 dernières années, c'est une déformation de l'histoire. Car, loin d'avoir été le fait d'individus ou de groupuscules isolés des masses, ces activités ont constitué le ferment qui a réuni les masses palestiniennes et les a entraînées dans la lutte avec plus de détermination que jamais. Bien plus, elles ont contribué pour une large part au développement de la conscience politique des masses arabes des pays environnants en illustrant la trahison des régimes au pouvoir. (³)

Notre jugement du printemps dernier sur la nature de l'activité militaire de l'OLP était pour le moins superficiel et de plus il faisait objectivement le jeu de la propagande sioniste, ainsi que des camarades arabes nous l'ont fait remarquer. N'est-ce pas, en effet, une des formes principales de la propagande sioniste que de réduire les Palestiniens à une masse d'Arabes qui n'ont qu'à vivre là où ils sont et parmi lesquels se trouvent quelques exaltés qui se livrent au "terrorisme" en Israël ou n'importe où à travers le monde? Dans un tel contexte, affirmer que l'action militaire des Palestiniens est du terrorisme, c'est objectivement se ranger du côté des tenants des positions sionistes.

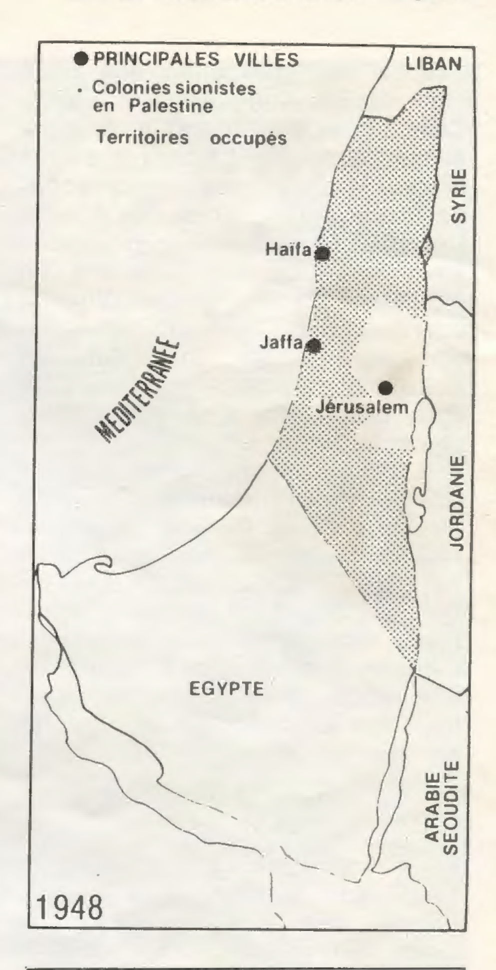
* * *

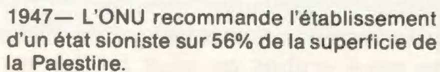
Notre prise de position de mai dernier était erronée sur un deuxième point. En effet, sans que cela soit toujours très clair dans les textes que nous avons publiés, nous avons laissé entendre que l'OLP devait être critiquée parce que sa direction n'était pas prolétarienne et qu'elle n'avait pas la révolution socialiste comme objectif. Si nous voulons bien considérer la réalité telle qu'elle est, nous devons reconnaître que l'OLP n'a jamais prétendu être engagée directement dans la lutte pour le socialisme. Le programme de l'OLP n'a jamais avancé d'autre but que la libération du territoire palestinien; il n'a jamais dépassé l'affirmation pleine et entière des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire le droit de constituer un Etat sur le territoire historique des Palestiniens.

Or, ce but que s'est fixé l'OLP depuis les années 60, c'est le premier objectif que poursuivent les masses palestiniennes dans leur ensemble à l'heure actuelle. En d'autres termes, le peuple palestinien est engagé dans une lutte démocratique dont l'objectif est la constitution d'un Etat. Cette lutte est particulièrement importante parce que le territoire de la Palestine est aujourd'hui totalement sous le contrôle des sionistes qui ont manifesté, autant par leurs paroles que par leur action, que leur objectif était d'étendre le plus possible le territoire sous leur contrôle et de constituer ainsi une base ferme et solide pour l'impérialisme occidental dans toute la région du Proche et du moyen-Orient.

Dans ce contexte, il ne fait pas de doute que la lutte du peuple palestinien pour la reconquête de son territoire, de sa patrie, est parfaitement justifiée et qu'en elle-même, elle mérite tout notre appui. Contester la justesse de la lutte des Palestiniens au nom de la révolution socialiste, c'est de faire une application mécanique et simpliste de notre ligne politique qui affirme, reprenant les termes de Lénine, que nous vivons à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, qui affirme aussi que les luttes de libération nationale ne peuvent réussir pleinement que si elles sont placées sous une direction prolétarienne. Le problème qui se pose face à toute lutte démocratique ou pour des réformes n'est pas de savoir si elle est placée sous une direction prolétarienne **avant** de lui accorder notre appui. La question à résoudre, c'est d'abord celle de la justesse ou non de cette lutte. Et, si elle est juste, le soutien qu'on lui accorde doit comporter la lutte pour y faire prévaloir une orientation prolétarienne, pour faire triompher, au sein même des forces qui y sont engagées, une direction qui adopte le point de vue de la révolution prolétarienne.







1947— L'ONU recommande l'établissement d'un état sioniste sur 56% de la superficie de la Palestine.

1948— Les sionistes élargissent leur contrôle sur 72% de la Palestine.

1967— Les sionistes annexent le reste de la Palestine, le Sinai égyptien et les auteurs du Golan syriens.



Voilà une distinction que nous n'avions pas faite dans le passé. Cela nous avait conduit à deux erreurs opposées. La première nous amenait à penser que si nous reconnaissions la direction de l'OLP sur la Résistance, nous devions nous abstenir de critiquer ouvertement l'un ou l'autre de ses gestes. Voulant corriger cette erreur, nous en sommes presque venus, dans un deuxième temps, à rejeter l'OLP sous prétexte que sa ligne n'était pas prolétarienne.

Il ne nous appartient pas de décider si l'OLP constitue ou non la direction de la Résistance palestinienne. Cela est un fait, un fait qui ne dépend pas de nous. L'OLP est reconnue largement par les Palestiniens eux-mêmes, elle est également reconnue par les Etats arabes. Elle est de plus en plus reconnue par les Etats bourgeois dans plusieurs régions du monde. Voilà un fait établi sur lequel il n'y a pas lieu de revenir.

Cela ne veut pas dire, lorsque nous reconnaissons la direction de l'OLP sur la Résistance palestinienne, que nous devons comme nous l'avons souvent fait dans le passé, fermer les yeux sur tous les gestes de cette direction qui nous paraissent contraires aux intérêts de la lutte palestinienne; mais cela veut dire que notre appréciation de l'action de l'OLP doit se baser d'abord sur l'objectif démocratique de la lutte actuelle du peuple palestinien et non pas sur l'objectif à plus long terme de la révolution socialiste dans cette région du monde comme dans toutes les autres. En autant que nous appuyons sans réserves la libération de la patrie palestinienne et le rétablissement du peuple palestinien dans ses droits indiscutables sur le territoire de la Palestine occupée, d'une part, tant et aussi longtemps que la direction de l'OLP mènera la lutte dans cette voie, d'autre part, nous ne devons pas hésiter à lui accorder notre appui.

Examinant la situation telle qu'elle se présente en ce moment, considérant en particulier les efforts redoublés des sionistes et de leurs amis impérialistes pour justifier leur entreprise réactionnaire en Palestine, nous jugeons qu'il est extrêmement important d'accorder le plus grand soutien à la Résistance palestinienne, de faire connaître le plus largement possible la justesse de la cause palestinienne et d'approfondir la critique du sionisme, qui n'a d'ailleurs rien à voir avec les intérêts des Juifs eux-mêmes. C'est en luttant contre l'antisémitisme partout dans le monde, à commencer par le Canada, que nous servirons le mieux les intérêts des Juifs et non pas en appuyant les sionistes et leur entreprise raciste en Palestine occupée.

Les chacals sont aux aguets

Ceci dit, devrions-nous fermer les yeux sur les contradictions que présente la Résistance palestinienne, devrions-nous taire l'inquiétude que nous procurent certains gestes de l'actuelle direction de l'OLP? Certainement pas. La lutte du peuple palestinien traverse une période cruciale de son histoire. Les rivalités interimpérialistes s'aiguisent et les grandes puissances fortement motivées par les richesses pétrolières du Moyen-Orient, souhaitent que cette région du monde demeure ou passe dans leur camp respectif. Cela est d'autant plus important pour elles que la révolte gronde dans un nombre grandissant de pays arabes et, plus à l'Est, en Iran, en Afghanistan... jusqu'en Asie du Sud-Est.

Dans ce contexte, il est devenu urgent pour les impérialistes de trouver une formule de règlement à la question palestinienne. Les accords de Camp David se situent dans ce cadre. Les ouvertures diplomatiques à l'endroit de l'OLP de la part des pays de l'Europe de l'Ouest, du Canada et des USA, font partie de la même tactique. Il s'agit ni plus ni moins de faire taire la Résistance palestinienne en amenant l'OLP à accepter une solution de compromis comportant certaines concessions de la part d'Israël, en particulier la reconnaissance de l'autonomie de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie (la rive ouest du Jourdain).

Que l'OLP profite de ces conditions favorables pour faire reconnaître plus largement les droits du peuple palestinien et réussisse par là même à arracher des concessions à l'ennemi sioniste, ne peut que nous réjouir. Cependant, si pour atteindre ce but, l'OLP devait abandonner ou réduire à presque rien les moyens qui lui ont valu ses principales victoires jusqu'ici, c'est-à-dire la mobilisation des masses et l'action militaire, elle hypothéquerait grandement l'avenir de la lutte palestinienne et risquerait de la conduire à un cul-de-sac. Il nous semble en effet essentiel, malgré les victoires diplomatiques possibles à l'heure actuelle, que les masses palestiniennes demeurent en état d'alerte, car il serait naïf de penser que l'impérialisme occidental est prêt à faire des concessions majeures au peuple palestinien dans les conditions présentes. De toute façon, les impérialistes et plus encore les sionistes d'Israël n'accepteront de négocier quelque arrangement que ce soit que dans la mesure où ils auront la conviction que le peuple palestinien est prêt à repasser à l'offensive du jour au lendemain, si ces pourparlers ne devaient pas conduire à une solution qui satisfasse vraiment ses objectifs.

En outre, il n'est pas impossible, au contraire, que l'étroitesse des liens qui se sont développés ces dernières années entre l'OLP et l'URSS, d'une part, et l'adhésion de l'OLP au mouvement des pays dits "non alignés", d'autre part, aient joué un rôle significatif pour amener l'impérialisme occidental à reconnaître, en paroles du moins, la légitimité des revendications palestiniennes. Mais, il faudrait être naïf pour penser que jouer l'URSS contre les USA n'est pas une entreprise risquée. Le peuple cubain et le peuple vietnamien, pour ne mentionner que ceux-là, ont déjà d'excellentes raisons de regretter de s'être trop avancés dans cette voie: le social-impérialisme est, en effet, en voie de les réduire de plus en plus au rôle d'agents de ses ambitions hégémoniques auprès des pays encore sous la domination de l'impérialisme occidental, notamment par leur action au sein du mouvement des pays "non alignés", sans compter les rapports économiques inégaux qu'il entretient avec eux et l'utilisation qu'il fait de leur territoire pour s'assurer une présence militaire dans divers points chauds du globe.

Les dangers que représentent les régimes réactionnaires arabes ne doivent pas être minimisés non plus.



L'Egypte n'est pas le premier pays arabe à trahir le peuple palestinien, après l'avoir utilisé pendant des années comme symbole de son esprit révolutionnaire et de son entier dévouement à la "cause arabe"; elle vient après la Syrie, l'Irak, la Jordanie et les autres... Les envolées oratoires de Sadate sur la paix au Proche-Orient valent ce que valent les larmes de crocodiles de Carter sur les droits de l'homme! Les Accords de Camp David, c'est essentiellement des millions de dollars consentis par les USA à l'Egypte et à Israël pour s'assurer de leur entier appui dans leurs manoeuvres pour demeurer maîtres de la région, autant face aux tentatives de l'URSS de les y déloger que face à la révolte populaire qui menace de plus en plus d'y faire explosion.

Enfin, il ne faudrait pas oublier que les pays de l'Europe de l'Ouest, le Japon, le Canada et les USA ont commencé à faire des courbettes devant l'OLP, par sociaux-démocrates interposés d'abord, à partir du moment où le pétrole s'est fait rare et où le soulèvement du peuple iranien a fait clairement apparaître que les régimes arabes amis étaient, tout compte fait, aussi corrompus et aussi fragiles que celui du shah. Cela en dit long sur l'origine de leur magnanimité soudaine...

La Résistance palestinienne est entourée de profiteurs qui essaient tous de l'utiliser à leur avantage. L'action des masses populaires, des forces progressistes et des communistes du monde est essentielle pour démasquer ces imposteurs et fournir au peuple palestinien un appui réel et désintéressé.

Que deviennent les luttes de libération nationale?

La lutte actuelle du peuple palestinien, tout comme celle des peuples iranien, nicaraguayen, philippin, kampuchéen, zimbabwéen... d'ailleurs, pose très concrètement la question de la ligne marxiste-léniniste face aux luttes de libération nationale ou, en tout cas, anti-impérialistes. Ou bien les marxistes-léninistes continuent de faire comme dans les années 60 et 70 et répètent à qui veut l'entendre "Vive la lutte des Palestiniens et des peuples arabes!" et "Les luttes de libération nationale font partie de la révolution prolétarienne et elles méritent le plein appui des peuples du monde!"; ou bien ils se mettent à la tâche de dépasser la répétition creuse de slogans qui n'ont pas d'autre portée pratique que de cautionner toutes les entreprises impérialistes menées à la faveur de ces luttes.

La question est d'autant plus urgente qu'on se plaît à affirmer, en ce moment même, que la situation est révolutionnaire en de nombreux points du globe et qu'une situation comparable se développe en maints autres. Nous ne doutons pas pour

notre part que la situation est révolutionnaire dans plusieurs régions, notamment en Iran, au Zimbabwe, au Kampuchéa, en Palestine... Et alors notre seule perspective est-elle de crier "Vive Khomeini!" "Vive Nkomo!" "Vive Sihanouk!" "Vive Arafat!"...? sous prétexte peut-être qu'il y a 55 ans Staline aurait mentionné en passant qu'il pouvait y avoir un roi quelconque à soutenir quelque part, en raison de son opposition à l'impérialisme ([4]). Une telle argumentation n'a rien à voir avec le principe léniniste de l'"analyse concrète de la situation concrète" et les marxistes-léninistes qui s'en contenteraient feraient preuve d'un infantilisme profond.

La question de l'attitude que les communistes doivent adopter face à la lutte du peuple palestinien, et plus encore face à la direction que l'OLP donne à cette lutte, n'est donc pas une question particulière. En fait, il s'agit de toute la question de la place des luttes de libération nationale dans le contexte plus large de la révolution prolétarienne, qui est la seule solution révolutionnaire aux contradictions créées par le développement de l'impérialisme, ainsi que l'a établi Lénine au début du siècle.

Quelle ligne les marxistes-léninistes ont-ils mis de l'avant face aux nombreuses luttes de libération nationale qui se sont développées au cours des 20 dernières années? En quoi cette ligne se démarquait-elle de celle avancée par les révisionnistes soviétiques et autres et par les réformistes de diverses tendances? Voilà des questions cruciales auxquelles il faut aujourd'hui répondre, tout comme il importe de faire le bilan de ces nombreuses victoires remportées sur le colonialisme depuis la Deuxième Guerre mondiale, un bilan qui indique la portée réelle de ces victoires en regard de la lutte pour le socialisme. En d'autres termes, quelle a été la place du mouvement anticolonial dans le cadre plus vaste de la révolution prolétarienne et quelles leçons pouvons-nous tirer des réussites et des revers de ce mouvement pour établir une juste ligne de conduite pour les marxistes-léninistes aujourd'hui et à l'avenir?

Il faudra bien un jour que les communistes se posent la question à savoir où a conduit le mouvement de libération nationale qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. La situation qui prévaut dans la grande majorité des ex-colonies britanniques et européennes ne laisse guère d'ambiguïtés sur la nature des régimes qui ont succédé à ceux des gouverneurs coloniaux d'autrefois. Qu'on se tourne vers l'Afrique, que ce soit la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, le Dahomey, la Côte d'Ivoire..., ou vers l'Asie, que ce soit les Philippines, la Malaisie, l'Inde, la Thaïlande..., on ne trouve là aucun régime dont on puisse dire qu'il mène une lutte conséquente contre l'impérialisme et qu'il avance dans la voie du socialisme. Le plus qu'on puisse dire, c'est que les peuples d'Asie et d'Afrique ont rejoint ceux de l'Amérique latine où depuis des décennies la souveraineté politique s'accommode de la dépendance économique à l'égard de l'impérialisme étranger.

De deux choses l'une: ou bien on considère que cette situation constitue une étape **nécessaire** et **inévitable** de la lutte des peuples pour leur émancipation, une étape **nécessaire** et **inévitable** de la lutte pour le socialisme à l'échelle du monde, ou bien on considère que les ex-colonies n'avaient pas à passer par cette étape **capitaliste** — car c'est bien de cela qu'il s'agit — et alors il faut chercher à expliquer pourquoi la décolonisation a pris la voie capitaliste et non la voie socialiste. Car si des erreurs ont été commises, il serait bon de le savoir afin de ne plus les répéter...

La question ainsi posée peut paraître brutale. Mais elle se pose d'autant plus qu'au cours des 20 dernières années, on n'a pas vu de partis ou d'organisations marxistes-léninistes formuler de critique articulée sur la direction prise par les organisations qui dirigeaient les luttes nationales qui ont conduit aux résultats que nous venons de mentionner. Là encore deux explications sont possibles: ou bien les marxistes-léninistes n'avaient pas de critiques à formuler, ils étaient d'accord avec les organisations de libération nationale en question; ou bien ils avaient des divergences et ils ont choisi de les taire pour des raisons encore inexpliquées.

Il n'est pas si loin le temps où des centaines de milliers de personnes descendaient dans la rue aux quatre coins du globe pour manifester leur appui à la juste lutte du peuple vietnamien, pour chasser l'envahisseur yankee, reconquérir son indépendance nationale et poursuivre l'édification du socialisme déjà entreprise dans le Nord du pays depuis la victoire sur l'impérialisme français. Les marxistes-léninistes — et nous en sommes — se sont toujours joints entièrement à ces manifestations de soutien; sauf erreur de notre part, ils n'ont alors posé qu'une condition, et pas toujours, à savoir la possibilité pour eux de dénoncer le social-impérialisme soviétique.

Une telle attitude suffisait sans doute à "sauver l'honneur", mais la situation qui prévaut aujourd'hui en Indochine illustre bien qu'elle n'a pas influencé le cours des choses dans le sens souhaité: les impérialistes américains sont partis, c'est un fait et c'est une victoire indéniable du peuple vietnamien; mais les impérialistes russes sont en voie de s'installer définitivement à leur place. Bien plus, le Vietnam lui-même s'est laissé entraîner dans une aventure insensée — du point de vue des intérêts du peuple — dans laquelle il a déjà investi de précieuses forces qui se trouvent ainsi à être enlevées aux tâches de reconstruction du pays et qui risque d'en engloutir bien davantage, avec le résultat que l'on sait pour le peuple du Kampuchéa!

Avions-nous tort alors, nous et tous les communistes marxistes-léninistes du monde, de soutenir le peuple vietnamien? Certainement pas. Dans une situation comme celle-là, il n'y a qu'une alternative: ou bien soutenir la lutte des peuples, ou bien faire le jeu des agresseurs impérialistes. Avions-nous raison cependant de taire nos divergences, ou à tout le moins nos questions, sur certains aspects de la direction donnée à cette lutte, en particulier sur l'étroitesse des liens entretenus par le Parti des travailleurs du Vietnam (aujourd'hui appelé le PCV) avec le social-impérialisme russe? N'avions-nous pas, pour ce qui concerne notre Organisation, été impliqués dans ce genre de situation où nous étions appelés à faire le gros du travail de mobilisation lors de

manifestations quelconques de soutien, pour nous voir réduits au silence ou à peu près au profit de porte-parole du révisionnisme "officiel" ou "camouflé", le moment des manifestations venu? Cela en soi n'était-il pas une situation qui eut dû nous mettre la puce à l'oreille?

Bref, nous avions tout le loisir de nous démarquer du révisionnisme russe pour autant que nous acceptions de prêter nos forces — parfois les plus importantes en pratique, pour ce qui est du Canada — à l'organisation de manifestations de soutien à l'occasion desquelles c'étaient les révisionnistes qui avaient d'abord la parole quand ils n'étaient pas les seuls à l'avoir. Tout compte fait, nous étions des "gauchistes" bien sympathiques!

Il arrive cependant que nous n'avons pas été les seuls "gauchistes sympathiques" dans cette affaire et dans bien d'autres de la même nature. En fait, les forces marxistes-léninistes ont bien souvent joué ce rôle au cours des dernières décennies. Quel rôle exactement? Le rôle de ceux qui condamnent le révisionnisme en paroles mais qui soutiennent pratiquement et sans réserves exprimées en tout cas, des politiques le plus souvent au service des révisionnistes et plus exactement de l'impérialisme russe.

Il faut poser la question clairement: doit-on considérer que dans les conditions actuelles les peuples opprimés n'ont pas d'autre choix, pour se tirer des griffes d'un impérialisme, que de se jeter dans les bras d'un autre? La question est d'autant plus pertinente qu'il existe au moins deux exemples où un autre choix a été fait avec succès: la Chine et l'Albanie. N'est-il pas remarquable que ces deux peuples, sans compter ceux du Vietnam et de Corée où la voie socialiste a aussi été adoptée pour un temps à tout le moins, aient réussi leur libération nationale dans les années 40 et se soient par la suite engagés dans la voie de l'édification socialiste, et qu'après les années 50 cette expérience ne se soit plus répétée?

La réponse est bien simple finalement: elle réside tout entière dans l'inexistence d'un mouvement révolutionnaire prolétarien qui représente à la fois une alternative politique aux voies réformistes de la social-démocratie, du "non-alignement" et du "socialisme original", sous lesquels le révisionnisme moderne a trouvé à se dissimuler, et une force également capable de soutenir concrètement les luttes populaires.

C'est de la naïveté ou de l'inconscience pure et simple que de penser qu'une lutte de libération nationale peut vaincre grâce aux seuls efforts du peuple concerné. La situation actuelle, où le monde est dominé par l'impérialisme, fait que, d'un côté, toute lutte nationale doit affronter directement les forces militaires et les pressions économiques et politiques énormes de l'impérialisme, et que, de l'autre côté, elle voit inévitablement accourir à son "secours" d'autres forces impérialistes qui, sous le couvert d'assistance, ne visent qu'à assurer le contrôle de la direction de la lutte et finalement à instaurer leur hégémonie sur le pays où se mène cette lutte de libération.

Dans ce contexte, qui est celui de toutes les luttes en cours, les appels aux peuples en lutte à adopter la voie de la révolution prolétarienne, si justes soient-ils théoriquement, demeureront vains tant qu'ils ne seront pas l'expression d'une force capable d'influer sur le cours de la lutte elle-même, capable de s'imposer face aux forces de l'impérialisme, de les démasquer dans tous leurs retranchements et capable d'offrir le soutien politique et pratique dont la lutte a besoin pour ne pas être forcée d'accepter l'aide "piégée" des impérialistes.

Une question d'analyse concrète

On ne peut pas situer correctement les luttes de libération nationale dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme sans faire une analyse des formes particulières prises par la domination de l'impérialisme à l'époque actuelle et celle des effets directs des rivalités interimpérialistes sur le cours même des luttes de libération nationale.

En effet, on envisage encore fréquemment la lutte des peuples contre l'impérialisme en dehors de toute référence au fait que l'impérialisme est un stade, et seulement un stade, du mode de production capitaliste. On peut parler d'une certaine mystification de l'impérialisme qui s'est développée progressivement dans les rangs du mouvement communiste au cours des 30 dernières années. Poussée à la limite, cette mystification conduit à isoler une puissance ou deux puissances impérialistes parmi les autres et à les présenter comme l'ennemi principal, quand ce n'est pas l'ennemi unique, des peuples du monde. Une telle attitude conduit à oublier complètement que le capitalisme se développant où que ce soit dans le monde, conduit à la formation de monopoles et au stade de son développement qu'on appelle l'impérialisme.



Sionisme non! Palestine oui!

Or, la pénétration du capital s'est énormément développée dans les diverses régions du monde depuis la Première Guerre mondiale et plus encore depuis la Deuxième. C'est précisément en raison de cette pénétration territoriale du capital, que ce système décadent a pu surmonter ses crises majeures jusqu'ici et s'opposer avec succès aux victoires de la révolution prolétarienne et même à faire dégénérer certaines d'entre elles dans le retour à la voie capitaliste.

Quand on considère la situation dans les anciennes colonies qui se sont libérées au cours des 50 dernières années de ce régime colonial, on constate que, dans la plupart des cas, ce n'est pas le socialisme qui se construit, mais c'est le capitalisme qui s'installe. La seule différence entre le développement du capitalisme dans ces régions aujourd'hui et le développement du capitalisme en Europe au 19e siècle, c'est sans doute le rôle plus important de l'Etat comme intermédiaire à l'égard du capital étranger, des monopoles des pays impérialistes. Au 19e siècle, les monopoles se sont développés sur la base des fabriques devenues usines, bref par une accumulation progressive du capital. Aujourd'hui, le capitalisme se développe dans les régions sous-développées à partir de l'accumulation déjà réalisée par les grands monopoles impérialistes eux-mêmes. Cela a comme effet que son implantation est beaucoup plus rapide et que son hégémonie est beaucoup plus vite réalisée sur les survivances des modes de production antérieurs.

En pratique, prétendre mener la lutte contre l'impérialisme sans tenir compte que la victoire sur la domination étrangère ne peut déboucher que sur deux voies possibles, la voie capitaliste ou la voie socialiste, c'est tromper les masses, c'est se tromper soi-même sur la portée réelle de la lutte qu'on appuie. Un pays qui se libère politiquement de la domination de l'impérialisme, mais qui ne s'engage pas sur la voie de la construction du socialisme, est un pays qui va demeurer sous la domination du capital impérialiste quel que soit le régime politique qu'il se donne. L'histoire des 30 dernières années est suffisamment claire à cet égard. Il s'ensuit que le point de vue suivant lequel on peut lutter contre l'impérialisme sans remettre en question les structures capitalistes de la société, et plus précisément le point de vue suivant lequel on peut lutter contre l'impérialisme en se mettant à la remorque de la bourgeoisie nationale, est un point de vue qui découle d'une mauvaise compréhension de la nature de l'impérialisme comme étant un niveau particulier de développement du mode de production capitaliste.

De plus, on ne peut pas se satisfaire de considérer l'impérialisme aujourd'hui comme on le faisait au début du siècle, alors que quelques grandes puissances se partageaient de vastes régions arriérées où, entre autres, les matières premières et la main-d'oeuvre ne leur coûtaient presque rien. Avec la pénétration du capital dans à peu près tous les recoins du globe, la situation se transforme radicalement ainsi que l'illustrent les contradictions croissantes qui opposent les pays impérialistes aux colonies d'hier où le capitalisme est relativement développé. Il s'ensuit que les rivalités des grandes puissances s'aiguisent sans cesse et que toute région "troublée" de la planète voit accourir d'autres puissances impérialistes désireuses de profiter de la situation. C'est ainsi que les USA ont développé leur puissance après la Deuxième Guerre mondiale, en prenant la relève de l'Europe, de la Grande-Bretagne et du Japon dans de nombreuses anciennes colonies; c'est la voie dans laquelle l'URSS s'est engagée à son tour dans les années 60.

Cela ne veut pas dire que les luttes de libération nationale ont perdu leur valeur; cela ne veut pas dire que les luttes contre les régimes fascistes n'ont plus de sens; cela ne veut pas dire qu'il faille abandonner la lutte contre la domination des grandes puissances impérialistes sur des pays plus petits et plus faibles. Mais cela veut dire, comme le disait déjà Lénine au début du siècle, que des communistes ne peuvent pas se contenter de lutter seulement pour la souveraineté nationale pas plus qu'ils ne peuvent lutter seulement pour des réformes, car alors ils mènent une politique essentiellement réformiste. Ils doivent situer les luttes nationales comme les luttes pour des réformes dans le cadre plus large de la lutte révolutionnaire. Dans ces luttes, ils doivent se préoccuper au plus haut point de faire pénétrer le point de vue révolutionnaire, le point de vue de la révolution prolétarienne, le point de vue suivant lequel seul le socialisme apporte une solution véritable à la domination impérialiste, à la domination du capital sur la plus grande partie du monde à l'heure actuelle.

Une question de ligne politique

On ne peut pas ignorer que les conditions objectives, notamment l'effritement du "camp socialiste" qui était déjà plus qu'amorcé dès les années 50, ont joué un rôle important dans le cours pris par les luttes de libération nationale après la Deuxième Guerre mondiale. Mais, il ne faudrait pas oublier non plus que l'effritement du "camp socialiste" a commencé par la déchéance dans le révisionnisme de la majorité des partis communistes qui formaient le Komintern avant 1943.

Toute la question des facteurs objectifs et subjectifs qui ont concouru au développement du révisionnisme moderne et à l'éclatement du mouvement communiste, reste à analyser d'un point de vue matérialiste, c'est-à-dire d'un point de vue qui ne réduit pas le problème à une affaire de héros ou de renégats...

Une chose est certaine, néanmoins: le mouvement communiste n'a pas représenté, au cours des 20 dernières années, la force politique qu'il constituait dans les années 30 et 40. Cette situation n'est certainement pas étrangère au fait qu'aucune lutte de libération nationale amorcée après la Deuxième Guerre mondiale ne s'est trouvée placée sous une direction communiste comme cela avait été le cas pour la Chine, le Vietnam, l'Albanie..., c'est-à-dire dans les pays où les communistes s'étaient organisés dans les années 20 et 30 grâce le plus souvent à l'aide et à la direction offertes par le Komintern.

Il y a plus que cela. Il y a aussi le fait que les forces demeurées fidèles au marxisme-léninisme après la scission révisionniste moderne ne sont pas vraiment parvenues à extirper totalement de leur ligne, en ce qui concerne les luttes de libération nationale à tout le moins, les déviations qui s'étaient développées dans le sillage de la lutte contre le fascisme et plus encore dans celui de la Deuxième Guerre mondiale. Ces déviations, elles ont généralement pris

la forme du nationalisme et même du chauvinisme.

La "Lettre en 25 points", ainsi qu'on l'appelle, a constitué un instrument de démarcation majeur des marxistes-léninistes face aux révisionnistes khrouchtchéviens. Dans ce document, rédigé en 1963, le PC chinois réaffirmait avec force les éléments fondamentaux du marxisme-léninisme sur la révolution prolétarienne ([5]). Ces **Propositions**... du PCC concernant la "ligne générale" du Mouvement communiste international (MCI) devinrent effectivement la ligne adoptée par les marxistes-léninistes dès les années 60 et elles le demeurent encore aujourd'hui dans une large mesure. Notre Organisation a rédigé son premier "manifeste" à l'automne 1974 en s'appuyant sur la "Lettre en 25 points" ([6]). Or, ce document du PCC — ni le nôtre d'ailleurs — n'opérait pas une rupture complète avec le nationalisme.

Affirmant avec raison la nécessité de la révolution prolétarienne, de la lutte armée, de la dictature du prolétariat, du parti indépendant de la classe ouvrière, la "Lettre en 25 points" n'en reprenait pas moins en bonne partie les erreurs nationalistes qui avaient conduit le MCI à la chute dans le révisionnisme. La "Lettre en 25 points" rangeait en effet dans le même camp les pays coloniaux et les pays impérialistes secondaires, qui se retrouvaient tous face à un même et unique ennemi: l'impérialisme américain. L'erreur du PCC n'était pas son invention cependant et elle a aujourd'hui encore beaucoup d'adeptes; elle consiste à confondre l'impérialisme, ennemi de tous les peuples effectivement, avec une puissance impérialiste particulière.

Hier cet ennemi unique, c'était la puissance US; aujourd'hui, suivant les variétés de révisionnisme, c'est ou bien l'URSS ou bien les USA. Cela signifie en pratique que l'impérialisme allemand, japonais, français, britannique, canadien... ne sont plus vraiment des ennemis à combattre aujourd'hui. On devrait même supporter les bourgeoisies de ces pays dont la souveraineté est menacée par les "superpuissances" qui constituent ainsi une sorte de "superimpérialisme". Quant aux bourgeoisies des pays dominés, il va de soi, suivant une telle analyse, qu'on doit les ranger dans le camp des forces de la révolution!

La "théorie des trois mondes" n'est que le prolongement ultime de cette déviation nationaliste déjà présente dans la "Lettre en 25 points", qui, malgré sa verte dénonciation du révisionnisme soviétique, n'en a pas moins conduit beaucoup de ceux qui y trouvaient leur inspiration, à se jeter littéralement dans les bras du social-impérialisme russe, puisque l'"ennemi principal des peuples", c'était les USA!

Jusqu'au jour où il s'en est trouvé pour découvrir que le monde se divisait de plus en plus en deux grands blocs impérialistes, le bloc américain, d'un côté, et le bloc soviétique, de l'autre. C'est alors que naîtra la "théorie du non-alignement" pour désigner une politique de prétendue neutralité à l'égard des deux blocs en question... N'est-il pas instructif de voir aujourd'hui les révisionnistes chinois et leurs émules (concurrents) "trois-mondistes" faire la cour aux pays "non-alignés" (du "camarade Tito", le "premier", aimait-on dire, des révisionnistes modernes) afin de les amener à ne plus s'**aligner** sur Moscou, mais plutôt sur Pékin et Washington?

Toutes ces manoeuvres opportunistes découlent des pirouettes idéologiques qui ont conduit la majorité des partis communistes à faire primer les intérêts nationaux sur ceux de la révolution prolétarienne, après la Deuxième Guerre mondiale. Malgré la lutte résolue qu'ils ont menée contre le révisionnisme de Tito et de Khrouchtchev au début des années 60, nous avons vu que les communistes qui ont adopté la "Lettre en 25 points" comme "ligne générale du MCI", n'ont pas vraiment éliminé cette ligne nationaliste.

Un peu d'histoire

Le Programme de l'Internationale communiste, adopté par le VIe Congrès du Komintern en 1928 — et qui, soit dit en passant, est tombé dans l'oubli quasi-total depuis belle lurette sans que personne, même ceux qui lui ont substitué une "ligne générale", n'en aient jamais expliqué les raisons — distinguait quatre types de révolutions appartenant à l'époque de la "révolution prolétarienne internationale": prolétarienne, démocratique-bourgeoise, d'émancipation nationale et coloniale ([8]). Il affirmait la nécessité du *"Parti communiste"* dans *"tous les pays"* ([9]); il faisait également obligation aux partis des pays impérialistes de *"venir systématiquement en aide aux mouvements émancipateurs des colonies et de façon générale aux mouvements des nationalités opprimées"* *([10])*. Finalement, parlant du devoir du prolétariat international de soutenir l'URSS en cas d'attaques impérialistes contre elle, il disait que ce soutien devait prendre la forme de *"la lutte pour le renversement des gouvernements impérialistes"* et, dans les colonies, celle de la lutte *"pour secouer le joug de l'impérialisme et conquérir l'indépendance complète." ([11])*

Si on considère maintenant certains moments de la lutte du MCI depuis la Deuxième Guerre mondiale, on se rend compte qu'on a dérogé à tous ces points du **Programme** du Komintern. Etait-ce que celui-ci était erroné? Etait-ce que, la conjoncture ayant changé, il ne pouvait plus s'appliquer? Serait-ce qu'on s'est éloigné du marxisme-léninisme et qu'on a abandonné la révolution prolétarienne... au profit de la défense des intérêts nationaux?

Toujours est-il qu'après la Deuxième Guerre mondiale on connaît peu d'exemples où le MCI se soit vraiment soucié de la création ou du développement de partis communistes dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux. Le cas de la Palestine est particulièrement instructif à cet égard: le PC qui y existait dès les années 30 est finalement devenu une officine du sionisme que les Palestiniens arabes ont déserté de plus en plus avec raison, d'autant plus que l'URSS avait appuyé à l'ONU la partition du territoire national et la création de l'Etat sioniste. A partir des années 60, les forces marxistes-léninistes se sont le plus souvent contentées d'accorder un appui inconditionnel en même temps que très formel aux organisations natio-



Rencontre entre Yasser Arafat et Kreisky, chancelier autrichien, à Vienne en 1979.

nalistes palestiniennes qui luttaient contre "l'ennemi principal des peuples", c'est-à-dire la "superpuissance américaine" et son bras droit au Proche-Orient, le régime raciste d'Israël.

Le cas de l'Algérie est non moins éclairant sur le nationalisme et le chauvinisme de certaines sections au moins du MCI dès les années 50. Le peuple algérien, après un siècle de colonialisme français, s'est définitivement engagé dans la lutte pour son émancipation en 1954. Or, écrit Jean Moreau, le 8 novembre 1954, une semaine après que les révolutionnaires aient engagé leur action, le Bureau politique du Parti communiste français (PCF) déclarait *"ne pouvoir approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux"*. Et Moreau d'ajouter: *"Voilà comment on saluait la naissance d'une révolution! Comment s'étonner après qu'elle ne devienne pas communiste" (12)*. En effet, quand le chauvinisme de grande nation tient lieu d'internationalisme prolétarien dans la métropole, on ne peut s'étonner que le nationalisme fleurisse dans les colonies!

Ce n'était pas là la ligne avancée dans le **Programme** du Komintern que nous avons cité plus haut. Mais c'était davantage celle du Kominform qui pendant toute son histoire, de 1947 à 1956, a combattu sous le drapeau de la défense de la souveraineté nationale, de la paix, de la démocratie et du socialisme. Incidemment, ce n'est pas le Parti communiste chinois (PCC) ni Mao qui ont élaboré la théorie de "l'ennemi principal de tous les peuples", car en pratique toute l'action du Kominform était commandée par la lutte contre la puissance "montante" et "la plus agressive" de l'époque, c'est-à-dire les USA. C'est pourquoi en 1954 le PCF était tout à fait dans la ligne du Kominform quand il se préoccupait d'abord de la souveraineté française menacée par les USA, de la paix compromise par les USA, du danger fasciste représenté par les USA, et du socialisme... en URSS et en Europe de l'Est. Et c'est au nom de la souveraineté nationale, de la paix, de la démocratie et du socialisme que le PCF put crier: "Vive l'Algérie française!"... ignorant sans doute que c'est l'OAS (*) qui prendrait la relève peu de temps après.

Ce n'est donc pas d'hier que la ligne prolétarienne sur les luttes de libération nationale, comme sur bien d'autres questions, a perdu des plumes au sein du MCI. On connaît le sort qui a été réservé à la dictature du prolétariat et au rôle dirigeant du parti communiste dans les pays d'Europe de l'Est dans les années 40 et 50: on a abandonné la première au profit d'une alliance avec les restes de la bourgeoisie nationale dans la plupart des cas et le deuxième au profit de la fusion avec les partis sociaux-démocrates... de la IIe Internationale! Et qu'on ne vienne pas prétendre qu'il s'agit ici d'une

---

(*) Organisation de l'armée secrète, dont les actions terroristes visaient à combattre la décolonisation de l'Algérie.

déformation de l'histoire. Le dernier **Communiqué** du Kominform invite les partis communistes et ouvriers à examiner *"les questions ayant trait à la coopération avec les partis et les courants qui s'orientent vers le socialisme, de même qu'avec les autres organisations qui aspirent à renforcer la paix et la démocratie"* (13). On dira peut-être qu'il ne s'agit pas là d'une ligne essentiellement révisionniste, mais on devra au moins reconnaître qu'elle a conduit à des positions nettement révisionnistes, tel le "programme commun" du PCF et du Parti socialiste en France, tel le "compromis historique" du Parti communiste italien...

Pour terminer cette nomenclature de divergences entre le **Programme** du Komintern et l'action du MCI dès les années 40, on peut signaler que la défense de l'URSS n'a pas alors été conçue et réalisée suivant les termes du **Programme**, qui indiquait que ce soutien comportait la lutte contre les bourgeoisies impérialistes pour leur renversement et la lutte pour l'indépendance dans les colonies. Or, les faits montrent que dès cette époque, c'est la paix de classe qui est à l'ordre du jour, partout dans le monde, afin que puisse s'instaurer la "coexistence pacifique" avec l'"ennemi principal des peuples", l'impérialisme américain. Tout compte fait, la ligne de Deng, ce nouveau renégat, n'a rien de bien original!

* * *

Nous ne prétendrons pas que les remarques qui précèdent constituent un bilan de l'action du MCI au cours des 35 dernières années. Loin de là. Elles posent cependant un certain nombre de questions pertinentes, croyons-nous, pour mener à bien la critique du révisionnisme moderne. Car, nous l'avons dit à maintes reprises déjà, cette critique ne peut pas se limiter à faire l'examen de l'oeuvre particulière de tel ou tel individu, de tel ou tel parti. Le bilan de l'action du MCI doit partir de l'examen des résultats qu'elle a produits et rechercher les positions politiques qui ont mené à ces résultats.

Parmi ces résultats, il faudra prendre en considération l'impuissance actuelle du MCI à offrir une direction organisée non seulement aux luttes de libération nationale mais aussi aux luttes du prolétariat dans les pays impérialistes. Le jour où les marxistes-léninistes s'entendront pour reconnaître cette situation et l'urgence de la transformer, on peut croire qu'ils attacheront moins d'importance à défendre des idoles momifiées ou à pourfendre des renégats tout autant momifiés pour s'attaquer aux questions qui importent vraiment, soit celle d'élaborer le programme de la révolution prolétarienne pour la période en cours et celle de constituer une force internationale capable d'assurer l'application de ce programme.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les hésitations et les flottements de la ligne de notre Organisation sur la Résistance palestinienne, sur l'OLP, comme sur tout autre lutte de libération nationale dans le passé. Nous avons pendant longtemps voulu nous appuyer sur les mots d'ordre mis de l'avant par les forces marxistes-léninistes à travers le monde. Cela nous a d'abord conduits dans le cas de la Palestine, à soutenir entièrement cette lutte et à éviter toute critique ou tout jugement à l'égard de l'OLP et de la direction qu'elle offrait aux masses palestiniennes. Jusqu'au jour où, considérant que nous avions failli à notre tâche de communistes, qui n'est jamais de se mettre à la queue des forces révolutionnaires mais de travailler à y dégager une direction prolétarienne, nous avons versé dans l'erreur opposée et nous avons adopté un point de vue qu'on peut qualifier de "gauchiste". Sans vouloir nous décharger de nos erreurs, dont nous endossons entièrement la responsabilité, nous ne pouvons pas nous empêcher de les situer dans le cadre plus vaste des points de vue erronés qui ont eu cours au sein du mouvement communiste au cours des 30 dernières années sur les luttes de libération nationale.

C'est en s'attaquant à la question sous cet angle, croyons-nous, que le mouvement communiste sortira de sa léthargie, sur ce terrain comme sur les autres, et qu'il se mettra en mesure d'offrir une véritable direction aux forces révolutionnaires qui dans de très nombreux pays sont aujourd'hui en lutte contre l'impérialisme et la réaction.

Il ne suffit plus face à ces mouvements révolutionnaires de dire "bravo, en avant, continuons la lutte". Il faut plutôt offrir une direction politique qui permette aux éléments actifs dans ces luttes, aux éléments les plus conscients, d'adopter la voie de la révolution prolétarienne, la voie qui mène à la victoire réelle sur les forces de l'impérialisme.

La révolte populaire gronde aux quatre coins du globe. L'édifice de la vieille société impérialiste craque de toutes parts. La réaction l'a bien compris, qui fait circuler la voix et l'image de ses papes, de ses ayatollahs, de ses cardinaux et de ses rabbins partout où des consciences s'éveillent, afin de les garder sous sa coupe. La voix de la révolution doit parler plus fort que celles des chantres de la réaction si on ne veut pas que des guerres de religion moyenâgeuses tiennent lieu, en plein 20e siècle, de guerres de libération nationale et de guerres civiles révolutionnaires.

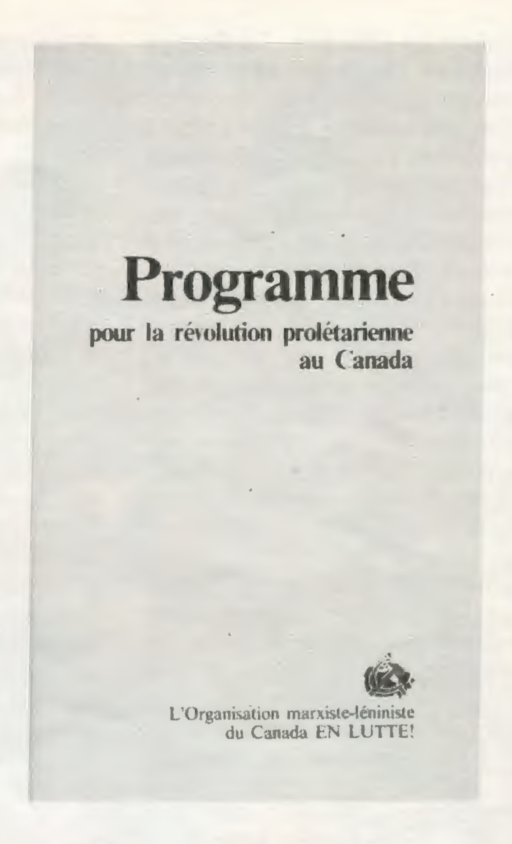
Charles Gagnon

12 décembre 1979

---

1. **Voir EN LUTTE! no 156, 1er mai 1979, p. 12. Voir aussi EN LUTTE! no 162, 12 juin 79, p. 3.**
2. *La guerre de partisans* **(1906),** *Oeuvres*, **Paris, Edit. sociales, 1966, tome 11, pp. 215-216.**
3. **Voir, entre autres, Sayigh, Rosemary,** *Palestinians: From peasants to Revolutionaries*, **London, Zed Press, 1979, en particulier le chapitre 4, p. 144 et suivantes.**
4. **Voir Staline,** *Des principes du léninisme* **(1924) in** *Les questions du léninisme*, **Pékin, Edit. en langues étrangères, 1977, p. 74.**
5. *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international* **(1963), Pékin, Edit. en langues étrangères, 1973.**
6. *Créons l'organisation marxiste-léniniste de lutte pour le parti*, **Supplément au journal EN LUTTE!, no 29, déc. 1974.**
7. **Voir** *Révolution*, **organe du RCP des USA, Vol. 4, no 6, juin 1979, p. 30, qui cite alors** *Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous*.
8. **Paris, Bureau d'éditions, 1935; cette édition du** *Programme* **du Komintern a été reproduite par les Edit. N. Béthune, Paris, 1978. Le passage cité se trouve à la page 50.**
9. **Ibid., p. 71.**
10. **Ibid., p. 73.**
11. **Ibid., p. 61.**
12. **"Petite histoire du P'C'F" in** *Les Temps modernes*, **no 318, Paris, janvier 1973, note 58 de la page 1140.**
13. **"Communiqué d'information relatif à la cessation d'activité du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers" (avril 1956). Reproduit dans** *Notes et études documentaires*, **no 2.950, Paris, La Documentation française, 31 décembre 1962, p. 15.**

Le programme d'EN LUTTE! sur la question nationale



Une déclaration de guerre contre la bourgeoisie

"Égalité absolue des langues et des nations; abolition de toute forme de discrimination à l'égard des nations, des minorités nationales et des immigrés; droit à l'autodétermination pour les nations opprimées, y compris le droit de former un Etat indépendant" **(Programme pour la révolution prolétarienne au Canada, article 8c).**

C'est bien la première fois qu'un programme politique affirme clairement qu'il y a plusieurs **nations au Canada et qu'elles ont toutes, grandes ou petites, des droits égaux. Et parmi ces droits, il y a, en particulier, celui pour les habitants du territoire de cette nation de décider de leur avenir politique, y compris celui de former un Etat indépendant. C'est aussi la première fois qu'un programme engage à la lutte sans compromis contre** toute **forme de discrimination nationale, y compris envers les immigrants que la bourgeoisie a toujours présentés comme des citoyens de seconde zone, des "étrangers" qui n'ont aucun droit.**

Au moment où la bourgeoisie tente d'aiguiser toutes les contradictions nationales au pays, il convient de bien comprendre toute la portée de cet énoncé de programme adopté par EN LUTTE! à son Troisième Congrès.

Un pas de plus pour en finir avec l'héritage du nationalisme

Pour comprendre toute la portée du mot d'ordre d'égalité absolue des langues et des nations adopté par le Troisième Congrès d'EN LUTTE!, il faut le situer dans le contexte même de l'histoire de l'Organisation EN LUTTE!, depuis la constitution au Québec en 1972 de l'Équipe du journal EN LUTTE!. Car, cette histoire, c'est aussi l'histoire du rejet définitif de l'idéologie nationaliste et chauvine. Quand on pense que c'est justement cette idéologie qui a gangrené l'ancien Parti communiste canadien et emporté dans la voie de la trahison de prétendus nouveaux groupes "marxistes-léninistes", dont la Ligue "communiste" du Canada (aujourd'hui Parti "communiste" ouvrier); quand on voit l'énorme division que provoque cette idéologie bourgeoise parmi la classe ouvrière au Canada, on peut comprendre toute l'importance qu'a eu et qu'aura la démarche d'EN LUTTE! pour adhérer fermement au point de vue de l'internationalisme prolétarien.

Les deux premiers congrès d'EN LUTTE!

Alors qu'en 1972, ceux qui affirmaient s'inspirer des idées du marxisme parlaient principalement en termes de lutte de libération **nationale** du Québec ou de lutte **nationale** anti-impérialiste au Canada contre l'impérialisme américain, l'appel d'EN LUTTE! pour le parti et la révolution prolétarienne sonnait comme une première grande rupture avec le point de vue nationaliste. Sauf qu'on parlait alors de révolution prolétarienne **au Québec**. La vision étroite du contexte national du Québec nous empêchait de voir la réalité, à savoir l'existence **objective** d'un pays, d'une bourgeoisie et d'un Etat canadien dont **seul** l'effort conjugué de **toute** la classe ouvrière canadienne pourra venir à bout. En rompant avec ce point de vue limité au Québec, le Premier Congrès d'EN LUTTE! (1974) marque un pas de plus dans le rejet des séquelles du nationalisme.

Il restait cependant à concrétiser cette rupture en engageant effectivement notre Organisation dans le ralliement des communistes et des ouvriers à l'échelle de tout le pays. Le Deuxième Congrès d'EN LUTTE! marqua le point tournant en vue de constituer une véritable organisation des marxistes-léninistes au Canada.

Le Troisième Congrès: un saut qualitatif

Enfin, le Troisième Congrès d'EN LUTTE!, tenu il y a quelques mois, devait permettre d'accomplir un saut qualitatif dans le rejet complet du point de vue nationaliste et chauvin. Définissant au départ la classe ouvrière et le parti communiste au Canada comme un **détachement du prolétariat mondial** en lutte pour le communisme, le Programme adopté au Troisième Congrès d'EN LUTTE! aborde la question nationale du point de vue des intérêts **uniques** des ouvriers, quelle que soit leur nationalité.

Concernant la situation intérieure au Canada, le grand acquis du congrès à ce niveau est d'avoir situé la question du Québec dans le contexte plus général de l'oppression systématique des nationalités par la bourgeoisie canadienne. Rejetant le point de vue du particularisme national et de la promotion de l'une ou l'autre nation, langue ou minorité nationale, point de vue dont le soi-disant Parti "communiste" ouvrier se fait le porte-parole, le congrès engage le prolétariat à construire l'unité des ouvriers et des masses laborieuses sur la base d'une défense acharnée de **l'égalité absolue des langues et des nations, contre toute forme de privilège ou de discrimination**. Deux questions en particulier permettront de comprendre la signification de ce point de vue: d'abord celle des peuples autochtones et ensuite des immigrants et des communautés qui se sont constituées, au fil des années, sur la base de l'immigration.

La question des peuples autochtones

Déjà, dans le **Projet de programme** présenté en décembre 1977, EN LUTTE! mettait de l'avant *"l'égalité absolue des nations, des minorités et des langues nationales"* (article 11c), en précisant *"y inclus le droit à l'autodétermination et à la sécession pour la nation québécoise et à certaines formes d'autonomie pour les minorités nationales"* (article 11c). Cette "précision" portait cependant en elle une erreur théorique et politique, une dernière marque de la **vision étroite et figée** consistant à identifier l'oppression des nations au Canada à la seule nation québécoise.

Les nations sont des réalités historiques intimement liées à l'existence du capitalisme et de l'impérialisme. Ainsi la formation et le développement des nations, et des mouvements nationaux qui les supportent, est une **réalité vivante** qui ne peut se résoudre par un catalogage a priori de nations pleinement constituées et achevées depuis des dizaines d'années, comme c'est le cas du Québec en particulier. L'exemple le plus évident de cela, c'est justement celui des peuples autochtones du Grand Nord canadien.

L'émergence de nouvelles nations

Aujourd'hui au Canada, la "conquête du Grand Nord" par l'impérialisme canadien n'est pas de nature différente de ce qu'a été la "conquête de l'Ouest" au début du siècle. S'il fallait employer une formule choc, on devrait dire que si c'est le chemin de fer qui a créé le mouvement national et l'embryon d'une nation métis dans les prairies, c'est le pipeline qui a créé la nation dènèe dans le Delta du Mackenzie.

Certes, ca fait des millénaires que les cinq peuples dènès habitent cette région. Ça fait aussi un siècle qu'ils subissent une féroce oppression nationale et la dépossession de leurs terres par des traités frauduleux. Cependant, depuis une dizaine d'années, avec l'arrivée en force du capital impérialiste et de la course au pétrole et aux autres richesses du sous-sol, le peuple dènè, qui avait échappé partiellement au régime du salariat, fait maintenant face à l'expropriation totale.

L'arrivée du pipeline, et de la grande industrie qui l'accompagne, signifie la mort de l'économie de chasse et de trappe, et la prolétarisation complète du peuple dènè. Et dans les faits, cela veut dire pour la majorité des Dènès, comme pour les autres Amérindiens, le chômage chronique, ou carrément la misère. D'un autre côté, une minorité parmi les Autochtones va tenter de s'accrocher au développement du capitalisme pour se transformer en classe bourgeoise.

C'est dans ces conditions de pénétration massive du capital impérialiste que le peuple dènè se constitue en **nation**, au sens moderne du mot. Et c'est à ce titre qu'il réclame le **droit à l'autodétermination**, c'est-à-dire la reconnaissance d'un territoire national et de son droit exclusif de décider de l'avenir politique de ce territoire et de son utilisation. C'est ainsi qu'en 1976, les Dènès affirmaient leur *"droit d'être reconnus, de disposer d'eux-mêmes et de poursuivre leur développement en tant que peuple et en tant que nation"* (Entente de principe votée à l'unanimité par les représentants dènès en 1976).

Cette émergence de la nation dènèe, et plus généralement la recrudescence des mouvements nationaux autochtones, correspond donc finalement au **mouvement objectif** d'unification économique et, par suite, politique. Pour la majorité du peuple, cette prise de conscience nationale traduit une volonté commune de résister à l'expropriation qu'implique l'arrivée massive du grand capital impérialiste. Pour les éléments capitalistes autochtones, cela correspond à la volonté de se constituer en tant que classe nationale ayant en propre un certain capital. Cela traduit aussi une volonté de s'appuyer sur un pouvoir politique régional afin de négocier avec l'Etat canadien un partage des profits capitalistes.

Pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nations autochtones

Les masses laborieuses dènèes font face, comme les ouvriers du Sud, aux mêmes rapaces capitalistes. La négation par la bourgeoisie de l'existence de la nation dènèe s'inscrit dans une stratégie qui vise à déposséder les masses de cette région de leurs moyens d'existence traditionnels. C'est ainsi que l'impérialisme canadien veut soumettre le peuple à l'esclavage salarié et contrôler à sa guise les ressources du sous-sol.

La classe ouvrière du Canada doit s'opposer farouchement à cette **stratégie impérialiste**. Et dans ce cadre, nous devons mener la lutte pour faire reconnaître les droits nationaux des Dènès, jusqu'à et **y compris le droit de sécession**. Car, c'est, ultimement, la défense de ce droit à la sécession, qu'il doive mener ou pas à la séparation politique effective, qui permettra de battre en brèche la volonté chauvine de la bourgeoisie d'asservir les nations minoritaires au Canada.

Certes, dans les conditions actuelles, la constitution d'un Etat dènè indépendant, sur le territoire occupé par les 15,000 Dènès, ne constitue **pas** la voie pour bloquer l'asservissement capitaliste des masses dènèes. De même, les formes d'autonomie politique que les Dènès revendiquent ne sauraient suffire à elles seules à empêcher la pénétration des monopoles et du capital financier dans l'économie des Dènès. Car, ces revendications, qui s'inscrivent dans une volonté d'échapper aux politiques d'oppression de l'Etat canadien, ne pourront avoir de portée véritable que dans le cadre de la lutte pour changer le **système social** qui est à la source de l'oppression nationale et de l'exploitation des masses dènèes. En somme, la **révolution socialiste** est aussi, pour les masses autochtones, la seule voie pour bloquer le pillage impérialiste.

A l'opposé, on a vu que l'"indépendance" que revendiquent certains éléments bourgeois et petits-bourgeois des peuples autochtones ne mène à rien d'autre dans les faits qu'à un repartage des pouvoirs permettant à une classe autochtone minoritaire de se graisser la patte à même la pénétration du grand capital dans l'économie des peuples autochtones. C'est ainsi par exemple que les dirigeants de la Northern Quebec Inuit Association (NQIA) ont vendu les droits nationaux du peuple inuk du Québec pour quelques dizaines de millions de dollars, lors du traité de la Baie James. La fondation de la Corporation Makivik, créée pour gérer ces millions de dollars, a été l'occasion pour ces éléments corrompus d'accéder au rang de **bourgeois**. Et, depuis ce temps, ce sont eux qui s'empressent de soumettre le peuple à leurs diktats afin de profiter eux aussi du développement du Grand Nord.

Finalement, ce qui apparaît clairement à travers ce traité de la Baie James, c'est que, pour les éléments bourgeois à l'intérieur des communautés autochtones, le mouvement national n'est qu'un tremplin pour obtenir la gestion d'un **capital autochtone**. Les millions de dollars actuellement gérés par les nouveaux bourgeois de la NQIA et de la Corporation Makivik ne sont en fait qu'une **avance** sur les profits fabuleux que génèrent les travaux de la Baie James.

A l'opposé, les Inuits dissidents, ceux qui ont refusé le traité de la Baie James, expriment ouvertement leur opposition à l'arrivée des com-

pagnies capitalistes sur leurs territoires, qu'elles portent un nom anglais, français ou inuk. Plus encore, c'est la machine bureaucratique de l'**Etat** capitaliste qu'ils refusent. Ils refusent par exemple de participer à la gestion d'une commission scolaire destinée à servir une société basée sur le profit, la concurrence et le mépris des traditions populaires.

Certes, cette opposition manifeste au capitalisme en tant que tel, et non seulement au capitalisme étranger, n'est **pas encore** une adhésion au socialisme. Aussi, l'idéal collectiviste qui guide l'organisation des coopératives de village par exemple, ne peut suffire à empêcher l'intégration et, pour tout dire, l'assujettissement de cette économie coopérative autochtone au marché capitaliste et à ses lois. Et, malgré toute leur détermination dans la lutte, cet avenir est d'autant plus inévitable que ces Inuits ne sont que quelques milliers face à un véritable bulldozer impérialiste, avec des milliards en capital, l'Hydro-Québec en tête, et toute la machine d'Etat du Québec et du Canada, à l'avant-scène. En fait, les chantiers de construction dans le Grand Nord sont tellement fabuleux qu'ils impliquent une population travailleuse venant du Sud, dont le nombre dépasse, ou presque, celui de l'ensemble de la population inuit du Québec!

L'**unité** du peuple inuk et des Autochtones en général, avec la classe ouvrière du Canada, dans une lutte commune **contre le capitalisme et pour le socialisme**, est donc une nécessité absolue autant pour les travailleurs du Sud que pour les travailleurs, chasseurs et pêcheurs du Nord.

Un même programme pour la révolution prolétarienne au Canada

Voilà pourquoi il est si important de faire pénétrer le Programme pour la révolution prolétarienne au Canada parmi les couches opprimées amérindiennes, inuits et métis. Et c'est justement pour souder en un front d'acier la lutte des masses travailleuses des diverses nationalités du Canada contre le capitalisme et l'impérialisme que le parti de la classe ouvrière doit s'engager dans la défense du droit des Québécois, des Dènès, etc., de décider de leur avenir politique en tant que nation. Voilà pourquoi le Programme adopté par le Troisième Congrès de l'Organisation EN LUTTE! affirme que sous le socialisme *"les nations se verront reconnaître le droit inaliénable de décider elles-mêmes et elles seules de leur statut politique, y compris celui de former un Etat indépendant"* (article 6). Et c'est aussi pour cette raison que le Programme proclame comme une revendication **immédiate** le *"droit à l'autodétermination pour les nations opprimées, y compris le droit de former un Etat indépendant"* (article 8b).

Nous avons donc exclu la restriction à la seule nation québécoise du droit à l'autodétermination parce qu'il y a au Canada **plusieurs** nations opprimées et que la réalité de ces nations se dévoile dans le développement même du capitalisme et de la lutte des classes au Canada. Parler pour ces nations en émergence de "certaines formes d'autonomie" ne pourrait conduire dans les faits qu'à cautionner le chauvinisme. Au lieu d'aboutir à l'unité, une telle position n'aurait pu mener qu'à son contraire: la désunion. A ce titre, le Programme adopté au Troisième Congrès d'EN LUTTE! constitue une rectification importante par rapport au Projet de programme présenté en décembre 1977.

Les Inuits forment-ils une nation? Ou les Indiens Nishga de la Colombie-Britannique? Ou les Acadiens dans la partie du territoire où ils sont concentrés? Nous n'avons pas de réponses toutes faites à ces questions et aux multiples autres qui vont certainement se poser dans le cours même de la lutte politique au Canada. Ce qui est clair cependant, comme l'illustre l'exemple de la lutte des Dènès, c'est que le caractère multinational du Canada ne peut que s'affirmer de plus en plus, en même temps que la justesse fondamentale de l'analyse marxiste-léniniste de la question nationale.

La réponse à une oppression réelle

Le Programme adopté au congrès d'EN LUTTE! a marqué un saut qualitatif dans l'approfondissement de la théorie scientifique du prolétariat, en particulier sur la question nationale.

Agissant en tant qu'instance suprême de direction, concentrant les résultats de plusieurs mois et années de débat, et s'appuyant fermement sur le marxisme-léninisme, le congrès a clarifié la question en adoptant, parmi les diverses formulations qui lui étaient soumises, celle qui définit le plus rigoureusement le point de vue prolétarien. En plus de rectifier la vision étroite qui était dans l'ancien Projet de programme, les délégués se sont opposés à ce que le programme mette de l'avant le droit à l'autodétermination, non seulement des nations, mais aussi des minorités nationales.

Le congrès a rejeté ce point de vue afin d'être pleinement conséquent avec le point de vue que le programme doit être une réponse à une oppression réelle, afin aussi de rompre en profondeur avec le point de vue nationaliste qui ne nous faisait considérer comme nation que les seules nations pleinement achevées.

Nations et minorités nationales

Si les marxistes font une distinction entre les **nations** et les **minorités nationales**, ce n'est pas par simple jeu intellectualiste, mais c'est parce que cette distinction correspond à la **réalité objective**. Quand Staline a défini la nation comme une *"communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique, qui se traduit dans la communauté de culture" (1)*, il décrivait une réalité objective en systématisant les leçons que l'on peut

tirer de l'histoire des groupements nationaux. Cette entité objective, c'est celle d'un territoire et d'une société sur lesquels peut se constituer un Etat, expression de la dictature d'une classe sur d'autres classes de la société.

Reconnaissant l'existence des nations, les marxistes reconnaissent aussi les droits qui correspondent à cette réalité objective et s'engagent à faire en sorte que ces droits s'appliquent **dans les faits**. L'oppression des nations, c'est d'abord et avant tout une oppression **politique**: la négation du droit souverain des nations de décider de leur avenir politique, c'est-à-dire la négation de leur droit à l'autodétermination, le droit de **choisir** librement de se constituer en Etat souverain, ou en territoire plus ou moins autonome à l'intérieur d'un Etat multinational. C'est à cette réalité objective de l'oppression des nations que correspond le mot d'ordre du Programme sur le **droit à l'autodétermination des nations.**

Par ailleurs, il y a toute une série d'entités nationales, de minorités nationales, pour qui la question même de constituer un Etat indépendant **ne se pose pas** — si ce n'est dans la propagande démagogique des nationalistes — parce qu'il n'existe pas d'entité territoriale significative, ou parce qu'il n'existe pas de vie économique commune, etc. Le propre de l'oppression de ces minorités, c'est la **discrimination**: interdiction ou restriction, de droit et de faits, à l'usage de la langue maternelle, à l'éducation dans cette langue, à l'expression de ses traditions culturelles. C'est à cette réalité objective de l'oppression des minorités nationales, ces enclaves à l'intérieur d'une nation, que correspond le mot d'ordre du Programme sur **l'égalité absolue des langues et l'abolition de toute forme de discrimination.**

En résumé, le congrès a refusé d'inclure dans le Programme le droit à l'autodétermination des minorités nationales parce que les motifs qui nous avaient amenés à envisager cette perspective, à savoir l'existence de groupes autochtones revendiquant de façon légitime leur droit à l'autodétermination, révélaient en fait, non pas le caractère académique de la définition de la nation telle que systématisée par Staline, mais bien notre propre **application mécaniste** de la théorie marxiste sur cette question. Car, lorsqu'on cesse de voir la nation du seul point de vue d'une nation **achevée** depuis longtemps comme le Québec, on voit que des groupes que l'on avait jusqu'à maintenant considérés comme des minorités nationales constituent effectivement des nations dont l'histoire a développé, ne serait-ce qu'à titre embryonnaire, **toutes** les caractéristiques essentielles.

Le rejet de toute conception bourgeoise de la démocratie

Mais ce qui est encore plus fondamental dans le Programme adopté par le Troisième Congrès d'EN LUTTE! sur la question nationale, c'est qu'il montre que les marxistes n'abordent pas cette question en démocrates bourgeois distribuant des promesses à gauche et à droite, mais en matérialistes et en révolutionnaires.

Le congrès a été unanime à rejeter l'approche académique qui aurait consisté à analyser chaque pouce carré du territoire canadien dans le but de dresser un catalogue ou un "annuaire des nations" au Canada. Car, cette analyse ne se pose pas en dehors de **l'histoire réelle** et de la lutte politique.

C'est d'ailleurs de ce point de vue que la plupart des nationalistes analysent la situation des nations et des différentes minorités nationales au Canada. Le meilleur exemple de cette méthode demeure certainement le programme du Parti communiste ouvrier (PCO) qui tente en quelques pages de faire le tour de toutes les nations et minorités nationales au Canada, et cela, du point de vue bien particulier de la **promotion** de leurs intérêts nationaux respectifs. C'est ainsi que le PCO formule toute une série de promesses électorales afin de lui gagner la sympathie de ces nations et minorités nationales, et ultimement de pouvoir prendre la direction du mouvement nationaliste de chacune d'elles. Le résultat de cette méthode est éloquent: le PCO a trouvé le tour dans ces quelques pages d'aller même au-delà des revendications pour lesquelles luttent aujourd'hui ces nations et minorités nationales, comme c'est le cas par exemple des Canadiens chinois pour lesquels le PCO réclame le droit à l'autonomie régionale, et cela sans analyse aucune des revendications de cette communauté. Mais d'un autre côté, les "démocrates" du PCO n'ont pas seulement trouvé une seule ligne dans les 160 pages de leur programme pour reconnaître le droit à l'autodétermination des autres nations que le Québec, tels les Dènès par exemple qui se sont pourtant mobilisés à travers tout le pays pour réclamer ce droit fondamental. Pire, le PCO reprend entièrement la thèse bourgeoise suivant laquelle il n'y aurait que deux nations au Canada.

Les marxistes-léninistes n'abordent pas la question nationale en soi, mais en autant qu'elle se pose **effectivement** et se révèle par l'existence de revendications et de mouvements nationaux. Et c'est d'abord par rapport à ces mouvements qu'il faut prendre position afin d'unir les masses laborieuses de notre pays dans la lutte contre le capitalisme qui est la base d'existence des nations et de l'oppression nationale.

Le point de vue communiste, ce n'est pas non plus de créer des nations ou d'achever les multiples mouvements nationaux que l'histoire n'a pas constitués en nation et en Etat-nation. Le point de vue communiste, c'est d'abord et avant tout **d'unir les nations** et ultimement **d'abolir toute frontière et tout Etat.** Or, le capitalisme, en même temps qu'il crée les conditions matérielles et économiques de cette fusion (économie mondiale, puissants moyens de communication et de transport, etc), crée aussi des **barrières** entre les nations. Et la première de ces barrières, c'est l'oppression des nations, l'inégalité et la discrimination qui dressent les uns contre les autres les groupes nationaux. C'est donc d'abord à cette oppression, telle qu'elle se manifeste réellement, que s'attaquent les marxistes-léninistes. La lutte pour l'égalité des langues et des nations n'est donc pas, du point de vue marxiste, une question de droits **abstraits,** mais une réponse **concrète** à

cette égalité **formelle** proclamée par le droit bourgeois mais constamment niée **dans les faits** par le refus de reconnaître l'existence des nations, et donc leur droit souverain de décider de leur avenir politique, et par la **discrimination envers** les minorités nationales.

Aussi, on comprendra que rien n'est plus étranger au marxisme que de promouvoir des droits qui ne correspondent pas à la réalité, sous prétexte d'être "démocrate". Car, la "démocratie conséquente" dont parlait Lénine, n'a rien à voir avec la proclamation de droits inapplicables que l'on distribuerait comme des promesses électorales. La démocratie conséquente, c'est la défense et l'application conséquente de **droits réels** en réponse à une **oppression réelle.** *"Et la démocratie conséquente, c'est-à-dire socialiste, proclame, formule et réalisera ce droit sans lequel les nations ne sauraient se rapprocher et fusionner complètement" (²).*

De plus, adopter le point de vue de la promotion des intérêts et des particularismes nationaux quels qu'ils soient, ne peut conduire qu'à semer des illusions nationalistes. Ce n'est pas la tâche des marxistes que de développer de façon **positive** les mouvements nationaux. Au contraire, le programme communiste doit indiquer une tâche pour ainsi dire **"négative"** qui consiste à **s'opposer** à l'inégalité et à la discrimination, plutôt que de **promouvoir** le développement des mouvements nationaux. Car, les marxistes-léninistes savent que la fusion **librement consentie** des nations et la dissolution des mouvements nationaux ne peut se réaliser que sur la base de la démocratie conséquente, c'est-à-dire de la reconnaissance **dans les faits** de l'égalité des langues et des nations.

C'est donc armé d'un point de vue matérialiste et dialectique, et ayant bien en vue la préoccupation de l'unité de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme, que le congrès a abordé et adopté un programme fondamentalement juste.

A bas la mesquinerie chauvine envers les immigrés

Ce point de vue, et ce programme, nous ont permis également d'approfondir la portée concrète de la revendication réclamant *"l'abolition de toute forme de discrimination à l'égard des nations, des minorités nationales et des* ***immigrés***" (article 8c). Qu'en est-il en effet des immigrés ou, selon les termes légaux, des "immigrants reçus", et, par extension, des communautés particulières issues de cette immigration?

La situation de discrimination et de mépris envers ces groupes est telle que même les peuples autochtones s'en servent comme point de comparaison en affirmant qu'ils se sentent eux-mêmes comme des immigrants dans leur propre pays... On sait aussi qu'au Québec, les immigrants ont toujours servi de **chair à canon** dans la guerre linguistique que se livrent les bourgeois. Parce que la langue anglaise a toujours eu un statut privilégié au Québec, et parce que l'élite catholique qui contrôlait les écoles francophones s'opposait à la "contamination" des écoles blanches, canadiennes-françaises et catholiques par des enfants d'autres religions ou ethnies, les immigrants au Québec se sont par le passé largement intégrés au groupe minoritaire anglophone, malgré l'attirance qu'aurait dû normalement avoir le groupe francophone, en raison de sa majorité numérique.

L'arme de la division

Les nationalistes **au Québec**, Parti québécois en tête, ont sauté sur l'occasion pour **diviser** davantage encore la classe ouvrière, en disant aux francophones que les immigrants sont là pour les "assimiler". Dans les communautés ethniques, l'élite locale de ces communautés a aussi utilisé la situation pour maintenir des ghettos qu'elle pouvait contrôler, et pour empêcher les travailleurs immigrants de se joindre pleinement à la majorité des travailleurs. Aujourd'hui, avec la loi 101 du PQ, appuyée massivement par les directions syndicales et les révisionnistes du Parti "communiste" ouvrier, l'Etat **interdit** l'école anglaise aux nouveaux immigrants (y compris ceux qui "émigrent" du Canada anglais!) et exerce toutes sortes de restrictions bureaucratiques et répressives pour **empêcher** ou limiter l'usage des autres langues que le français.

Au Canada anglais, en particulier dans les grandes villes comme Toronto, où le prolétariat est composé majoritairement de travailleurs d'origine autre qu'anglophone, les manifestations de racisme sont très importantes. La bourgeoisie invoque alors l'"envahissement" par des non-britanniques pour justifier la discrimination et susciter la division parmi la classe ouvrière. Ainsi, au Canada, pays impérialiste qui s'est développé par l'apport massif d'ouvriers immigrés, on voit s'ajouter à la question nationale québécoise et autochtone, celle des communautés issues de l'immigration.

Ainsi, les immigrants sont-ils considérés par l'Etat comme des citoyens de seconde zone, constamment sujets à la menace de **déportation** arbitraire, et à la discrimination systématique, sous le prétexte que ce ne sont que des "étrangers" (nationalisme oblige!). Mais il y a plus encore. Car, les communautés issues de cette immigration, italienne, juive, portugaise, pakistanaise, antillaise, etc., demeurent, en raison même des traits culturels ou raciaux qui les distinguent, l'objet de **discrimination** et de racisme. Voilà pourquoi, le point de vue de l'égalité des langues et la lutte contre toute forme de discrimination est particulièrement important aussi pour ces communautés que les statistiques officielles désignent sous le nom de "minorités ethniques".

Non à la discrimination

Ce que demandent les travailleurs immigrés, surtout ceux qui sont au Canada depuis peu, c'est de ne pas

avoir à subir de discrimination pour la simple raison qu'ils ne connaissent pas suffisamment le français ou l'anglais. Voilà pourquoi nous devons soutenir que dans les quartiers et les villes où ils se concentrent, il y ait des employés, à l'hôpital, au centre de main-d'oeuvre, au bureau d'assurance-chômage, etc., capables de s'adresser à eux et leur fournir des **services** dans leur langue. La même chose devrait être exigée à l'usine de la part des contremaîtres et des patrons.

Aussi, parmi les "minorités", plusieurs peuvent désirer que leurs enfants apprennent la langue et la culture de leur pays d'origine. On doit donc défendre le droit pour ceux qui le désirent d'avoir des **cours dans leur langue maternelle** à l'école. Les minorités ethniques veulent apprendre au moins une des langues d'usage général au Canada. On doit favoriser que cet apprentissage se fasse le mieux possible et sans contraintes sur le choix de la langue. Car, à partir du moment où on s'attaque à la discrimination sous toutes ses formes, et aux privilèges d'une langue par rapport aux autres, la décision d'apprendre l'une ou l'autre des langues du pays est **complètement étrangère** à l'oppression nationale. En fait, cette décision ne repose alors que sur la facilité d'apprentissage de l'une ou l'autre langue, et sur l'avantage pratique qu'il y a à parler la langue principale en usage dans la région où on se trouve.

Les faux prétextes des opportunistes

L'argument que l'on entend le plus souvent à l'encontre de ce point de vue sur l'égalité absolue des langues, c'est que cette égalité serait "inapplicable" en pratique et qu'au lieu d'encourager l'"unité" des ouvriers en imposant une langue commune, elle favoriserait plutôt l'isolement de chaque groupe linguistique. Mais ce n'est pas la diversité linguisitique qui crée la division des ouvriers mais bien l'**oppression et la contrainte,** y compris l'imposition d'une langue par la matraque, qui dressent les nationalités les unes contre les autres. Quand les professeurs d'anglais au Québec identifient le conflit national comme un des freins principaux à l'apprentissage de l'anglais dans les écoles francophones du Québec, ils ne font que constater que la barrière principale entre les nationalités, c'est l'oppression.

Il existe, et notre Organisation en est la preuve vivante, des moyens **pratiques** pour faire partager aux ouvriers, **dans la langue qu'ils comprennent le mieux,** les mots d'ordre d'un **même** combat, d'une même lutte pour une société débarrassée de l'exploitation. Non seulement EN LUTTE!, dans sa presse, dans ses conférences, et dans ses réunions internes, permet-il à chacun de lire les textes et de s'exprimer en anglais ou en français, mais nous entreprenons maintenant la traduction de nos textes fondamentaux, comme notre Programme et nos Statuts, dans les principales langues en usage au pays: italien, espagnol, grec, punjabi, chinois, portugais....

On a vu des dirigeants syndicaux affirmer que l'égalité des langues, ils n'étaient pas contre... "en principe" (quoique plusieurs soient aussi d'ardents défenseurs de l'unilinguisme anglais ou français, selon les cas!), mais qu'"en pratique", ils n'avaient pas l'argent et le temps pour traduire les projets de convention "en 56 langues"... C'est là une manoeuvre plutôt grossière. D'abord parce qu'il ne s'agit pas de traduire comme un perroquet dans toutes les langues possibles et imaginables, mais bien plutôt de s'adresser aux travailleurs dans la langue qu'ils comprennent le mieux. Si on veut faire de l'organisation syndicale dans une usine composée de Portugais et de francophones, on fait un journal en portugais et en français. Pas en chinois!

Quand, dans le Front commun des travailleurs de la fonction publique et parapublique, au Québec, on entend des bureaucrates syndicaux qui nous disent qu'ils n'ont pas les énergies pour traduire en anglais les textes syndicaux au bénéfice des employés de soutien des écoles anglophones, quand on entend des nationalistes nous répondre que ces travailleurs n'ont qu'à apprendre le français, que peut-on conclure si ce n'est qu'il s'agit là de **chauvinisme** qui porte directement atteinte à l'unité et à la mobilisation de la classe ouvrière?

Si les dirigeants syndicaux s'appuyaient davantage sur les masses, plutôt que de coucher avec les nationalistes et les chauvins, ils auraient pu compter sur des travailleurs bilingues pour traduire les documents syndicaux et appeler les travailleurs anglophones à s'engager de plain-pied dans la lutte. Cela aurait mieux valu certes que de "jouer les Parizeau" — ce ministre des Finances du Québec qui serait, paraît-il, "cassé" quand vient le temps de négocier avec les employés de l'Etat.

En lutte pour l'égalité absolue des langues et des nations!

Non! ça ne coûte jamais trop cher à la classe ouvrière que de travailler à l'unité des prolétaires de toutes les nationalités dans la lutte à finir contre la bourgeoisie et pour le socialisme. Environ 50,000 personnes ont signé la Déclaration lancée par EN LUTTE! pour l'égalité absolue des langues et des nations, pour le droit à l'autodétermination du Québec, et contre toute forme de discrimination nationale. Ce n'est là qu'un coup d'envoi dans la défense du **seul** point de vue qui réponde aux manoeuvres de la bourgeoisie et des opportunistes pour qui le mot d'ordre "diviser pour régner" est encore la règle sacrée. Mais le camp de la classe ouvrière, unie sur la base de l'égalité des langues et des nations, saura assurément mettre un terme au règne des bourgeois.

Oui!, le programme d'EN LUTTE! sur la question nationale, c'est bel et bien une déclaration de guerre contre la bourgeoisie.

---

1. **Staline,** *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, **Ed. Norman Bethune, Paris, 1976**
2. **Lénine,** *Une caricature du marxisme*, **Oeuvres complètes, tome 23, p. 82**

Au congrès de la CSN en juin 79



Le mouvement syndical québécois confronté au cul-de-sac nationaliste

Printemps 1979, **un an avant le référendum sur la souveraineté-association, le mouvement syndical au Québec se retrouve, encore une fois, et plus concrètement que jamais, confronté à la question nationale du Québec. Après s'être fait les promoteurs les plus zélés du nationalisme, et après avoir contribué à l'élection du Parti québécois (PQ) en 1976, les dirigeants des centrales québécoises se trouvent face à face avec un gouvernement qui les convie à s'associer à lui dans son "rendez-vous historique" avec les autres fractions de la bourgeoisie canadienne. Et cela, au moment même où s'amorce la négociation des milliers de travailleurs de la fonction publique et parapublique du Québec. Et cela, après que le gouvernement ait présenté une série de lois dites "antiscabs", "pour" la sécurité au travail, etc., lois qui ne visent en fait qu'à perpétuer le statu quo** *en désarmant* **les ouvriers ainsi "protégés" par les "bons soins" de l'Etat bourgeois.**

Certes, il y a des différences significatives entre les centrales. Ainsi, ce sont les boss syndicaux de la "moins québécoise" des centrales, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), affiliée au CTC, qui collaborent le plus ouvertement avec le gouvernement péquiste. Ce sont eux qui iront même, en novembre 79, jusqu'à condamner publiquement les travailleurs qui avaient décidé de défier la loi 62 promulguée par le gouvernement péquiste pour casser la grève générale que s'apprêtaient à déclencher des centaines de milliers de travailleurs de la fonction publique.

Pas étonnant, dans un tel contexte, que le congrès FTQ de la fin novembre qui devait se prononcer sur la question du Québec, ait dû remettre le tout pour un congrès spécial en mars 80. Il aurait été en effet assez difficile pour les boss syndicaux péquistes de cette centrale de faire voter leur "oui" au référendum du PQ, alors qu'ils devaient se débattre comme des "diables dans l'eau bénite" pour ne pas passer ouvertement pour les valets du gouvernement...

Mais si à la FTQ, et aussi à l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ), des congrès spéciaux sont encore à venir, ces congrès ont déjà eu lieu à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et à la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) au printemps dernier. A la CEQ cependant, le congrès devait se terminer par un "non-lieu", c'est-à-dire par la décision de ne pas prendre position... Cela est en soi assez symptomatique de la polarisation qui existe au sein de cette centrale enseignante qui a constitué une base électorale importante du PQ en 1976. C'est donc finalement à la CSN que le débat est allé le plus loin, alors que, pendant trois jours, au début de juin, un nombre important de délégués participaient à un congrès spécial sur la question nationale.

Le nationalisme à la sauce social-démocrate

"Démarche d'appropriation par le peuple québécois des pouvoirs et institutions politiques, économiques et culturels", et *"démocratisation des pouvoirs et institutions"*, voilà la position officielle présentée, et finalement adoptée, à ce congrès spécial. Voilà comment les dirigeants de la CSN entendent *"insérer toujours davantage la démarche de notre mouvement dans l'histoire de notre peuple"* (mot d'ordre du congrès).

Beaucoup de travailleurs, et beaucoup de délégués, dont plusieurs ne se sont pas gênés pour le dire, n'auront vu dans ce fatras de mots que des phrases creuses auxquelles on peut faire dire n'importe quoi, et que l'on vote, parce qu'il faut bien voter quelque chose.

Certes, le comité d'orientaiton chargé de rédiger le document a accouché d'une souris. Mais il n'y a pas à se faire d'illusions. C'est là un moyen de faire passer en douce la même orientation nationaliste et social-démocrate, dont le gouvernement péquiste est un rejeton plutôt difficile à faire avaler...

Un projet social qui se précise

La direction de la CSN était très consciente qu'elle ne pouvait proposer un "oui" explicite à l'indépendance sans mettre le mouvement à la remorque de la stratégie référendaire du PQ. Cela, les travailleurs, confrontés aux politiques anti-ouvrières de l'Etat, l'avaient clairement rejeté dans les syndicats locaux. Mais, comme nous allons le voir, puisque la direction syndicale actuelle partage finalement avec le PQ une même idéologie nationaliste, le terrain **nécessaire** de démarcation devrait donc se trouver ailleurs, c'est-à-dire dans un projet social plus ouvertement social-démocrate.

En clair, ça veut dire que, lorsque le document de la CSN parle de "démarche d'**appropriation** par le peuple québécois des pouvoirs et institutions", il ne fait que reprendre le projet de la bourgeoisie nationaliste qui veut rapatrier au Québec un certain nombre de pouvoirs qui relèvent actuellement du niveau fédéral. La seule chose que le document ne fait pas, c'est de tirer explicitement la conséquence constitutionnelle de ce projet qui, selon les divers partis bourgeois, va du "fédéralisme renouvelé en profondeur" à la souveraineté-association, et à l'indépendance.

Aussi, quand le document de la CSN parle de "**démocratisation** *des pouvoirs et institutions"*, il ne fait que demander une participation progressivement accrue des travailleurs, en fait de leurs "représentants" à la gestion de ces institutions de plus en plus québécoises et pourtant toujours capitalistes. Concrètement, le document met de l'avant une *"stratégie économique" "dans le but de créer le plein emploi"*, de *"mettre l'économie québécoise à l'abri des crises"* ([1]). Il parle aussi d'une intervention accrue des "entreprises publiques" et de "l'instrument de l'Etat" qui devrait être utilisé *"pour réorganiser les activités en mettant la priorité sur la complémentarité des différents secteurs. Par exemple, plutôt que d'avoir deux ou trois producteurs d'appareils ménagers, succursales de multinationales, dont la taille de chaque établissement est trop petite pour atteindre une efficacité optimale, et qui importent beaucoup de pièces des pays étrangers, l'Etat verrait à consolider ces établissements dans une seule entreprise publique"* ([2]).

Voilà donc comment, selon le document, fusionne la lutte contre "l'oppression nationale", associée au pouvoir fédéral et au capitalisme étranger, et le "socialisme", associé à une nouvelle stratégie industrielle basée sur les entreprises publiques. Le document aura beau affirmer qu'il ne veut pas un *"capitalisme renouvelé"* ([3]), c'est là un projet politique qui ne se distingue en rien de la stratégie révisionniste et social-démocrate qui vise à renforcer la bourgeoisie **nationale** en s'appuyant sur l'Etat capitaliste qui se charge de rentabiliser les entreprises dites "publiques". C'est là, en plus "radical", le même discours que tient le PQ en ce qui concerne l'"appropriation par le peuple québécois" de l'électricité, de l'amiante, etc.

Le Parti "communiste" ouvrier: un pas de plus pour prendre la tête des réformistes

Bien sûr, tout cela a été bien camouflé lors du congrès. Et les défenseurs du document de la CSN se sont bien gardés d'expliciter le projet politique dans lequel ils entendent charrier les travailleurs. Car, il n'y a pas que des éléments honnêtes, mais trompés, derrière ce document. Il y a aussi des sociaux-démocrates et des révisionnistes convaincus qui seront appuyés, sur le plancher du congrès, par le Parti "communiste" ouvrier (PCO) qui, à l'époque encore s'appelait la LC(m.-l.)C.

Certes, le PCO est loin d'avoir constitué une tendance dominante au sein du congrès. En fait, il n'a pas constitué de tendance du tout, dans la mesure ou toute son action lors du congrès a consisté à se faufiler derrière le document du comité d'orientation de la CSN pour appuyer le projet nationaliste et révisionniste inscrit dans le document. Non seulement les opportunistes du PCO ont-ils voté et appelé à voter pour la proposition du comité d'orientation, mais encore, ils ont renchéri sur le document en présentant la lutte contre l'oppression nationale d'un point de vue réformiste et nationaliste.

Un délégué du PCO devait d'ailleurs affirmer au congrès qu'il fallait "se concentrer sur une plate-forme de lutte pour prendre la direction de la lutte contre l'oppression nationale". Fort bien, mais de quelle plate-forme s'agit-il? Il s'agit de la *"lutte contre les manifestations de l'oppression nationale, comme le chômage, les bas salaires, les conditions de travail dangereuses"* ([4]). Ainsi, reprenant le point de vue du comité d'orientation, le PCO tente de dissoudre la lutte immédiate contre toute forme de discrimination nationale, envers les Québécois mais aussi envers les diverses minorités, au profit de la seule lutte économique contre des tares qui sont bien davantage l'effet inévitable du capitalisme que la conséquence inévitable de l'oppression nationale.

On en arrive donc au résultat suivant. Ou bien les nationalistes affirment que le chômage, les bas salaires, les accidents de travail, la crise du logement, etc., c'est à cause de l'oppression nationale, c'est à cause de l'"étranger", c'est parce que l'on ne contrôle pas, "nous Québécois", "notre" économie, etc. On a alors affaire à une tromperie monumentale qui vise à justifier dans les faits un "capitalisme bien de chez nous". Ou bien, les nationalistes "socialistes" veulent affirmer que l'oppression nationale, c'est la même chose que l'exploitation capitaliste. Cela veut dire, par conséquent, qu'il n'y a pas de tâches spécifiques relatives à la lutte contre l'oppression nationale. Mais alors, ce qui vient d'être liquidé, c'est la lutte **effective et concrète** contre l'oppression nationale et ses effets de division.

Aussi, en défendant cette conception suivant laquelle lutter contre l'oppression nationale, c'est lutter pour le "plein emploi", pour de meilleurs salaires, contre les fermetures d'usine, etc., le PCO se fait le défenseur du point de vue de la bourgeoisie nationaliste contre le capitalisme "étranger". Les bas salaires au Québec, "c'est parce que les capitalistes étrangers ne modernisent pas leurs équipements". On a plus de chômage au Québec qu'en Ontario "parce que les compagnies anglophones déménagent ou s'installent en Ontario". Voilà pourquoi il nous faut des "politiques nationales", tout en veillant, bien sûr, à ce que les ouvriers aient leur "mot

à dire". Voilà pourquoi il nous faut des entreprises publiques, des "Pétro-Canada", des "Hydro-Québec", etc.

Un double abandon du point de vue prolétarien

Voilà en effet, ce qui s'appelle aborder la question nationale du point de vue bourgeois, du point de vue du renforcement de "sa" nation et de "sa" bourgeoisie. C'est ce point de vue que défend le PCO.

Certes, il existe des différences dans l'intensité de l'oppression économique, selon que l'on soit anglophone, francophone, Noir ou Amérindien, de même qu'il y a des différences selon qu'on habite en Ontario, au Québec, ou à Terre-Neuve, ou selon qu'on habite près des centres urbains ou dans les régions éloignées, etc. Mais alors, on doit constater que les mêmes effets, c'est-à-dire une oppression économique **accentuée** relèvent de facteurs différents qui peuvent bien sûr, se combiner. Dans certains cas, c'est là l'effet direct du développement inégal du capitalisme entre les régions, et entre la ville et la campagne. Dans d'autres cas, c'est là la marque d'une **discrimination nationale et raciale** dans l'accès à l'école, au travail, aux services sociaux, etc.

Donc, le propre de l'oppression nationale, ce n'est pas le chômage, les bas salaires, etc, qui affligent autant, et en fait davantage, les travailleurs anglophones du Cap Breton que les ouvriers francophones de Montréal. Non, le propre de l'oppression nationale tient aux **raisons** qui font qu'un francophone de Montréal par exemple, aura un salaire inférieur à l'anglophone de la même ville. Et ces raisons, dans ce cas-ci, c'est que le francophone, et encore plus l'Amérindien, subit une **discrimination** en raison même de sa langue ou de sa race. Et c'est parce que cette discrimination nationale existe que les ouvriers anglophones, francophones et amérindiens vont par exemple hésiter à lutter **ensemble** pour avoir **tous** de meilleurs salaires, dans la mesure où la répartition de ces gains demeurera inégale. C'est cette **inégalité** et cette **discrimination** qu'il faut viser quand on parle de lutter contre l'oppression nationale. C'est en ce sens que la plate-forme fondamentale de lutte contre l'oppression nationale, c'est la lutte pour l'**égalité absolue des langues et des nations**. Et c'est cela précisément que les nationalistes et les révisionnistes du PCO, et d'ailleurs, tentent de saboter.

Le NPD s'oppose au droit à l'autodétermination de la nation québécoise et affirme que pour mettre fin aux récriminations des Québécois, il suffit de lutter contre le chômage... et de sauver Pétro-Canada. Le comité d'orientation de la CSN met de l'avant le rapatriement au Québec des pouvoirs de l'Etat fédéral et indique que "la lutte contre le chômage (...) doit constituer un front prioritaire de la lutte contre l'oppression nationale" et... que "nous devons compter sur des entreprises publiques". Le PCO dénonce l'"indépendance du PQ" et propose à son tour la lutte contre le chômage pour "prendre la direction de la lutte contre l'oppression nationale" et il propose... de sauver Pétro-Canada et l'indépendance du Canada.

Finalement, tout ce beau monde s'entend pour liquider la lutte politique active des ouvriers contre la discrimination nationale. En même temps, la lutte contre le capitalisme, confondue avec l'oppression nationale est confinée dans l'ornière du réformisme, de la lutte pour un impossible plein emploi sous le capitalisme, et pour un "très possible" renforcement d'un Etat bourgeois plus indépendant...

Des nationalistes qui veulent mettre les points sur les "i"

Comme l'expliquait un des rédacteurs du document de la CSN, si le comité d'orientation a choisi de parler de "démarche d'appropriation" plutôt que de promouvoir ouvertement l'indépendance du Québec, c'est que dans le contexte politique actuel, cet appui à l'indépendance ne pourrait être autre chose en fait qu'un appui au PQ. Et, "on n'est pas intéressé à cautionner le projet du PQ".

Mais, on s'en doutera, cette évaluation était loin de plaire aux ténors de l'indépendance du Québec, dont certains sont des militants péquistes reconnus. On a donc eu droit, en ateliers et en plénière, à une opposition indépendantiste qui considérait que le document n'allait pas assez loin et qu'il fallait dire tout haut ce que le document chuchotait implicitement: "démarche d'appropriation, çà veut dire implicitement qu'on est d'accord avec l'indépendance"; "le texte du comité, ça veut dire en fait l'indépendance". C'est donc en s'appuyant sur le texte que les indépendantistes reconnus ont présenté des amendements pour mettre "les points sur les i".

L'appel aux "tripes"

On a eu droit alors à deux types de discours indépendantistes, Ainsi, avant le discours "socialiste", on a d'abord eu droit au discours nationaliste traditionnel, celui qui est sensé "pogner aux tripes" en lançant l'appel à se "donner un pays" (Francine Lalonde, présidente de la Fédération nationale des enseignants du Québec), à "arrêter de manger la viande pourrie du Canada anglais" (Michel Bourdon, ex-président de la Fédération du bâtiment et du bois), etc., etc. En fait, çà faisait longtemps qu'on n'avait pas vu à la CSN un discours aussi ouvertement réactionnaire et même carrément raciste vis-à-vis tout ce qui n'est pas québécois francophone "pure laine".



"On en a assez de la viande pourrie du Canada anglais" — Michel Bourdon, ex-président de la CSN-construction, et aspirant candidat du PQ dans le comté de Maisonneuve.

Ce fut l'apologie de l'unilinguisme français, de la loi 101 (charte de la langue française), que la CSN a appuyé entièrement. Bourdon est même allé jusqu'à dénoncer les professeurs anglophones du Protestant School Board of Greather Montreal, qui se sont opposés à la loi 101. Or, les professeurs font partie d'un syndicat militant associé au Front commun de la fonction publique, un syndicat qui, tout anglophone qu'il soit, a eu droit au matraquage en règle de la très francophone police de la bour-

geoisie québécoise! Reprenant les violons de Lévesque, on a entendu l'appel pathétique d'un dirigeant syndical à former un pays "parce qu'on est différent". Relent des vieilles théories de la "colonie québécoise", on a eu droit à la comparaison avec le Vietnam, comme s'il y avait une commune mesure entre le Québec qui, avec le reste du Canada, forme un pays **impérialiste** et le Vietnam colonisé et occupé militairement par les impérialistes américains.

Et, après une couple de "on est capable", "faut pas avoir peur", ce fut l'attaque traditionnelle contre cette unité "idéaliste" avec les ouvriers du Canada anglais, et contre les "traîtes marxistes-léninistes et fédéralistes comme Trudeau"! "C'est le peuple du Québec qui est opprimé, c'est à nous de lutter contre l'oppression". Quelqu'un a même fait une comparaison avec la lutte pour l'égalité des femmes qui devrait être menée, non pas par la classe ouvrière toute entière, mais "par les femmes qui doivent s'organiser entre elles pour lutter contre l'oppression".

Heureusement, ces discours, profondément anti-ouvriers et méprisants, ne soulèvent plus les foules à la CSN. Et Michel Bourdon, principal porte-parole des nationalistes hystériques, et anticommuniste notoire, n'a pas convaincu grand monde. Il avait sans doute meilleure audience au congrès du PQ qui se tenait en même temps dans la même ville, et auquel il a participé furtivement en parallèle. Peu de temps après le congrès, il va d'ailleurs démissionner pour se présenter à l'investiture du Parti québécois pour une élection partielle dans Maisonneuve, un comté de Montréal.

Face aux péquistes du genre de Bourdon, le PCO va tenter, tout au long du congrès, de camoufler son propre nationalisme en se présentant comme le champion de la lutte contre l'indépendance, comme le champion de la lutte contre l'"indépendance du PQ", et cela, au moment même où le congrès du PQ affirmait qu'il ne saurait être question de souveraineté... sans association avec le Canada. Et comme par hasard, le PCO va lui-même quelques semaines plus tard présenter son porte-parole principal à la CSN au poste d'"aspirant député" du comté provincial de Maisonneuve! Se présentant comme un "candidat ouvrier" et lançant un "appel aux Québécois", le candidat Côté va tenter de ravir au PQ la direction du mouvement nationaliste. Mais, comme Bourdon, et comme Desmarais, le candidat officiel du PQ, et ancien négociateur de la CSN (!), Côté mordra la poussière en ramassant à peine quelques centaines de votes. Oui en effet, il y a des gestes et des similitudes qui ne trompent pas...

"Indépendance et socialisme"

A mesure que le nationalisme est démasqué par les faits et les gestes de ceux qui s'en sont fait les champions pour prendre le pouvoir et se placer les pieds, voilà que réapparaissent de nouvelles versions plus "à gauche" du même point de vue. C'est ainsi par exemple que le nouveau président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal s'est fait, lors du congrès de la CSN, le défenseur de l'indépendance **contre** le PQ et pour le socialisme.

"Contrairement à ce qu'écrivent la presse anglophone et la presse marxiste-léniniste, le projet de "souveraineté-association" n'est pas un écran de fumée pour passer l'indépendance. Le Parti québécois n'était pas indépendantiste à l'origine. Il ne l'est jamais devenu" (5).

C'est là le point de départ du raisonnement. Car, si le PQ n'est pas indépendantiste, alors on peut prôner une indépendance qui se distingue du PQ, et qui s'inscrit dans une projet socialiste.

Il est sans doute très utile pour les partisans de l'"indépendance et socialisme" de prêter à la presse marxiste-léniniste en général un point de vue défendu par les révisionnistes du PCO. Or, contrairement à ce que laisse entendre Larose, EN LUTTE! a toujours clairement indiqué que pour le PQ et la bourgeoisie nationaliste en général, l'"appel au drapeau", de l'autonomie provinciale à la souveraineté-association, jusqu'à l'indépendance, n'a toujours eu qu'un **seul** but: créer un rapport de force face au reste de la bourgeoisie canadienne. Et cela, en vue d'établir une nouvelle **association** qui lui serait plus profitable en tant que fraction **monopoliste** pleinement engagée dans les activités impérialistes du Canada et du bloc occidental en général. Le "principe" de la souveraineté est donc pour le PQ, d'abord et avant tout, une monnaie d'échange pour renégocier d'"égal à égal" une nouvelle entente avec le reste de la bourgeoisie canadienne.

C'est d'ailleurs là le rôle politique du nationalisme **en général** et non seulement de l'"indépendantisme" du PQ, que de tenter de camoufler un projet de classe bourgeois derrière le drapeau de la **nation**. A l'opposé, le projet politique de la classe ouvrière n'est pas d'abord national mais **international**. Car, tant que la bourgeoisie aura le pouvoir dans l'un ou l'autre pays, la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme demeurera à l'ordre du jour, et un retour en arrière sera toujours possible.

Mais, comme pour renverser la bourgeoisie dans **tous** les pays du monde, il faut d'abord la renverser dans **chacun** des pays, la classe ouvrière doit d'abord viser à prendre le pouvoir **là** où il se trouve, **là** où la bourgeoisie **l'exerce**. Ce n'est pas par nationalisme "canadian" que les marxistes-léninistes affirment que la classe ouvrière doit s'unir, au delà des particularités nationales, à l'échelle de l'ensemble du pays. Non, ce n'est pas par nationalisme, **c'est parce qu'on** n'a pas le choix! L'Etat canadien ça **existe**, la bourgeoisie canadienne, ça **existe** et ce n'est pas le PQ qui va, ou qui veut, y changer quoi que ce soit.

Or, quelle conclusion les partisans de l'"indépendance et du socialisme" tirent-ils de cela. Qu'il faut rassembler **toutes** les forces du Canada pour renverser la bourgeoisie **canadienne** et construire le socialisme? Non! Car, pour eux, si ce n'est pas la bourgeoisie qui peut faire l'indépendance, alors il revient à la classe ouvrière de reprendre le drapeau national des mains de la bourgeoisie. Voilà pourquoi ils proposent à la classe ouvrière de hisser le "fleurdelisé" pour réaliser l'indépendance du Québec, tout en n'oubliant pas en cours de route d'instaurer le socialisme dans ce nouveau "Québec libre"...

A l'"indépendance du PQ", cible exclusive du PCO, les indépendantistes "de gauche" ont donc beau jeu d'opposer l'"indépendance par les travailleurs". Dans le même souffle, Larose, le président du Conseil central de Montréal et défenseur le plus "à gauche" de cette thèse, pouvait ajouter que "ce n'est pas le référendum du PQ qui va résoudre la question nationale". Il pouvait même affirmer, sans rire, que *"ce combat pour l'indépendance doit absolument s'inscrire dans le combat principal qui est de travailler à l'instauration d'une société socialiste et démocratique tant au Québec que dans le reste du Canada" (6)*. Et, contrairement aux nationalistes hystériques, Larose va même se faire le défenseur, du moins en paroles, de la solidarité entre les travailleurs québécois et ceux du Canada anglais.

Tout cela est bien beau, mais complètement farfelu. Car, en fait, cette prétendue "indépendance socialiste" repose, toujours et encore, sur les mêmes **faussetés** de l'idéologie nationaliste et révisionniste.

Premièrement, Larose affirme que

"l'oppression nationale est un aspect de l'exploitation capitaliste" (7), que c'est 'particulièrement la bourgeoisie canadienne" qui la maintient. Fort bien. Mais qu'est-ce que cela signifie dans les faits pour les partisans de l'"indépendance socialiste"? Que *"dans ce combat, la classe ouvrière québécoise, pour se libérer de l'oppression nationale, doit défaire le carcan fédéral de la bourgeoisie canadienne et viser l'indépendance" (8)*. Donc, toutes ces grandes déclarations sur le capitalisme à la source de l'oppression nationale, ça se résume en fait au "carcan fédéral" dont il faudrait se libérer par l'indépendance. C'est là exactement, mais très exactement, ce que dit René Lévesque!

Est-ce le "carcan fédéral" qui est à la source de la discrimination qui se traduit, entre autres par l'infériorité économique et sociale des Québécois? Est-ce **en soi** le "carcan fédéral" qui interdit de reconnaître le Québec comme une nation qui a le droit de choisir son statut politique? Est-ce le "carcan fédéral" qui est à la source de l'oppression nationale des Autochtones, de la discrimination envers les immigrants? Est-ce que c'est le "carcan fédéral" qui est à la source du refus d'accorder aux francophones des autres provinces le droit d'avoir des écoles et des services en français? Non, c'est l'Etat bourgeois **au complet**, et non seulement l'Etat fédéral qui entretient ce chauvinisme. C'est là aussi le résultat de la domination de la classe capitaliste d'un bout à l'autre du Canada, y compris au Québec.

Ce n'est pas le "carcan fédéral" qu'il faut défaire, c'est le carcan de la bourgeoisie, fédérée ou pas. D'ailleurs si c'était la classe ouvrière qui était au pouvoir au Canada, l'appartenance volontaire du Québec à une fédération socialiste n'aurait rien d'un carcan. Ce serait là au contraire le meilleur moyen de protéger un ordre socialiste qui va permettre la libération de toutes les minorités opprimées. On pourrait d'ailleurs donner l'exemple de l'empire tsariste, prison des nations s'il en fut. Mais après la révolution bolchévique, toutes les anciennes nations opprimées se sont unies **volontairement** au sein de l'Union des républiques socialistes soviétiques qui marquaient la naissance du camp socialiste.

Ainsi, si ce n'est pas le "carcan fédéral", mais bien le carcan capitaliste qu'il faut viser, **y compris** pour mettre fin à l'oppression nationale, alors il est absolument suicidaire de prétendre que c'est la classe ouvrière québécoise **seule** qui peut venir à bout de la bourgeoisie et de l'Etat **canadien**. Car, et cela les partisans de l'"indépendance socialiste" l'admettent eux-mêmes, la bourgeoisie canadienne, fédérée, associée ou quoi encore, va demeurer, avant comme après le référendum du PQ, l'ennemi **immédiat** et **principal** de la classe ouvrière.

C'est Bourassa au Québec qui a appelé l'armée canadienne en octobre 1970. Et ce serait Lévesque qui appelerait cette même armée, si jamais la classe ouvrière devenait trop menaçante au Québec. Jamais on ne pourra penser renverser la bourgeoisie et l'Etat capitaliste au Canada, si les ouvriers, quelle que soit leur langue, ne se lèvent pas **ensemble** aux quatre coins du pays contre cette bourgeoisie, son Etat, sa police et son armée.

En somme, on aura beau retourner sur tous les sens l'argumentation des partisans de l'"indépendance et du socialisme", on aboutira toujours finalement à la même alternative.

Ou bien, l'indépendance se réalise dans le cadre du **capitalisme**, c'est-à-dire avec la bourgeoisie au pouvoir. Mais alors cette "indépendance" ne serait rien d'autre qu'une nouvelle association avec le reste de la bourgeoisie canadienne sur la base d'un **renforcement** de l'Etat bourgeois au Québec. Mais alors aussi, la révolution socialiste dans un tel Québec "indépendant" n'en serait que **plus difficile**. Car, avec l'emprise du nationalisme, du "serrez-vous la ceinture pour construire un pays", l'unité encore **bien plus nécessaire** des ouvriers du Canada pour renverser la bourgeoisie "canadienne et québécoise associées", serait encore plus difficile que maintenant.

A moins que ce soit la classe ouvrière **québécoise** qui renverse la bourgeoisie **canadienne** au Québec, pour instaurer un Québec **socialiste** pendant que le reste du Canada resterait **capitaliste**... Peut-on sensément prétendre que la bourgeoisie canadienne, qui considère le Québec comme partie prenante de **son** territoire, pourraient accepter que la classe ouvrière prenne le pouvoir entre l'Outaouais et le Labrador?

Non, le pouvoir d'Etat est unique, malgré les paliers de gouvernement, et la classe ouvrière ne pourra instaurer le socialisme **nulle part** au Canada, à moins de détruire cet Etat, sa police, et son armée. En fait, il faudrait des circonstances internationales exceptionnelles pour que puisse se réaliser au Canada, comme dans l'Allemagne de 1945, une partition territoriale sur la base même de systèmes sociaux différents.

Si donc, **finalement**, il ne peut y avoir de Québec socialiste que dans un Canada socialiste, alors ce Canada socialiste ne pourra être gagné que par l'**ensemble** des ouvriers du Canada. Et alors, l'indépendance du Québec deviendra une chose tout à fait **possible**, mais aussi tout à fait **inutile**, puisque la classe ouvrière au pouvoir va s'opposer farouchement à toute forme d'oppression nationale.

On juge un arbre à ses fruits, et une théorie à ses conséquences. Voilà pourquoi, il ne faut pas hésiter à qualifier la thèse d'"indépendance socialiste" de caution "de gauche" à un même nationalisme bourgeois foncièrement anti-ouvrier.

Contre le nationalisme, EN LUTTE! défend l'union des ouvriers dans la lutte contre l'oppression nationale

Du projet de souveraineté-association à la thèse de l'"appropriation collective" jusqu'à l'appel ouvert à l'indépendance, en passant par l'appui du PCO à l'"appropriation collective" contre l'"indépendance du PQ", c'est à autant de bras d'une même pieuvre nationaliste qu'on a affaire. Beaucoup de travailleurs au Québec, et de délégués au congrès de la CSN, ont entrepris de se débarrasser de cette pieuvre. Mais ce ne sont pas les tentacules qui manquent à la bête, et l'apparence de lutte entre les diverses versions du même point de vue jette encore beaucoup de désarroi.

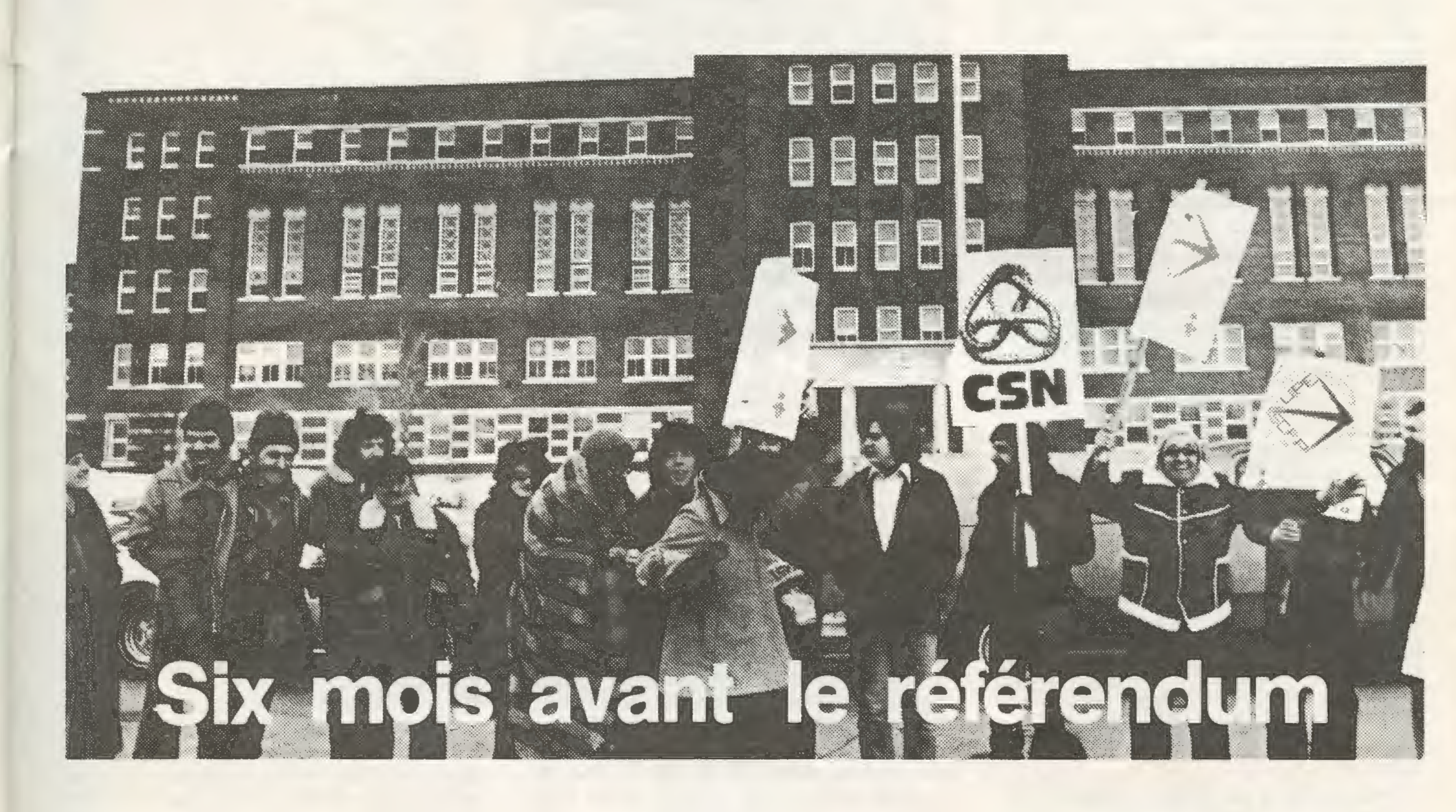
De toutes les tendances politiques présentes au congrès de la CSN, il n'y a que celle représentée par EN LUTTE! qui ait refusé de se ranger derrière le projet nationaliste du comité d'orientation. Allant à contre-courant, EN LUTTE! a tenté tout au long du congrès d'indiquer aux délégués qu'il faut en finir avec ce cul-de-sac, qu'il faut bâtir notre unité dans la lutte contre la bourgeoisie, et que cette unité est impossible sans la lutte concrète et immédiate contre toute forme de **discrimination nationale et pour l'égalité absolue des langues et des nations**. Car si cette lutte ne pourra être **définitivement** victorieuse qu'avec le triomphe du socialisme, la prise en main **immédiate** par le mouvement ouvrier des revendications de tous ceux qui subissent une oppression nationale est une condition nécessaire à notre solidarité.

Les nationalistes auront beau qualifier cette position de "chauvine" parce qu'elle ne fait pas l'apologie de l'indépendance, de la "charte du français", et de la revanche nationale, elle demeure pourtant la **seule** qui engage **maintenant et concrètement** à lutter contre la discrimination et l'oppression nationale. Tôt ou tard, ce point de vue, encore insuffisamment compris, devra triompher, car lui seul correspond aux intérêts véritables des ouvriers.

---

1. *Rapport du comité d'orientation* au congrès spécial de la CSN sur la question nationale, Québec, 1, 2 et 3 juin 1979, p. 48
2. *Rapport...*, ouvrage cité, p. 49
3. Idem
4. *La Forge*, 8-6-79, p. 7
5. *Unité ouvrière*, journal du Conseil central de Montréal, juin 79, pp. 6-7
6. Idem
7. Idem
8. Idem

Notes sur la conjoncture dans le mouvement ouvrier québécois



Six mois avant le référendum

Le mouvement ouvrier québécois sera dans quelques mois l'enjeu d'une lutte serrée entre les partisans de deux solutions bourgeoises à la crise politique que connaît le Canada. La propagande nationaliste et chauvine va se faire entendre comme jamais auparavant. Déjà, les comités du "oui" et du "non" ont investi des millions en activité publicitaire pour défendre leur option. Quelques mois avant le "rendez-vous historique" du référendum, à peine moins de deux mois après la lutte du Front commun des travailleurs du secteur public, il importe de comprendre la situation politique dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier québécois et les courants qui s'y affrontent.

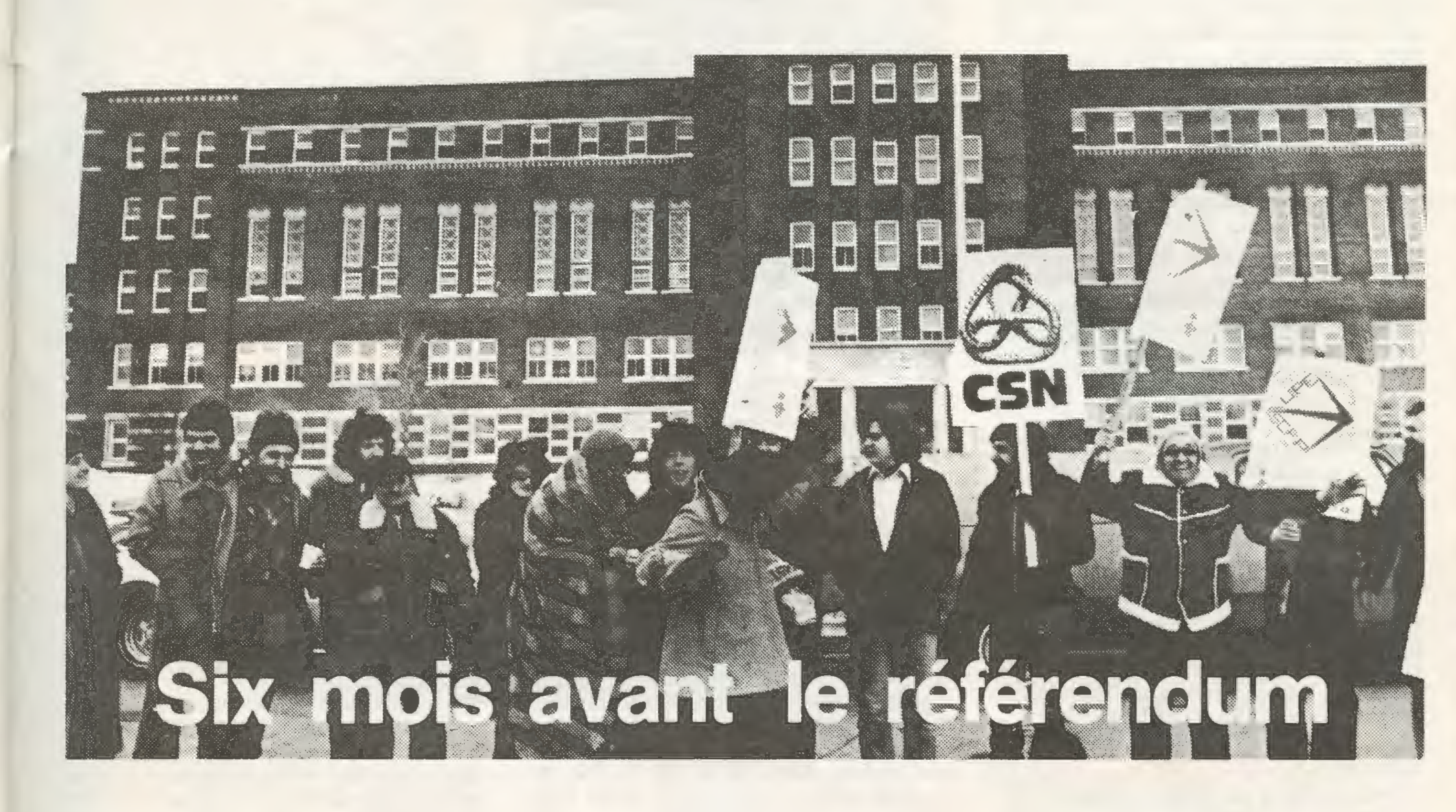
La crise et la répression s'accroissent sans cesse

Des fractions de plus en plus larges du mouvement ouvrier sont unanimes à dire que l'élection du "bon gouvernement du PQ" n'a pas changé grand-chose à la condition des masses ouvrières au Québec, au contraire! Les effets de la crise se sont fait sentir plus durement à tous les jours: l'inflation, la détérioration des conditions de vie et de santé, les coupures de budget, le chômage s'aggravent constamment; le chômage au Québec et chez les jeunes en particulier, est très élevé: 1 jeune chômeur canadien sur 2 serait un Québécois. Dans les régions comme la Gaspésie, le Saguenay, l'Abitibi, 35% des jeunes environ sont en chômage. Une organisation populaire de la Pointe Saint-Charles révélait récemment qu'avec le salaire minimum actuel, il était clair qu'une famille ne pouvait se permettre de se nourrir selon les normes du "Guide canadien pour l'alimentation"...

Depuis son élection, nous avions insisté avec raison sur le fait que le PQ et les intérêts qu'il représente n'étaient pas moins réactionnaires que les autres fractions de la bourgeoisie canadienne, et qu'au contraire, il se servirait de l'arme du nationalisme pour renforcer justement la répression et la réaction. Les faits nous ont entièrement donné raison.

Les travailleurs du secteur public en savent quelque chose. La campagne contre leurs conditions et leurs revendications s'est menée tambour battant. Pendant plusieurs mois, les haut-parleurs de la réaction un peu partout dans les médias, dans les chambres de commerce, du haut de leurs chaires universitaires et au Parlement ont dénoncé sur toutes les coutures les syndicats, leurs revendications et ont réclamé l'interdiction du droit de grève pour les travailleurs du secteur public. Rarement on a vu une campagne menée avec autant de hargne. Le prétexte? assurer le maintien des services essentiels et protéger les pauvres, les démunis et les vieillards contre les travailleurs syndiqués

Notes sur la conjoncture dans le mouvement ouvrier québécois



Six mois avant le référendum

Le mouvement ouvrier québécois sera dans quelques mois l'enjeu d'une lutte serrée entre les partisans de deux solutions bourgeoises à la crise politique que connaît le Canada. La propagande nationaliste et chauvine va se faire entendre comme jamais auparavant. Déjà, les comités du "oui" et du "non" ont investi des millions en activité publicitaire pour défendre leur option. Quelques mois avant le "rendez-vous historique" du référendum, à peine moins de deux mois après la lutte du Front commun des travailleurs du secteur public, il importe de comprendre la situation politique dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier québécois et les courants qui s'y affrontent.

La crise et la répression s'accroissent sans cesse

Des fractions de plus en plus larges du mouvement ouvrier sont unanimes à dire que l'élection du "bon gouvernement du PQ" n'a pas changé grand-chose à la condition des masses ouvrières au Québec, au contraire! Les effets de la crise se sont fait sentir plus durement à tous les jours: l'inflation, la détérioration des conditions de vie et de santé, les coupures de budget, le chômage s'aggravent constamment; le chômage au Québec et chez les jeunes en particulier, est très élevé: 1 jeune chômeur canadien sur 2 serait un Québécois. Dans les régions comme la Gaspésie, le Saguenay, l'Abitibi, 35% des jeunes environ sont en chômage. Une organisation populaire de la Pointe Saint-Charles révélait récemment qu'avec le salaire minimum actuel, il était clair qu'une famille ne pouvait se permettre de se nourrir selon les normes du "Guide canadien pour l'alimentation"...

Depuis son élection, nous avions insisté avec raison sur le fait que le PQ et les intérêts qu'il représente n'étaient pas moins réactionnaires que les autres fractions de la bourgeoisie canadienne, et qu'au contraire, il se servirait de l'arme du nationalisme pour renforcer justement la répression et la réaction. Les faits nous ont entièrement donné raison.

Les travailleurs du secteur public en savent quelque chose. La campagne contre leurs conditions et leurs revendications s'est menée tambour battant. Pendant plusieurs mois, les haut-parleurs de la réaction un peu partout dans les médias, dans les chambres de commerce, du haut de leurs chaires universitaires et au Parlement ont dénoncé sur toutes les coutures les syndicats, leurs revendications et ont réclamé l'interdiction du droit de grève pour les travailleurs du secteur public. Rarement on a vu une campagne menée avec autant de hargne. Le prétexte? assurer le maintien des services essentiels et protéger les pauvres, les démunis et les vieillards contre les travailleurs syndiqués

égoïstes... L'hypocrisie n'aura pas connu de plus hauts sommets. Tous les politiciens et éditorialistes grassement payés sont ceux-là mêmes qui applaudissent quand le gouvernement gèle le salaire minimum, coupe dans l'assurance-chômage, refuse l'indexation, etc. Ils sont prêts à tous les mensonges pour faire payer le peuple et assurer à leurs maîtres, les capitalistes, le maximum de profit.

Et le gouvernement du PQ leur a donné raison. Sous prétexte de contenir la montée d'un courant d'extrême droite au Québec, le PQ a fait voter au Parlement, à l'unanimité moins un, l'interdiction de faire la grève dans le secteur public avant même que cette grève ait commencé! C'est justement ce que la réaction voulait et le PQ nous a montré une fois de plus qu'il en fait pleinement partie. Au nom de la solidarité nationale, au nom de l'unité de tous les Québécois à la veille du référendum, le PQ cherche à faire accepter aux travailleurs un recul sur tous leurs droits, comme le font tous les Etats capitalistes aujourd'hui. L'enjeu pour les travailleurs du secteur public est de taille: non seulement ont-ils dû lutter d'arrache-pied pour au moins maintenir le statu quo, mais leur droit de grève est clairement remis en question et l'existence même du Front commun est aussi remise en question par l'Etat bourgeois qui conteste la trop grande puissance des syndicats...

Mais le PQ a passé des mesures "sociales": loi sur la santé-sécurité, congé de maternité, supplément de revenu minimum garanti... Il est une chose qu'on n'a peut-être pas fait assez ressortir concernant toutes ces mesures: outre le fait que les miettes accordées ne sont que le minimum quand ce n'est pas simplement de la frime, il y a aussi le fait qu'elles ont toutes pour caractéristique de viser à **contourner et briser le rôle des syndicats.** Dans le cas de la santé-sécurité, c'est assez évident: c'est la collaboration de classes institutionalisée. Dans le cas du supplément au revenu de travail, c'est la même chose: seuls les plus bas salariés peuvent l'obtenir. Donc, d'une part, les chômeurs et les assistés sociaux continuent à crever de faim et d'autre part, ça devient une incitation directe aux travailleurs à accepter les pires emplois et aux capitalistes à maintenir le salaire minimum au plus bas niveau. Pas étonnant que les bourgeois s'en réjouissent...

On pourrait rappeler plusieurs autres mesures du genre, comme celle qui enlève aux grévistes ou aux lockoutés le droit à l'aide sociale. On ne dénoncera jamais assez fort ces saloperies.

Quand on parle de montée de la réaction, par ailleurs, il ne faudrait pas oublier les Lemelin, Ryan et cie... (*) On ne les a pas dénoncés assez souvent dans notre journal et dans notre agitation, et on aurait intérêt à le faire plus, car eux aussi se portent à la défense de la "démocratie" et de la "liberté" des minorités contre le régime totalitaire et raciste du PQ... La seule minorité que Lemelin a à coeur de défendre, c'est la minorité des exploiteurs et des profiteurs. A entendre ses discours, on croirait écouter Somoza ou le shah d'Iran. Les chauvins ne sont pas juste au Canada anglais, il y en a au Québec aussi! Il ne faudrait pas les oublier dans le décor, car ils ne vont pas ménager leurs efforts en particulier pour gagner les minorités immigrantes et anglophones à leur démagogie. Les victoires des libéraux aux dernières élections partielles indiquent comment ils entendent profiter aussi de la montée de la réaction dans le pays.

Le référendum

On aura d'autant plus l'occasion de se démarquer de tous ces démagogues, car l'année qui vient c'est l'année du référendum. La propagande nationaliste et chauvine va se faire sentir comme jamais auparavant. Déjà, les comités du "oui" et du "non" ont investi des millions en activités publicitaires pour défendre leur option. Avec la loi 92, le PQ, en complet accord sur ce point aussi avec son concurrent le Parti libéral, nous démontre le sens très précis de sa "démocratie". Seuls les partis politiques bourgeois auront le droit légal de participer activement à la campagne référendaire. Par exemple, une organisation comme la nôtre, refusant de faire partie de l'un ou l'autre des comités parapluie, ne pourrait légalement publier une brochure spéciale sur le référendum pendant la campagne ou organiser une assemblée publique, à moins que ça nous coûte moins de $300., ce qui est évidemment ridicule.

Souveraineté-association ou statu quo, tel est le choix que voudraient nous imposer les bourgeois. La publication du Livre blanc sur la souveraineté-association aura eu au moins un mérite en dévoilant encore plus clairement, si c'était possible, les intérêts qui se cachent derrière le projet du PQ: renforcer le capitalisme québécois tout en maintenant l'union étroite avec la bourgeoisie du Canada anglais et l'impérialisme américain. Pour les travailleurs, la souveraineté-association ne peut que signifier le renforcement de la collaboration avec la bourgeoisie et l'affaiblissement de leur unité avec l'ensemble des travailleurs canadiens.

Notre action en prévision du référendum sera donc décisive. Nous devons agir de telle sorte à exercer une influence réelle sur l'issue du référendum pour qu'il soit l'occasion d'une manifestation du renforcement de l'unité des forces populaires contre le chauvinisme et le nationalisme. Pour ce, nous devrons nous préparer à faire face à toutes les éventualités, dont celle d'avoir à travailler dans l'illégalité, en nous rappelant d'abord une chose: c'est dans la mesure où nous saurons mener le plus largement notre action dans les masses et où nous saurons regrouper le plus de forces progressistes possible que nous pourrons opposer à l'Etat bourgeois notre action.

Le nationalisme, force dominante dans le mouvement ouvrier

Notre Organisation a beaucoup insisté, et avec raison, pour souligner que le nationalisme sous toutes ses formes, particulièrement depuis l'élection du PQ, constitue le principal frein au développement d'une riposte unifiée à la montée de la répression. Là encore, la dernière période nous a donné abondamment d'exemples pour illustrer ce fait. Les débats sur la question nationale dans le mouvement syndical ont particulièrement illustré les contradictions qui se développent dans le mouvement ouvrier. Les nationalistes ne sont pas tous, ouvertement du moins, des pro-PQ, loin de là, et il faut savoir bien distinguer les différents courants pour mieux situer notre action. D'autre part, il faut bien voir aussi que le nationalisme les caractérise tous, et que ceci les mène inévitablement à affaiblir la lutte du prolétariat et à la collaboration.

Le PQ dispose encore de solides appuis dans le mouvement syndical. Cette situation, à l'approche du référendum, a pour effet d'y aggraver les divisions. L'appui "critique" au PQ règne toujours à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Les Métallos ont pris ouvertement partie pour la souveraineté-association et ils ont été probablement les moins embarrassés de tous les syndicats à prendre une position claire! Gérin-Lajoie ne s'est pas gêné pour reprendre les arguments de Parizeau concernant les revendications

---

(*) Lemelin: rédacteur en chef du quotidien La Presse. Ryan: chef du Parti libéral du Québec.

du secteur public: "C'est correct de pratiquer la comparabilité et on est toujours pas pour payer une minorité de privilégiés avec les taxes des autres travailleurs". Le dernier congrès de la FTQ ne s'est pas prononcé formellement sur la souveraineté-association, mais toutes les conditions sont réunies pour que cette centrale appuie ouvertement cette thèse lors du référendum. Dans ces conditions, la direction de la FTQ a constitué un véritable boulet au pied du Front commun. Le mouvement ouvrier québécois pourra se vanter d'avoir ses Dennis McDermott "bien de chez nous" qui ont dénoncé la CSN pour avoir défié la loi spéciale interdisant la grève, ce pourquoi ils ont été chaleureusement félicités par René Lévesque...

A la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), les péquistes ont joué la carte de "les syndicats n'ont pas à se mêler de politique" pour empêcher la direction de la CEQ de faire passer une position genre "indépendance et socialisme" qui ne ménageait pas par ailleurs la critique au projet du PQ. Il faut voir là finalement la poursuite de la lutte qui se mène à la CEQ sur l'orientation de la centrale depuis la campagne contre Charbonneau, l'ex-président aujourd'hui très actif au sein du RMS (1). L'élection de l'actuel président Gaulin n'a pas suffi à renverser l'orientation qu'avait prise la CEQ depuis quelques années. Il existe encore à la CEQ une forte proportion de militants qui, tout en étant encore souvent marqués par le nationalisme, cherchent à lier la lutte des enseignants à la lutte de la classe ouvrière et à se situer sur ce terrain. Le refus d'aller au dernier sommet économique "tripartite" au Québec par exemple en témoigne. Ceci est le reflet finalement des contradictions de classe que vivent les enseignants. Compte tenu de leurs conditions et de leurs aspirations, les enseignants constituent une des couches sociales qui a un intérêt particulier à appuyer le projet du PQ. D'autre part, la crise du capitalisme et les attaques de l'Etat aux conditions de l'ensemble des travailleurs du secteur public atteignent durement aussi les enseignants qui voient ainsi leurs intérêts se rapprocher de plus en plus de la classe ouvrière. Ces contradictions se sont manifestées particulièrement dans la lutte du secteur public où on a vu très souvent les positions des enseignants se polariser face à la nécessité de s'unir avec les autres travailleurs et de défier les attaques de l'Etat.

A la Confédération des syndicats nationaux (CSN), les haut-parleurs du nationalisme le plus étroit, les André L'Heureux, Francine Lalonde, Michel Bourdon, auraient bien voulu eux que la CSN prenne position pour l'indépendance... Comparé à l'action des péquistes à la CEQ, on voit probablement là l'effet des contradictions qui traversent le PQ actuellement, entre ceux qui voudraient que le parti s'appuie plus ouvertement sur les syndicats pour faire sa campagne référendaire et la direction qui au contraire tient à s'en dissocier le plus possible.

La CSN n'a pas suivi jusqu'au bout leurs désirs. D'une part parce que le courant de rejet du PQ est très fort dans cette centrale et qu'on a rejeté ainsi un appui trop évident au PQ. D'autre part, il faut voir qu'il existe aussi à la CSN un courant qui aimerait bien que la CSN cesse de parler de "socialisme" et de se mêler de politique. Ils sont silencieux dans les congrès, mais ils ne se gênent pas pour faire connaître leur point de vue dans les corridors... On retrouve ce courant en particulier dans les fédérations de la métallurgie, du textile, etc., d'où est issue il y a quelques années la Centrale des syndicats démocratiques (CSD).

Mais ce qui caractérise surtout la CSN, finalement, c'est la consolidation d'une tendance qui s'apparente de plus en plus au révisionnisme moderne ou à l'eurocommunisme. Face à la dénonciation de plus en plus grande du PQ dans le mouvement ouvrier, ces réformistes cherchent à donner une nouvelle parure de gauche au nationalisme, sous le couvert du mot d'ordre "indépendance et socialisme" et pour le parti des travailleurs. Il y a des nuances, certes, entre les diverses tendances ou orientations qui composent ce courant, et le caractère souvent vague et flou des propositions de la CSN sur le socialisme, la voie pour y parvenir, etc., en témoigne. Par exemple, des dirigeants du Conseil central de Montréal défendent ouvertement la thèse "indépendance et socialisme" dans son caractère le plus radical, c'est-à-dire allant jusqu'à prôner que la lutte principale au Québec, c'est la lutte pour le socialisme, et que l'indépendance se fera dans ce cadre... Ils se feront ainsi de fermes dénonciateurs du PQ comme parti bourgeois. La position des dirigeants de la CSN est plus nuancée et va moins loin: c'est la démarche "d'appropriation et de démocratisation" des pouvoirs par le peuple québécois qui est la grande trouvaille du dernier congrès spécial sur la question nationale.

Ceci mène directement, qu'on le veuille ou non, à une position de division de la classe ouvrière canadienne et de collaboration avec l'Etat au Québec. La classe ouvrière du Canada anglais est une classe ouvrière d'un pays "étranger". La collaboration avec l'Etat québé-



Ryan-Lévesque: l'as des chauvins contre le chef des nationalistes, unis comme deux frères pour casser la "grève appréhendée" des travailleurs de la fonction publique.

cois se manifeste régulièrement dans les luttes du mouvement ouvrier et l'affaiblit constamment: participation aux sommets économiques, participation à des organismes de l'Etat bourgeois comme l'Institut de productivité, étouffement des luttes comme celle de Cadbury, Commonwealth Plywood, les postiers, etc.

Les ravages du nationalisme n'auront jamais été aussi évidents que dans la dernière lutte du secteur public. Dans plusieurs groupes, les enseignants en particulier, c'est clairement au nom de la "solidarité nationale" et de la nécessité de ne pas affaiblir le gouvernement à la veille du référendum qu'on a refusé de mener la lutte et accepté le statu quo et même le recul sur certaines conditions.

C'est le même nationalisme qui mène à l'appui de commissions d'enquête comme la Commission Keable, qui sous prétexte de dévoiler les gestes illégaux de la GRC, va mener au renforcement de l'appareil policier québécois et ouvre la porte au salissage des communistes et des progressistes.

Comme nous le soulignions plus haut, le courant "indépendance et socialisme" charrie beaucoup de tendances, et il faut apprendre à bien les identifier pour mieux s'en démarquer. Mais on doit surtout faire ressortir que sur l'essentiel, ils se rejoignent et mènent tous au même cul-de-sac. Et, dans ce sens, il vaut la peine de souligner aussi le rôle que le Parti communiste ouvrier (PCO) joue dans ce contexte. Comme on le sait, le PCO a aussi appuyé la proposition de la CSN sur "l'appropriation" et la "démocratisation" des pouvoirs... En posant ce geste, le PCO a clairement indiqué dans quel camp il se range: dans le camp du nationalisme et du réformisme. Le PCO exerce une certaine influence au Québec. Cette influence, il la doit d'abord à sa politique opportuniste qui consiste à limiter son travail essentiellement au développement des luttes syndicales combatives et à adopter les mêmes positions sans jamais se démarquer, que les réformistes de gauche comme Norbert Rodrigue, président de la CSN, ou Marcel Perreault, président du Syndicat des postiers à Montréal, connu pour son nationalisme et son anticommunisme virulent.

La démarcation de la ligne révisionniste du PCO revêt une importance particulière dans la mesure où elle se présente sous des dehors marxistes-léninistes et peut ainsi confondre des travailleurs réellement désireux de s'engager dans la lutte pour le socialisme. Ceci dit, notre attitude à l'égard du PCO est la même que celle que nous adoptons face à toutes les organisations réformistes actives dans le mouvement ouvrier, il faut travailler à se démarquer encore plus largement au niveau de leur programme et être à l'offensive sur ce terrain. Dans le cadre des luttes immédiates, nous devons appuyer les revendications et les actions qui sont justes, quels que soient ceux qui les proposent, tout en n'hésitant pas à nous démarquer au cours même de cet appui des orientations qui mènent à l'échec. C'est ainsi que, progressivement, sur la base de la pratique, les travailleurs feront leur propre expérience et se détacheront progressivement des révisionnistes et des réformistes.

Le courant de lutte et d'unité de la classe ouvrière et des masses populaires se développe

Quand on analyse le développement des tendances réformistes dans le mouvement ouvrier, il ne faut pas oublier une chose: si les réformistes "de gauche" de toutes les couleurs et de toutes les teintes cherchent à se développer dans le mouvement ouvrier, c'est parce que le courant de lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme, s'élargit lui aussi. Malgré toute la campagne de la bourgeoisie et la division maintenue dans leurs rangs par les boss syndicaux, les travailleurs du secteur public ont fait preuve de beaucoup de combativité. Les travailleurs d'hôpitaux en particulier ont voté mandat de grève par dessus mandat de grève et ils étaient 50,000 à défier la loi spéciale, le matraquage de la police et à rejeter les discours pathétiques à la nation de René Lévesque. Face à l'entente conclue, finalement c'est à contrecoeur que la majorité l'a acceptée alors que plusieurs l'ont carrément rejetée. Chez les enseignants, un fort courant en faveur de la lutte et de l'unité s'est manifesté aussi. Enfin, partout chez les infirmières, les fonctionnaires, les employés de la Société des alcools, les mêmes courants se sont manifestés. Si les travailleurs du secteur public ont mené leur lutte de façon divisée, ce n'est pas parce que les travailleurs n'aspiraient pas à l'unité! Partout où les militants d'EN LUTTE! ont pu faire valoir nos mots d'ordre d'unité et de riposte active face aux attaques de l'Etat, ils ont reçu un accueil chaleureux et ces mots d'ordre se sont concrétisés de plusieurs façons dans des syndicats locaux et dans plusieurs régions, là où les boss syndicaux n'ont pas utilisé toutes les manoeuvres pour saboter ce mouvement.

Nous avons souligné que le nationalisme a constitué aussi un facteur très important dans l'affaiblissement de la lutte du secteur public. Mais on doit souligner aussi que cette lutte a permis à plusieurs travailleurs de voir plus clairement dans les projets du PQ et a ébranlé leur appui au projet de souveraineté-association. Par exemple, dans certaines régions le PQ a perdu les forces qui constituaient le coeur de ses comités référendaires.

Il est à souligner aussi qu'en mai 79 les dirigeants syndicaux ont été forcés de célébrer le 1er Mai sous le signe de l'unité, et ceci a donné lieu à des mobilisations massives et unitaires comme on n'en avait pas encore vu dans plusieurs sous-régions du Québec, comme à Québec, au Saguenay, à Valleyfield-Beauharnois, à Sept-Iles...

On a souvent fait état du développement de l'anticommunisme dans le mouvement ouvrier, ce qui est un fait réel. Mais, ce qui est peut-être encore plus important de montrer, c'est que toutes ces tentatives n'ont pas été couronnées de succès, loin de là. Par exemple, la croisade de L'Heureux et Demers au Conseil central de Montréal en avril dernier s'est finalement soldée par un échec et elle a même signifié un recul pour les éléments les plus ouvertement collaborateurs. Au dernier Congrès de la FTQ et dans les unions internationales où les communistes d'EN LUTTE! sont actifs (TUA, Cheminots, par exemple), les boss syndicaux n'ont pas réussi à nous faire taire, au contraire nous sommes parmi les plus actifs dans l'opposition à la collaboration de classes et à l'anticommunisme. Nos militants ont ainsi réussi à se gagner le respect de plusieurs couches d'ouvriers combatifs et à imposer leur présence politique.

Ceci révèle aussi le développement au sein du prolétariat industriel d'un courant qui refuse de plus en plus la collaboration de classes face à la détérioration de leurs conditions de vie et de travail. Comme dans le secteur public, les travailleurs font face à une offensive des patrons pour faire reculer plusieurs de leurs droits acquis de haute lutte. Les revendications pour le rattrapage salarial et le maintien des formules d'indexation prennent donc une importance toute particulière. Ça été la situation chez les cheminots par exemple, où le mouvement de refus du contrat pourri signé par les boss syndicaux a été très fort à Montréal.

Un autre terrain de lutte important dans ce secteur, c'est la question de la santé-sécurité. Ceci figure souvent au premier plan des revendications des travailleurs et cette question a été un moment de polarisation importante dans le mouvement ouvrier cette année

avec la lutte contre le projet de loi du PQ sur la santé-sécurité. Ceci n'est pas sans lien, évidemment, avec l'aggravation continue des conditions de vie et de travail des ouvriers entraînée par les hausses de cadences, l'accroissement de la productivité.

La lutte contre la collaboration de classes et l'antidémocratisme dans les syndicats soulèvent évidemment la question de la canadianisation et de la démocratisation des syndicats. Pour plusieurs groupes de travailleurs, cette lutte a pris la forme d'un mouvement de désaffiliation. Les Métallos et l'Union des employés de service, local 298, au Québec, ont perdu ainsi plusieurs locaux au profit de la CSN qui est très active, elle, dans le maraudage. Pour masquer le fait que ces désaffiliations sont d'abord et avant tout dues à la révolte des ouvriers face à leur syndicat pourri, les Métallos se sont lancés dans une campagne hystérique contre la CSN, digne de la chasse aux sorcières des années 50.

Enfin, on se doit de souligner le développement important du mouvement populaire dans la dernière période. Ainsi, la célébration du 8 Mars 79 a connu une mobilisation importante à travers le Québec et a révélé qu'un fort courant d'unité avec la classe ouvrière existait dans le mouvement des femmes, plus particulièrement dans les comités de condition féminine dans les syndicats, même si sa direction est encore marquée par le réformisme et le féminisme dans une certaine mesure. Les principales revendications mises de l'avant par les comités concernent aussi les ouvrières, les travailleuses immigrées, et ils ont joué un rôle positif pour forcer le mouvement syndical à défendre ses revendications. Les groupes féministes les plus consolidés par ailleurs, se sont concentrés surtout dans la lutte pour l'avortement libre et gratuit, contre le viol et les violences faites aux femmes, ce qui a donné lieu à une manifestation le 31 mars dernier et à plusieurs colloques et assemblées. Enfin, il y a eu le Regroupement des garderies qui s'est constitué et développé au cours de la dernière période et qui a entrepris la lutte contre les projets du PQ dans ce domaine.

Le mouvement des chômeurs s'est développé aussi dans la dernière période, particulièrement autour de la lutte pour le retrait de la loi C-14 qui a donné lieu à des manifestations à l'échelle de la province. Dans plusieurs régions, des comités ou des embryons de comités d'action contre le chômage ont été mis sur pied, et récemment, un Regroupement des comités des chômeurs du Québec a été mis sur pied.

Par ailleurs, d'autres organisations populaires qui dans le passé mobilisaient de façon importante ont rencontré des difficultés sérieuses plus récemment. Elles ne sont pas sans lien avec un courant anticommuniste qui cherche à se renforcer dans ce mouvement en faisant reporter toutes les difficultés de mobilisation sur le dos des communistes et justifie ainsi le repliement, l'isolement et le retour au style de "l'animation sociale". Ce courant est impulsé par des revues comme Le Temps Fou et des organisations comme le Mouvement des travailleurs chrétiens et cie... Ils ont eu un certain succès dans les Associations des caisses d'économie familiale (ACEF) et les Associations de défense des droits sociaux (ADDS), entre autres.

En ce qui concerne le mouvement étudiant, on ne peut que constater amèrement qu'après une période de luttes intenses, l'automne 1978, l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) est retombée dans ses contradictions qui l'ont longtemps paralysée. Faute d'opposants, dans une certaine mesure, le PCO a réussi à exercer une influence importante sur la direction de cette organisation, alors que plusieurs associations locales se sont dissociées de l'ANEQ. Le résultat est qu'aujourd'hui encore l'ANEQ n'exerce pas une réelle direction sur le mouvement étudiant capable de le mobiliser contre les coupures de l'Etat et en unité avec l'ensemble de la classe ouvrière. L'organisation qui connaît aujourd'hui un développement réel dans le mouvement étudiant est bien plutôt le Mouvement étudiant pour le "oui", communément appelé MEOUI. Disposant d'appuis financiers importants de la part des mouvements nationalistes et du PQ, le MEOUI cherche à s'implanter dans tous les cégeps et universités pour organiser la campagne en faveur du oui au référendum chez les étudiants.

Ce dernier fait rappelle l'influence encore importante du nationalisme dans les forces populaires au Québec. Face à ceci, il importe donc de souligner particulièrement les progrès réalisés aussi sur le plan de l'unité des travailleurs de toutes les nationalités dans le cadre même de leurs luttes immédiates. Le mouvement de soutien aux mineurs de l'INCO a connu ainsi un écho important au Québec. Les travailleuses du Bell ont constamment cherché à renforcer l'unité avec leurs soeurs de l'Ontario dans la lutte pour se doter d'un véritable syndicat plutôt que de prêter l'oreille aux nationalistes leur conseillant de se concentrer à former leur propre syndicat au Québec. Les travailleurs de Nacan, des locaux de l'ADDS, les comités de chômeurs ont développé des échanges réguliers avec des organisations au Canada anglais.

Le mouvement syndical au Québec a commencé aussi à se préoccuper des luttes des Amérindiens et à adopter des résolutions d'appui à leurs revendications. La FTQ a organisé au printemps dernier un colloque sur la situation des travailleurs immigrés qui a connu un succès important.

Comme on l'a souligné précédemment, le PQ a perdu plusieurs plumes dans l'estime d'un très grand nombre de travailleurs. Ceci les rend hésitants à appuyer la souveraineté-association, même si souvent leur sympathie les amène encore à soutenir l'indépendance du Québec. Cette situation peut expliquer en partie pourquoi plusieurs organisations ouvrières et populaires hésitent encore à se prononcer sur la question nationale québécoise.

De plus, la campagne de signature de la Déclaration pour "l'égalité absolue des langues et des nations" au Québec indique que de plus en plus de militants ouvriers, étudiants et actifs dans le mouvement populaire sont conscients que ni la souveraineté-association, ni l'indépendance ne constituent une solution. L'unité avec la classe ouvrière du Canada leur apparaît comme une nécessité et ceci force de plus en plus les nationalistes à se démasquer sur ce terrain et à appuyer parfois du bout des lèvres, et pour mieux tromper, l'unité avec les travailleurs du Canada anglais. C'est en nous appuyant sur ces forces, et en comptant sur un appui encore plus actif des travailleurs du Canada anglais, que nous pourrons battre en brèche de façon encore plus décisive le nationalisme au Québec à l'occasion du référendum.

---

1. RMS: Regroupement des militants syndicaux, organisation mise sur pied par les trotskystes du Groupe socialiste des travailleurs.

Le centralisme démocratique

Principe fondamental d'organisation du parti prolétarien

On entend souvent la bourgeoisie, par l'intermédiaire de sa presse ou de ses agents dans le mouvement ouvrier, présenter les organisations communistes comme de petits groupes de conspirateurs dont les membres agissent comme des robots aux ordres d'une petite clique de dirigeants, le plus souvent présentés comme des dictateurs en puissance. On ne répètera jamais assez comment cette vision est une déformation grossière de la réalité qui ne vise en fait qu'à cacher le mépris et l'antidémocratisme qui caractérisent l'action même des boss syndicaux et des traîtres dans les organisations du prolétariat.

Les principes et les règles qui régissent la façon dont les communistes s'organisent n'ont rien d'un mystère. Bien au contraire, les véritables communistes se font un devoir de faire connaître largement non seulement leur programme politique, mais aussi les principes fondamentaux qui guident tout leur travail d'organisation. C'est ainsi qu'EN LUTTE! a porté une attention particulière depuis son IIe Congrès en 1977 à faire connaître et à diffuser ses statuts. Depuis quelques mois aussi, les status adoptés au IIIe Congrès de notre Organisation ont été publiés et pour une des premières fois ont suscité des débats francs et ouverts lors de conférences, de causeries, etc., à travers tout le pays. L'article qui suit vise précisément à permettre à ce débat de se poursuivre et de s'intensifier en expliquant le principe fondamental sur la base duquel les communistes fondent tout leur travail d'organisation: *le centralisme démocratique*.

Dans ses prochains numéros, la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE accordera une attention plus soutenue que par le passé à ces questions car l'expérience du mouvement communiste international et canadien nous montre que toutes les questions d'organisation, qu'il s'agisse des principes qui guident le travail des communistes, de la vie démocratique du parti, de son intervention dans les masses, sont un terrain où se mène une lutte vive contre le révisionnisme. C'est ainsi qu'on n'a pas à s'étonner qu'une organisation comme la Ligue communiste du Canada (maintenant PCO) dont la marque de commerce a été l'antidémocratisme dans les organisations syndicales et populaires et le mépris des masses ait maintenu depuis 3 ans le silence le plus total sur ses principes et ses règles d'organisation, sur ses statuts (*).

Pour que ce débat se poursuive et qu'il se mène encore plus largement, nous invitons nos lecteurs à formuler leurs questions et leurs positions sur les questions abordées dans l'article qui suit.

(*) Ce n'est que tout récemment, après la fondation de son parti, que le PCO nous a fait connaître ses statuts. Nous entendons dans les prochains numéros de la revue en faire une critique plus approfondie afin que chacun connaisse et comprenne les principes d'organisation de ce parti qui se prétend celui des ouvriers canadiens.

En 1919, à Winnipeg, s'est déroulée l'une des plus importantes grèves ouvrières du Canada. Ce fut une grève générale de 45 jours, au cours de laquelle les ouvriers non seulement arrêtèrent le travail, mais aussi prirent le contrôle de la ville. Le 17 juin 1919, le journal **The Gazette** de Montréal s'étonnait du fait que 48 heures après le début de la grève, 35,000 grévistes appliquaient fermement les décisions du Comité de grève. "Leurs ordres, commente le journal, furent suivis dans des proportions pour le moins étonnantes" ([1]). La bourgeoisie s'étonnait ainsi de l'esprit de discipline et d'organisation des ouvriers.

Le journaliste de l'époque ne se doutait sans doute pas qu'il venait de saisir sur le vif l'une des qualités les plus importantes du prolétariat: sa capacité d'organisation, son sens de la discipline, sa faculté d'unir la démocratie à une direction centralisée. Ce sont ces qualités qui, avec le haut niveau de conscience de classe auquel il atteint quand il s'empare de son idéologie propre, le marxisme-léninisme, font du prolétariat la classe la plus révolutionnaire de notre époque.

Ce sont ces qualités que le Parti prolétarien doit incarner à leur plus haut niveau dans tous les domaines. Synthétisées et généralisées par lui, ces qualités de la classe ouvrière sont à la base du principe d'organisation fondamental du Parti marxiste-léniniste: **le centralisme démocratique**.

L'application rigoureuse de ce principe d'organisation assure l'unité de pensée et d'action du parti et une discipline unique pour tous ses membres. Il assure aussi la démocratie la plus large et la discussion libre sur toutes les questions importantes de ligne politique et idéologique. Par exemple, sous le centralisme démocratique, les dirigeants à tous les échelons sont élus démocratiquement de bas en haut, et ils sont révocables en tout temps par ceux qui les ont élus. Les organes dirigeants doivent rendre des comptes périodiquement sur leurs activités à ceux qui les ont élus, ce qui assure le contrôle des dirigeants par les membres du parti. Par ailleurs, sous le centralisme démocratique, tous les membres doivent se soumettre à une discipline unique: l'individu se soumet à l'organisation, la minorité à la majorité, l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, l'ensemble du Parti au Comité central et le Comité central, au Congrès, qui est l'instance suprême de direction du Parti. Ces quelques exemples illustrent comment le Parti prolétarien est à la fois une organisation centralisée et démocratique.

Pour faire la révolution, il faut une organisation solide

Avant d'examiner ce qu'est le centralisme démocratique au point de vue des règles et des méthodes de direction, il est important de se faire une idée juste de l'importance des questions d'organisation pour un parti comme celui du prolétariat. Il est important aussi de comprendre dans quelle perspective il aborde les questions d'organisation et comment ces dernières sont subordonnées à ses objectifs politiques.

L'organisation garantit l'idéologie, elle assure le lien entre la théorie et la pratique révolutionnaires

Le succès de la lutte révolutionnaire dépend de deux choses indissociables: la justesse de la ligne politique et idéologique qui guide le Parti prolétarien et la solidité de son organisation.

De ces deux choses, c'est la ligne politique et idéologique qui est fondamentale. C'est elle qui détermine tous les autres aspects de la vie du parti, y compris l'organisation. C'est elle qui permet au Parti prolétarien de voir clair dans les situations nombreuses et complexes dans lesquelles la révolution fraie son chemin. C'est la ligne politique, exprimée principalement dans le **programme communiste**, qui fixe le but stratégique de la lutte de classe du prolétariat, qui identifie les amis et les ennemis de la révolution, qui définit les principes de la tactique, etc. Sans une telle ligne politique, le Parti prolétarien serait un navire sans boussole.

Mais pour que cette ligne politique joue son rôle, pour que la boussole serve à quelque chose, il faut un solide navire qui puisse affronter les tempêtes de la lutte de classes sans se briser au moindre écueil. Si on a une ligne politique juste, la conditon principale pour le triomphe de la révolution est l'organisation qui permet d'appliquer cette ligne. Imaginez un groupe de personnes qui veulent franchir une mer tumultueuse. Ils se mettent à étudier le climat et les courants marins; ils se procurent une boussole, des cartes maritimes, et toutes sortes d'instruments pour étudier le ciel et se guider par les astres. Mais ils n'accordent à la solidité de leur embarcation qu'une attention superficielle. Ils s'imaginent sans doute que leur bonne connaissance des conditions de la traversée leur suffit. Leur erreur sera fatale, car à la moindre tempête leur navire craquera; il se brisera au moindre écueil, car ces voyageurs n'auront pas accordé à leur bateau l'attention qu'il faut. Il en va de même pour les questions d'organisation. Ce sont des questions vitales, car sans une organisation solide, la ligne politique ne servirait pas à grand-chose.

Dire que la ligne politique et idéologique est déterminante en tout ne veut donc pas dire qu'elle peut se passer de l'organisation. Cela veut dire que c'est elle qui détermine aussi l'organisation. Ainsi, seul un parti dont la ligne politique est juste, vraiment marxiste-léniniste et non opportuniste, peut appliquer des méthodes d'organisation véritablement prolétariennes. L'organisation est donc indissociable de la ligne politique de deux façons: 1) elle sera juste si elle est au service d'une ligne politique juste, et 2) sans l'organisation, la ligne politique ne servirait à rien. Il faut même aller plus loin et dire que sans une organisation vraiment prolétarienne, la ligne politique elle-même en viendrait à dégénérer inévitablement. Car sans une telle organisation, la ligne politique ne pourrait pas être vérifiée dans la pratique au sein des

masses. Elle ne pourrait pas non plus être développée et enrichie par la pratique. Elle finirait par se déformer et ne correspondrait plus aux conditions concrètes de la lutte de classes. C'est ainsi qu'on peut dire que **l'organisation garantie l'idéologie**, qu'elle assure le lien entre la théorie et la pratique révolutionnaires.

L'organisation du Parti prolétarien est indissociable de son rôle historique

Les principes et méthodes d'organisation du Parti prolétarien ne sont pas un but en eux-mêmes; ils sont un moyen pour atteindre un but. On ne peut donc bien comprendre le mode d'organisation du Parti prolétarien que si l'on comprend son rôle dans la lutte des classes et son objectif.

Le programme du Parti prolétarien, c'est le renversement du pouvoir bourgeois et l'édification d'une société socialiste. C'est l'instauration de la dictature du prolétariat comme étape transitoire vers l'abolition des classes, vers la société communiste. Le rôle du Parti est de diriger la classe ouvrière et toutes les masses travailleuses vers ce but. Le Parti prolétarien est donc une organisation révolutionnaire. Son existence même constitue pour la classe dominante, la bourgeoisie, une menace de tous les jours. Et cette dernière fait tout ce qu'elle peut pour saboter son action et le détruire.

Les conditions dans lesquelles agit le Parti prolétarien, la nature de sa tâche et son but lui commandent donc un mode d'organisation particulier. Pour arracher les masses à l'influence de la bourgeoisie et les diriger à l'assaut du pouvoir d'Etat, pour détruire la machine d'Etat de la bourgeoisie et bâtir l'Etat prolétarien, cette organisation doit être forte, unie et très disciplinée. Elle doit être capable d'agir dans les conditions les plus difficiles et les plus complexes. Il arrive fréquemment qu'elle doive agir dans l'illégalité et la clandestinité. Pour toutes ces raisons, le Parti prolétarien doit être la personnification de la discipline et de l'esprit d'organisation.

Cette discipline et cet esprit d'organisation expriment les meilleures qualités de la classe dont le Parti prolétarien est le représentant politique: la conscience de classe, la solidarité, l'unité dans l'action et le sens démocratique.

Ces qualités elles-mêmes sont le produit des conditions d'existence des ouvriers sous le capitalisme. Dépourvu de moyens de production, étant obligé pour survivre de vendre sa force de travail contre un salaire, le prolétariat n'a de contrôle ni sur les moyens de travail, ni sur son travail, ni sur le produit de son travail. Il est la seule classe de la société actuelle qui n'ait rien à perdre et tout à gagner dans la révolution socialiste.

C'est cette réalité concrète du système capitaliste qui fait du prolétariat une classe organisée et disciplinée, capable d'une action collective unifiée. Le capitalisme a réuni les travailleurs dans de grandes unités de production. Il a, par nécessité, favorisé la concentration des ouvriers. C'est sur cette base que les ouvriers ont développé leur cohésion, leur unité et leur esprit d'organisation. L'ouvrier sait que seul devant le capital il n'est rien, que seul devant la bourgeoisie, sa police, ses tribunaux et son armée, il ne peut rien. Sa force, c'est dans la collectivité ouvrière qu'il la puise. Cette collectivité est unie sur la base d'intérêts de classe identiques. **Contrairement à la bourgeoisie, pour qui la concurrence est une condition d'existence, le prolétariat partage les mêmes intérêts fondamentaux dans tous les pays, dans toutes les nations, dans toutes les régions d'un pays, et quel que soit le secteur économique où il se trouve.**

La réalité du système capitaliste a ainsi rompu la classe ouvrière à la discipline et à l'action collective. Cette réalité est le terrain concret où se sont développées les deux caractéristiques fondamentales de l'organisation de type prolétarien: la démocratie et le centralisme, c'est-à-dire la capacité d'unir dans ses rangs les méthodes démocratiques et la centralisation indispensable à l'unité de pensée et d'action.

Le centralisme et la démocratie sont inséparables

L'expérience de la lutte révolutionnaire dans le monde nous enseigne que le centralisme sans la démocratie conduit au bureaucratisme et à la coupure avec les masses. De la même façon, la démocratie sans le centralisme conduit à l'anarchie et à la domination de cliques qui trahissent les intérêts collectifs et imposent leur direction par des méthodes cachées qui échappent au contrôle des masses. Voyons comment ces deux aspects d'une même réalité se concrétisent dans l'organisation du Parti prolétarien.

Pour mener la révolution à la victoire, il faut une stricte centralisation

Tout ouvrier qui a participé à une grève sait fort bien que sans unité de direction et d'action, il est impossible de vaincre. Il sait aussi que cette unité est impossible sans la plus stricte centralisation dans la direction de la lutte. Cette centralisation assure la mise en pratique de la volonté collective des ouvriers qui ont décidé d'aller en grève et qui en ont fixé les objectifs. L'expérience pratique de la lutte contre les capitalistes montre chaque jour que la centralisation est absolument nécessaire et qu'elle doit être basée sur la démocratie (*).

Imaginons maintenant que la tâche ne soit pas de diriger un

(*) Elle est basée sur la démocratie dans la mesure, bien entendu, où la démocratie est respectée dans la prise de décision qui conduit à la grève. Il faut reconnaître que, de nos jours, les boss syndicaux tripotent et manipulent les assemblées syndicales de la façon la plus antidémocratique qui soit. Notre exemple ici ne veut aucunement faire passer ces manoeuvres pour un exemple de "centralisation basée sur la démocratie". Le fait qu'il existe au sein du mouvement ouvrier un fort courant de contestation de la manipulation et de la bureaucratisation dans les syndicats, montre d'ailleurs qu'il ne s'agit pas là d'une méthode prolétarienne, mais de l'effet organisationnel de la domination de l'idéologie bourgeoise dans un grand nombre des organisations de défense de la classe ouvrière canadienne.

groupe d'ouvriers dans une lutte particulière, mais de diriger des millions de travailleurs dans cette guerre de longue haleine qu'est la lutte de classes. Or, telle est la tâche du Parti prolétarien. Fondamentalement, les principes de base de cette organisation ne sont pas différents de ceux que l'on vient de voir dans le cas d'une grève. Ils prennent cependant un caractère beaucoup plus systématique et plus rigoureux du fait qu'ils sont appliqués dans l'organisation dont la tâche est de diriger l'ensemble des travailleurs du pays dans la lutte contre l'ensemble de la bourgeoisie de ce pays et de ses alliés internationaux. Sans oublier non plus le fait que les conditions de lutte du Parti prolétarien, le harcèlement constant auquel le soumet la bourgeoisie lui imposent une discipline et un esprit d'organisation à toute épreuve. C'est pourquoi dans ses rangs le centralisme basé sur la démocratie doit être élevé au niveau d'une science et d'un mode de pensée qui imprègne la pratique de tous ses militants.

En pratique, le centralisme signifie que les décisions des organes dirigeants à tous les échelons (²) sont obligatoires pour tous les membres et toutes les organisations qui dépendent de ces instances. Ainsi, un membre n'est pas libre d'appliquer ou de ne pas appliquer une décision ou une directive selon son bon vouloir, ses doutes ou ses hésitations. Il est en tout temps tenu d'appliquer fermement et complètement les décisions des organes dirigeants, qu'il s'agisse du Comité central, de la direction régionale ou locale (la cellule). Mais le centralisme dont nous parlons n'est pas la négation de la démocratie, ni des divergences d'opinions. Le membre qui n'est pas d'accord avec une décision peut, tout en l'appliquant, maintenir son point de vue et s'adresser aux échelons supérieurs, auxquels il peut exposer ses critiques, ses idées et faire des suggestions. Le centralisme ne veut pas dire l'obligation de croire juste ce qui nous apparaît erroné; il assure l'unité de direction et d'action du parti dans son ensemble, et non l'obligation d'être d'accord sur tout en tout temps. Il doit être clair toutefois que des désaccords importants sur les questions de programme de même que la non-application de ses statuts peuvent conduire à une opposition à la ligne et à l'unité du Parti prolétarien, et de ce fait remettre en cause l'adhésion à ses rangs. L'adhésion au parti du prolétariat a d'ailleurs pour condition essentielle l'adhésion consciente et volontaire à son programme et à ses statuts qui ne peuvent être modifiés que par le Congrès.

Mais si les décisions des organes dirigeants sont obligatoires pour tous, alors serait-ce eux qui mènent la barque comme bon leur semble? Où est la démocratie là-dedans? Elle s'exprime dans le fait que l'autorité des organes dirigeants est basée sur le système électif. Ce système assure que les dirigeants sont élus démocratiquement de bas en haut, c'est-à-dire par la majorité des membres. De plus, les décisions des organes dirigeants ne peuvent aller à l'encontre des décisions et des orientations adoptées démocratiquement par les assemblées de membres ou de leurs délégués. C'est ainsi qu'on peut dire que les comités de direction incarnent la volonté collective de la majorité, et c'est pourquoi leurs décisions sont obligatoires pour tous. Le centralisme basé sur la démocratie assure donc **la primauté du tout sur la partie.** C'est sur ce principe qu'est établie la discipline unifiée du Parti prolétarien: l'individu se soumet à l'organisation, la minorité à la majorité, l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, l'ensemble des membres et des organisations du Parti au Comité central et le Comité central au Congrès.

Cette discipline n'est donc pas imposée aveuglément. Elle est librement consentie. Son application suppose un haut niveau de conscience prolétarienne et une conviction inébranlable dans la justesse de la cause pour laquelle on se bat. Sans cela, la discipline perdrait son sens et dégénérerait. Pour être prolétarienne, elle doit être appliquée en toute conscience. Elle ne doit pas être appliquée pour elle-même, comme s'il s'agissait d'une vertu morale uniquement, mais dans la perspective du but visé, comme une nécessité pratique pour arriver au socialisme, puis au communisme.

La direction centralisée du Parti prolétarien et sa discipline unique assurent donc l'application des décisions et des orientations adoptées par les membres du parti. Dans ce sens, le centralisme sert la démocratie. Il garantit que les décisions adoptées démocratiquement par la majorité soient respectées dans l'action. Prenons le cas d'une région du pays.

Supposons que les membres de cette région, réunis en assemblée régionale, ont adopté une orientation pour la prochaine année. Après l'assemblée, l'organe dirigeant de cette région a pour tâche d'appliquer les décisions de cette assemblée sur son territoire. Toutes les cellules de ce territoire sont tenues d'appliquer cette orientation, ainsi que les décisions que prendra l'organe dirigeant de la région pour mettre en pratique le plan d'action de l'assemblée régionale. Dans ce cas, l'assemblée régionale est **le tout** et la cellule **la partie.** L'unité d'action de l'organisation sur ce territoire est impossible sans cette centralisation de la direction et la primauté du tout sur la partie.

Mais si on prend maintenant le parti dans son ensemble, la région devient à son tour **la partie.** Entre les congrès, c'est le Comité central qui représente la volonté collective de tout le parti. C'est lui qui doit voir à ce que toutes les organisations du parti agissent conformément aux décisions du Congrès. De ce fait, le Comité central, tout comme le Congrès, a droit de regard sur les décisions des organes inférieurs. Il peut donc modifier ou annuler les décisions des organes inférieurs, s'il juge qu'elles ne sont pas conformes à la ligne politique du Parti, telle qu'adoptée par le Congrès. Le même principe s'applique dans les rapports entre les directions régionales et les directions locales.

On voit donc pourquoi il est interdit de former des petits groupes à part, ayant leur propre ligne et leur propre discipline à l'intérieur du Parti prolétarien. Ces petits groupes, que l'on nomme commu-

nément des **fractions**, saperaient l'unité de pensée et d'action du parti dans son ensemble, et ils transformeraient la démocratie, la loi de la majorité, en une farce. Le centralisme est basé sur la démocratie et il la sert. Le "fractionnisme" se moque de la démocratie parce qu'il fait prévaloir les décisions de la minorité sur celles de la majorité et ne peut conduire qu'à la dissolution du parti.

Ce qu'est la démocratie sous une direction centralisée

La démocratie prolétarienne, ce n'est donc pas l'anarchie et le fractionnisme, où tout le monde peut faire ce que bon lui semble. C'est une démocratie qui s'exerce sous une direction centralisée — laquelle, comme on vient de le voir, assure le respect des décisions de la majorité.

En pratique, la démocratie prolétarienne au sein du Parti marxiste-léniniste signifie que les organes dirigeants à tous les échelons (national, régional, local) sont élus démocratiquement, de bas en haut; elle signifie aussi que les décisions des comités de direction doivent respecter les décisions, orientations et résolutions adoptées par les assemblées de membres ou de leurs délégués. Ainsi, le Comité central est élu par le Congrès du parti, qui est l'organe suprême de direction, et il doit diriger le parti, entre les congrès, en appliquant le programme et les résolutions adoptés par le Congrès. Et tant qu'organe suprême de direction, le Congrès est souverain, c'est-à-dire qu'il peut prendre des décisions sur toutes les questions qui concernent le Parti, et qu'aucune instance de direction ne lui est supérieure, pas même le Comité central. C'est pourquoi le Congrès, sa fréquence, la qualité de son organisation et de sa préparation, sont de précieux indices de l'exercice de la démocratie au sein du parti.

Un parti marxiste-léniniste digne de ce nom accorde la plus grande importance à la préparation de ses congrès et à leur régularité. Avant de convoquer son instance suprême de direction, le Parti prolétarien s'assure que **tous les militants** (absolument tous) ont pu se prononcer sur **toutes** les questions à l'ordre du jour. Bien que seuls les délégués élus par les membres participent à ces assises, tous les militants doivent avoir droit de parole sur tous les documents soumis au Congrès. Ces derniers sont diffusés bien avant la tenue de l'assemblée, de manière à ce que le débat se mène sur toutes les questions. Des débats systématiques sont organisés dans toutes les organisations du Parti. Les positions sur les questions qui seront débattues par le Congrès doivent pouvoir circuler dans l'organisation, de manière à ce que les délégués puissent se faire un point de vue à la lumière des positions divergentes qui s'expriment. Ces délégués sont élus parmi les camarades qui, aux yeux de tout le parti, sont les plus fidèles représentants de la ligne prolétarienne dans ses rangs.

Une fois cette préparation achevée, le Congrès se réunit. Dès son ouverture officielle, il se donne ses propres comités de travail et de direction, pour assurer le déroulement des débats. Et dès ce moment, il est **souverain**. Chaque militant qui le compose est situé au même niveau que les autres. Le Comité central cesse d'exister; il ne sera reconstitué qu'au terme du Congrès. Aucun **mandat impératif** n'est toléré dans un Congrès: chaque militant doit se faire son propre point de vue et n'est lié par aucune décision antérieure, de quelque comité que ce soit.

Ce sont là des conditions indispensables pour garantir la vie démocratique du Parti. En dehors des congrès et des assemblées régionales et locales, ce sont les organes de direction élus qui en représentent la volonté collective, et dont les décisions sont obligatoires pour tous les membres et toutes les organisations sous leur responsabilité. Mais cela ne veut pas dire pour autant que les membres de ces comités de direction, y compris le Comité central, peuvent agir à leur guise entre les congrès. Tous les membres des instances de direction sont révocables en tout temps par ceux qui les ont élus. Ainsi, un dirigeant qui commet des fautes graves peut être démis de ses fonctions par ceux qui l'ont élu, sans attendre la fin de son mandat.

Pour que cette vie démocratique soit constante, il faut que la masse des membres puisse vérifier et contrôler l'activité des dirigeants. Les organes dirigeants à tous les échelons sont donc tenus de faire périodiquement des rapports sur leur travail devant les membres ou leurs délégués.

Etroitement liée à ce dernier aspect, est l'obligation pour les organes dirigeants de recueillir constamment les opinions des masses. Une organisation dont la tâche est de diriger des millions de travailleurs vers le socialisme et le communisme doit être étroitement liée aux masses. Elle doit connaître leurs besoins, leurs problèmes, leurs revendications, leurs critiques et leur état d'esprit, de manière à les centraliser et à améliorer sans cesse son orientation et son style de travail. Cela vaut autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Cette pratique assure des bases saines et objectives à la critique et l'autocritique, sans lesquelles on ne peut rectifier son travail et le rendre toujours plus conforme aux conditions de la lutte de classe. Un parti qui étoufferait la critique ou qui userait de représailles contre ceux qui font des critiques ne serait pas un parti prolétarien. Le parti dont nous parlons est le parti d'une classe. Il n'existe que pour servir les intérêts de cette classe, et non celles d'une clique. Un tel parti est inconcevable sans cette vie démocratique qui assure le débat, la critique et l'autocritique constantes, visant à le rendre toujours plus apte à servir les intérêts de la classe ouvrière.

* * *

Le centralisme démocratique comporte donc deux aspects contradictoires: le centralisme et la démocratie. Ces deux aspects sont unis et se complètent. Le centralisme est basé sur la démocratie et il la sert. De son côté, la démocratie n'est pas l'anarchie; elle s'exerce sous une direction centralisée, et elle fournit la base d'une juste centralisation de la direction et de l'action du Parti prolétarien.

Pour des méthodes de direction et un style de travail prolétariens

Ce serait une erreur de penser que le centralisme démocratique est une méthode sophistiquée, valable seulement pour les communistes. Le centralisme démocratique est la synthèse des plus hautes qualités de la classe ouvrière en matière d'organisation. C'est dans la lutte au jour le jour contre les classes exploiteuses que le prolétariat a patiemment forgé les instruments de sa libération. Au cours de son histoire, il s'est donné des instruments de défense: syndicats, coopératives, comités de soutien et d'entraide de toutes sortes. Dès les premiers balbutiements de sa conscience de classe, il a créé des organisations unifiées, et il a lutté contre la concurrence dans ses rangs. Puis il a créé des partis politiques de classe, conscient qu'il était devenu de la nécessité de la lutte politique — et finalement de la lutte politique révolutionnaire. Le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti communiste, marxiste-léniniste, est le produit historique de ce long combat. Il a été créé pour unir la classe ouvrière et ses alliés dans un seul combat contre la bourgeoisie.

Mais le prolétariat possède de nombreuses organisations de lutte et de défense. Et dans toutes ces organisations, les éléments conscients de la classe ouvrière et des masses travailleuses luttent pour préserver les intérêts du prolétariat. Ils luttent contre les collaborateurs, les réformistes et agents divers de la bourgeoisie qui tentent de neutraliser la lutte ouvrière en la maintenant dans l'horizon étroit des réformes du capitalisme.

Le centralisme démocratique et son illustration concrète que sont les Statuts d'EN LUTTE! offrent à tous les combattants sincères du prolétariat des principes d'organisation et des méthodes de direction adaptés aux intérêts de leur classe. Ils sont une arme qui permet de combattre le bureaucratisme qui, dans les syndicats, paralyse l'énergie politique et révolutionnaire des travailleurs. Ils sont une arme qui permet de démasquer et d'éliminer l'influence néfaste de ces gens qui, sous le grand mot de démocratie, camouflent leur propre volonté égoïste de domination. On les voit souvent à l'oeuvre dans les organisations populaires, ces grands opposants au "bureaucratisme". Par le jeux habile de leur "personnalité" et les rapports subjectifs qu'ils entretiennent avec les membres, ils parviennent à tout diriger par en dessous. Car il y a toujours une direction, qu'on le veuille ou non. La question est de savoir si cette direction est au service de la classe ouvrière, si elle exprime vraiment la volonté de la majorité, ou si au contraire elle est une direction cachée et manipulatrice.

La seule façon d'assurer que la majorité est respectée, c'est d'adopter un style de travail démocratique et une méthode de direction centralisée. C'est là, la seule méthode d'organisation qui exprime véritablement les intérêts de classe du prolétariat. Lutter pour en appliquer les principes fondamentaux dans nos organisations, c'est se donner un moyen efficace pour combattre les agents de la bourgeoisie dans nos rangs.

Bien entendu, le niveau d'application de ces principes dans une organisation de masse (un syndicat, un comptoir alimentaire, une clinique populaire, etc.) dépend du degré d'unité politique et idéologique des membres. Par définition, une organisation de masse regroupe les gens non pas d'abord selon leurs convictions politiques ou idéologiques, mais autour d'un intérêt commun et de revendications très précises. Et l'un des premiers critères de toute organisation de masse, sans lequel il n'y a pas d'organisation de masse, c'est d'être ouvert aux **masses**, justement, et non à quelques-uns. Aussi ne peut-on exiger, par exemple, que tous les membres d'une telle organisation adhèrent à un même programme politique.

Ceci dit, il reste que, dans son esprit comme dans sa méthode, le centralisme démocratique est un principe d'organisation voué à la défense des intérêts de classe du prolétariat. Il est indispensable à ceux qui veulent vraiment adopter des méthodes de direction et un style de travail prolétariens.

---

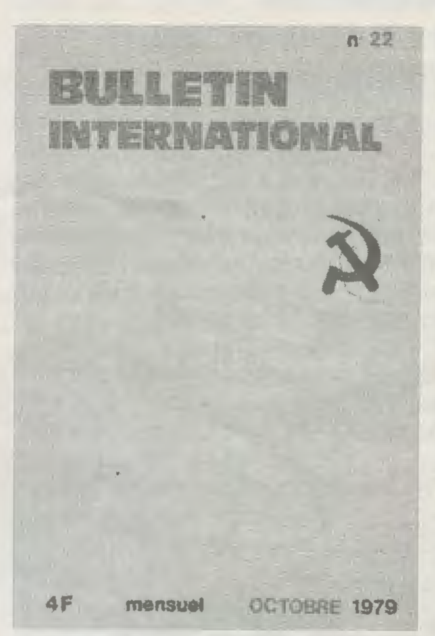
1. **Lipton, Charles,** *The Trade Union Movement of Canada, 1827-1959*, **NC Press, Toronto, 1973, p. 191 (notre traduction).**
2. **Pour un exemple plus détaillé de ceci, lire les** *Statuts de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!.*

Bibliographie

J. Staline, **Des principes du léninisme**, Editions en langues étrangères, Pékin, 1970

Le Parti du travail d'Albanie, à propos de l'édification et de la vie du Parti, Editions "8 NENTORI", Tirana, 1974, 335 p.

Qu'est-ce que le Bulletin international?



Le Bulletin international est publié à Paris à tous les mois sous la direction de Patrick Kessel (disponible en français seulement).

Adoptant une méthode chère au **Bulletin international** lui-même, nous reproduisons ici des extraits tirés de divers numéros du **Bulletin international**, destinés à faire connaître les objectifs poursuivis par cette publication.

"C'est pour ou contre ce que l'on appelle la 'théorie des trois mondes' que commence à se cristalliser plus ou moins ouvertement depuis près d'un an la lutte au sein du MCI(m.-l.) Cette 'théorie' est en effet présentée comme une stratégie à l'échelle mondiale qui devrait guider les marxistes-léninistes du monde entier. On ne peut donc pas rester indifférent devant ce débat, feindre de croire qu'il ne nous concerne pas. De cette stratégie en effet, si on l'adopte comme juste, va découler la tactique qui engage les marxistes-léninistes, tactique dont le prolétariat de tous les pays fera en fin de compte les frais.

"C'est dans cette perspective que ce **Bulletin** *se propose de publier des textes et des documents anciens et récents se référant à cette lutte — qui est une lutte de classes à l'échelle mondiale — pour permettre d'en mieux découvrir les origines, la portée réelle, pour mettre à disposition le plus grand nombre d'éléments pour éclairer la lutte menée contre le révisionnisme par les marxistes-léninistes, et particulièrement depuis les années cinquante, ceci dans le contexte historique."*
Editorial, du no 0 (sans date, vers sept.-oct. 1977), page 1.

"Dans cette période de confusion idéologique et de regroupements sans principe, le **Bulletin international** *se propose pour sa part de présenter un matériel de réflexion, d'analyse, de critique, sans prétendre se substituer à une organisation de classe, ou jouer le rôle d'organisateur. La diffusion des idées du marxisme-léninisme, comme dans les années soixante, n'en est pas moins une tâche en soi d'une importance vitale. La différence essentielle d'avec les années soixante c'est que nous devrions être mieux armés d'une part pour penser par nous-mêmes, et d'autre part pour tirer profit des erreurs que nous avons accumulées."*
Editorial du no 1 de Patrick Kessel, novembre 1977, page 3.

"La Lettre du CC du PTA du 29 juillet 1978, (...) soulève toute une série de problèmes qui tournent autour d'un axe, le Parti communiste chinois, ce qui sous-entend particulièrement le rôle et la responsabilité de son plus grand dirigeant, Mao Tsétoung. (...)

"(...) Quoi qu'il en soit, la mise en question de Mao Tsétoung n'est pas, comme on voudrait le faire croire, la répétition pure et simple de 1953, comme la RPC de 1976 n'était pas l'URSS de 1953. Mao Tsétoung n'est pas Staline. Et ce n'est pas parce que les "nouveaux" révisionnistes de Pékin risquent d'attaquer Mao Tsétoung que nous le défendrons. Nous ne défendrons que ce qu'il y a à défendre.

"S'il n'y a pas une "question" de Staline, la question de Mao Tsétoung est posée, qu'on le veuille ou non. Pour la résoudre correctement, il faut reprendre, ou prendre, le chemin de Marx, Engels, Lénine et Staline."
"La question de Mao Tsétoung", **Bulletin international** *no 10, octobre 1978, page 3.*

"Pour parler nettement et prendre l'exemple de la France, nous estimons qu'il serait extrêmement grave et préjudiciable de s'engager dans le type d'aventure irresponsable auquel certains convient les partis et organisations dits marxistes-léninistes, c'est-à-dire au regroupement contre le Parti du Travail d'Albanie, c'est-à-dire contre la RPSA. Ce n'est pas parce que certains groupes, en France, se constituent en 'Partis' et tissent des liens internationaux, même avec le PTA, que par humeur ou par quelque autre sentiment, nous pourrions rompre avec ce que nous considérons être notre devoir internationaliste.

"Cette position catégorique implique de notre part un devoir supplémentaire, celui d'informer très largement, et notamment sur le mouvement centrifuge qui est en train de se développer.

Le danger de la résurgence, sous une nouvelle forme, du vieux polycentrisme à l'italienne ne doit pas être négligé. Il doit être combattu ouvertement. Dans cette mesure le **Bulletin international** *ne restera pas neutre ou indifférent par rapport à cette tentative et donnera le maximum d'informations et de commentaires sur ses péripéties."*

Editorial du no 22, octobre 1979, page 5.

En réponse au Bulletin international sur l'unité du mouvement communiste international

Quand le sectarisme se donne des airs...

Le *Bulletin international* (1) s'est découvert une nouvelle mission: défendre le PTA et la République populaire socialiste d'Albanie contre un "regroupement" éventuel de partis et d'organisations "dits marxistes-léninistes", qui menace de se constituer sur une ligne qui ne serait qu'une "forme nouvelle" du "vieux polycentrisme à l'italienne". Et le *Bulletin* de mettre ses lecteurs en garde contre ce "mouvement centrifuge" dont EN LUTTE! est un dangereux artisan!

Voilà ce que nous apprend l'Editorial, intitulé "NON!" du *Bulletin* no 22 d'octobre dernier, qui publie également sept pages de citations tirées de nos publications, dans le but, semble-t-il, de faire apparaître notre "polycentrisme à l'italienne", à moins que ce ne soit notre tendance "centriguge"...

Ce n'est pas du "polycentrisme" d'EN LUTTE! que nous convainc ce numéro du **Bulletin international**, mais bien davantage du caractère superficiel de son analyse de la situation et de son éclectisme. En moins de deux pages, le **Bulletin** réussit à "présenter" le mouvement communiste international, son évolution récente et les tendances qui le divisent (2). Mieux, il fait la liste des organisations ou partis "principalement mis en avant par l'Organisation EN LUTTE!" (3) et qui vraisemblablement font partie de la tendance "-centrifuge", soit le RCP (USA), le PCR (Chili), le MLPO/ (Autriche), le TKP/ML (Turquie) et Voie Prolétarienne (France). Ces formations ont en commun, suivant le **Bulletin**, de défendre Mao et d'attaquer le PTA et Enver Hoxha; bien plus, ils s'apprêtent apparemment à "remettre en cause la IIIe Internationale de Lénine et de Staline".

Plutôt que de se livrer à des supputations et de tenter de prédire l'avenir, le **Bulletin International** aurait mieux fait de présenter sa ligne sur l'unité du mouvement communiste. Mais, justement, la superficialité de cette publication n'a d'égal que son éclectisme. A côté de son NON! retentissant et dépourvu de toute explication cohérente; à côté d'un collage de citations hors contexte qui tiennent lieu d'analyse des positions d'EN LUTTE!, le **Bulletin international** n'a rien trouvé de mieux que de publier deux textes de... 1929 qui n'ont rien à voir avec les thèses "polycentristes" de Togliatti, deux textes qui, en eux-mêmes, n'éclairent aucunement les enjeux du débat actuel sur l'unité.

Mais c'est là une marque de commerce du **Bulletin International** et de l'ensemble des ouvrages de son directeur Patrick Kessel: au lieu d'analyser l'histoire et d'y rechercher des enseignements pour mener correctement la lutte, le **Bulletin** se spécialise dans la reproduction de textes anciens — ce qui n'est pas inutile, loin de là — et plus encore de citations de textes anciens ou actuels, le tout entrecoupé d'affirmations péremptoires qu'il faudrait prendre pour des vérités évidentes, du seul fait qu'elles apparaissent dans les pages du **Bulletin**.

Nous sommes reconnaissants au **Bulletin International** d'avoir reproduit des textes anciens devenus à peu près introuvables ou encore des textes contemporains mais à circulation restreinte, même si ses choix peuvent parfois nous surprendre, comme, par exemple, ces extraits de textes de l'Union bolchévique, une secte canadienne extrêmement dogmatique et sectaire qui se caractérise par ses virages à 180 degrés, une secte qui démolit ses idoles avec la même fougue qu'elle les encensait le mois précédent.

Nous en savons quelque chose à EN LUTTE!, car, il y a quelques années, nous avons constitué l'avant-garde des forces marxistes-léninistes au Canada aux yeux des créateurs de cette secte. Le jour où nous avons refusé l'unité avec eux cependant, nous sommes devenus les derniers des crétins. Nous apprenons que récemment le PTA a connu la même "évolution" pour ce qui est du mouvement international! Nous croyons que le **Bulletin International** pourrait utiliser son papier

et son encre de façon plus judicieuse: il y a suffisamment de partis et d'organisations **sérieux** qui n'ont pas les moyens de diffuser leur littérature...

Reproduire des textes, faire de l'édition, vendre de la littérature communiste, c'est une chose, une activité qui peut être fort utile même si elle devait demeurer commerciale avant tout. Mais, si le **Bulletin International** entend s'engager vraiment dans les débats qui se mènent au sein des forces communistes, il doit comprendre qu'il quitte alors le champ de l'édition et de la vente de "morceaux choisis", pour pénétrer dans celui de la lutte politique. Il doit s'attendre à ce que ses lecteurs requièrent autre chose de lui que quelques sentences énigmatiques, comme cet engagement à lutter contre une "nouvelle forme" de "polycentrisme à l'italienne". Les communistes et ceux qui aspirent à le devenir n'ont pas tous les oeuvres de Togliatti en mémoire...

Nous savons maintenant que la ligne du **Bulletin International** consiste à défendre la République albanaise, le PTA et Enver Hoxha. Mais, quand même, cela ne permet pas de comprendre tout à fait pourquoi notre ligne sur l'unité est "centrifuge" et "italienne". Nous considérons, au contraire, que nos positions sur l'unité sont tout à l'opposé de quelque forme que ce soit de "polycentrisme" et surtout du "polycentrisme" prôné par Togliatti après 1956 et jusqu'à sa mort en 1964. Nous considérons, au surplus, que la ligne que nous avançons permet de faire échec au dogmatisme et au sectarisme qui caractérisent en ce moment certaines sections du mouvement communiste international, qu'elle permet de parvenir à une unité de principes.

Parlons-en du "polycentrisme à l'italienne"

Cela fait sans doute bien d'accuser EN LUTTE! de "polycentrisme à l'italienne" dans les salons de la gauche parisienne, mais nous doutons que cela puisse éclairer beaucoup le prolétariat français, canadien ou qui que ce soit, sur les enjeux de la lutte pour l'unité du mouvement communiste international tels qu'ils se présentent en ce moment. Car, la position d'EN LUTTE! se situe complètement à l'opposé de celle qu'a développée le Parti communiste italien (PCI) et plus particulièrement son dirigeant de l'époque, Palmiro Togliatti.

On peut dire que c'est dès les années 40 que Togliatti a manifesté son peu d'intérêt pour l'unité du mouvement communiste. Ainsi, il ne prendra jamais part aux travaux du Kominform dont le PCI faisait pourtant partie. Cependant, c'est avec la publication, en 1964, de ce qu'on a appelé le "Testament" de Togliatti, que les marxistes-léninistes ont entrepris de faire une critique systématique des positions révisionnistes du PCI. Ainsi, en octobre 64, le **Zeri I popullt** publiait un texte du camarade E. Hoxha, intitulé **Le "Testament" de Togliatti, la crise du révisionnisme moderne et la lutte des marxistes-léninistes**, où il écrivait:

> *"Togliatti demande l'existence de plusieurs centres de direction politique, idéologique et d'action, surtout dans le monde capitaliste. Et concrètement, à son avis, ces centres doivent être le Parti communiste italien, le Parti communiste français et le Parti communiste espagnol."* (4)

Dans son "testament", Togliatti écrivait:

> *"A mon avis, dans le cadre du développement historique actuel et de ses perspectives générales (avance et victoire du socialisme dans le monde entier), les formes et les conditions concrètes de l'avance et de la victoire du socialisme seront aujourd'hui, et dans l'avenir prochain, très différentes de ce qu'elles ont été dans le passé. De même, les différences d'un pays à l'autre sont très grandes. Chaque parti doit donc savoir marcher de façon autonome."* (5)

Togliatti s'opposait ainsi à la Conférence des partis communistes qui devait se tenir à Moscou en 1965 et proposait à la place des réunions à caractère régional, réunissant des partis qui affrontaient des problèmes communs. En fait, Togliatti prenait acte de la scission consommée du mouvement communiste et, plus encore, il refusait de prendre part à une conférence où ses positions essentiellement révisionnistes seraient une fois de plus dénoncées par les marxistes-léninistes du PTA et du PCC.

On aurait tort cependant de présenter le "polycentrisme" de Togliatti comme une pure création de ce leader révisionniste dont les positions seront à l'origine de l'"eurocommunisme" actuel. Nous n'entrerons pas ici dans l'analyse des facteurs qui ont conduit à la scission révisionniste moderne et à l'effritement, qui en a résulté, du mouvement communiste international. Mais, en attendant de procéder à cette analyse, on nous permettra de rappeler un passage de la **Résolution de dissolution** du Komintern en 1943 et un autre du **Communiqué** annonçant la cessation des activités du Kominform en 1956. Incidemment, la signature du PCI apparaît au bas des deux documents.

Suivant la **Résolution** du Komintern expliquant sa dissolution, un des facteurs qui a joué dans cette décision a été *"la croissance et la maturité politique des partis communistes et de leurs cadres dirigeants dans la plupart des pays"* (6). Il faut croire que Togliatti a pris pour acquis que sa "maturité" valait bien celle de Khrouchtchev! Ce que nous nous abstiendrons de contester.

Le **Communiqué** annonçant la dissolution du Kominform va beaucoup plus loin encore et apporte de l'eau au moulin de Togliatti. On peut, en effet, y lire que:

> *"C'est certain qu'à l'avenir également, les partis communistes et ouvriers échangeront leurs vues, quand ils le jugeront nécessaire et en tenant compte des conditions concrètes de leur activité..."* (7)

Bref, le "polycentrisme" de Togliatti consistait dans le rejet de l'unité formelle des partis communistes sous une direction unique. A ce titre, on peut y déceler le rejet du rôle dirigeant qu'avait joué le PCUS depuis la Révolution d'Octobre. Cependant, cette position est à mettre en rapport avec celles qui ont présidé à la dissolution du Komintern en 1943 et du Kominform en 1956: elle exprime, en outre, le point

de vue qu'adopteront en pratique la majorité des partis révisionnistes dans les années qui ont suivi...

Même si nous n'avons pas procédé à une analyse rigoureuse de la question, nous en savons assez pour affirmer que, contrairement aux affirmations du **Bulletin International**, la position d'EN LUTTE! n'a rien à voir, **au niveau politique** et non anecdotique — nous reviendrons là-dessus — avec le - "polycentrisme" préconisé par Togliatti entre 1956 et 1964. Bien au contraire, notre position affirme la **nécessité** de l'unité de tous les communistes du monde tant au plan politique qu'organisationnel.

EN LUTTE! s'oppose-t-il à l'unité du mouvement communiste international?

Bien loin de s'opposer à l'unité du Mouvement communiste international (MCI), notre Organisation mène concrètement la lutte sur ce terrain depuis plus d'un an maintenant. Non seulement nous ne nous opposons pas à des conférences de tous les partis et organisations marxistes-léninistes — c'est ce à quoi Togliatti s'opposait en pratique en 1964, au nom du "polycentrisme" — , mais nous disons que de telles conférences doivent être vues comme le prélude seulement d'une unité beaucoup plus développée, une unité organisationnelle qui reposerait sur un programme commun.

Pourquoi voulons-nous l'unité? Parce que le développement de la lutte pour le socialisme dans le monde, parce que la victoire sur le révisionnisme, **exige** l'unité politique et organisationnelle du mouvement. Nous affirmons que pour sortir de la confusion présente, qui conduit de scission en scission, les communistes doivent se mettre à la tâche de définir clairement le programme sur lequel ils pourront s'unir, le programme qui sera l'instrument de leur démarcation claire et nette à l'égard du révisionnisme sous toutes ses formes.

Nous affirmons plus précisément qu'il ne suffit pas d'établir ce qu'on appelle une "ligne générale" du MCI, ainsi qu'on l'a fait de façon plus ou moins systématique depuis les années 40, depuis qu'on a cessé de s'appuyer sur le **Programme** que le Komintern avait adopté à son 6e Congrès, en 1928. Nous croyons que cela ne suffit pas parce que l'histoire a montré que, faute d'un **Programme**, le MCI a sombré dans le révisionnisme dans les années 50, et que, faute d'un **Programme** et malgré la "ligne générale" que constituait pour la plupart la "Lettre en 25 points" du Parti communiste chinois, les forces marxistes-léninistes n'ont pas réussi à s'unir véritablement après 20 ans de lutte contre le révisionnisme moderne.

Par ailleurs, nous constatons que pendant toutes les périodes où le MCI a été fermement uni, il l'a été sur un programme précis, qui se présentait sous formes de manifeste, de conditions d'adhésion, de programme proprement dit et de statuts, un programme auquel les partis (ou sections) membres devaient donner leur pleine adhésion.

Incidemment, quand le **Bulletin International** nous accuse de "polycentrisme" et, plus encore, de rejeter l'Internationale de Lénine et de Staline, il ne révèle qu'une chose: il ne juge pas de nos positions sur ce que nous disons et faisons, mais sur les intentions qu'il veut bien nous prêter. Défendre l'unité politique et organisationnelle du MCI, c'est précisément défendre ce qui a fait la force du Komintern, ce qui a donné une portée historique à son action. A l'encontre du **Bulletin International**, ce qui retient notre attention dans l'histoire du Komintern, ce n'est pas d'abord les noms de ses principaux leaders, mais son action et la **ligne politique** qui a fait le succès de cette action. Ce qui doit aussi retenir notre attention, ce sont les erreurs qui ont été commises à l'époque du Komintern — le **Bulletin** nierait-il qu'il y en ait eu? — et leur explication. C'est ce que nous appelons une attitude scientifique, matérialiste, devant l'histoire. C'est une attidue qui consiste à ne rien mystifier, ni les hommes, ni les institutions, mais à juger des uns et des autres sur la base des faits.

Voilà la position fondamentale d'EN LUTTE! sur l'unité des communistes. Nous ne l'avons pas inventée non plus: elle se dégage de tous les enseignements positifs qu'on peut tirer de l'histoire du mouvement communiste international, depuis le Manifeste de Marx et Engels rédigé à la demande de la Ligue communiste en 1848. Nous voyons mal comment cette position pourrait être identifiée au "polycentrisme à l'italienne" auquel le **Bulletin International** essaie de nous relier de façon bien étonnante de la part d'une publication qui se pique de faire connaître l'histoire du mouvement communiste et d'y trouver l'inspiration de son action. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les "leçons" qu'elle tire du passé sont aussi superficielles qu'est éclectique le choix des textes anciens et actuels qu'on y trouve le plus souvent. ([8])

L'unité des communistes, une question éminemment pratique

Les communistes n'ont pas le droit d'agir comme si la question de l'unité pouvait être réduite à ces combats de coqs intellectuels qu'affectionnent ces sectes fermées, étroites d'esprit, toutes tournées sur elles-mêmes et pour lesquelles les intérêts du prolétariat et des peuples, **en lutte en ce moment pour leur émancipation**, semblent être le dernier des soucis.

N'est-il pas vrai qu'en ce moment même le prolétariat français demeure largement dominé par des forces révisionnistes diverses? Le **Bulletin International** oserait-il prétendre que ce qui est déterminant pour transformer cette situation c'est de défendre... Staline?

N'est-il pas vrai qu'en ce moment même les peuples de Palestine, d'Iran, du Nicaragua, du Zimbabwe, du Sahara occidental et de dizaines d'autres pays sont concrètement engagés dans la lutte pour leur libération? Le **Bulletin International** reconnaîtra aisément sans doute que dans tous les cas, ce sont des forces politiques largement influencées, sinon dominées, par des positions réformistes et révisionnistes qui dirigent ces luttes?

Le **Bulletin International** considère-t-il que le MCI est en mesure d'offrir une direction politique à ces luttes? Considère-t-il que

les marxistes-léninistes français sont en mesure d'offrir une direction politique au mouvement ouvrier français?

Voilà le caractère pratique de la question de l'unité du MCI: c'est celle du développement d'une force politique internationale capable de s'imposer dans les luttes de classes qui se mènent quotidiennement à travers le monde; une force capable de faire connaître le point de vue de la révolution prolétarienne à toutes les couches populaires engagées activement dans ces luttes; une force capable de stimuler le regroupement des éléments authentiquement révolutionnaires qui se retrouvent dans les diverses organisations qui mènent la lutte, ou qui aspirent à passer à l'action; bref, une force capable d'affronter le révisionnisme sous toutes ses formes: russe, "non alignée", "trois-mondiste", eurocommuniste, trotskyste, social-démocrate... non pas seulement dans des débats académiques sur les grands personnages de l'histoire, mais bien sur le terrain pratique de la direction à donner aux luttes anti-impérialistes, antifascistes et pour le socialisme qui se mènent **présentement**.

Si les communistes sont sérieux quand ils affirment qu'une situation révolutionnaire existe dans divers points du globe et qu'elle se développe dans d'autres, si les communistes sont sérieux quand ils affirment que l'impérialisme est engagé dans sa plus grave crise depuis la Deuxième Guerre mondiale, une crise susceptible d'aiguiser au maximum les rivalités impérialistes, ils doivent en tirer la seule conclusion politique qui s'impose: il est urgent que les forces marxistes-léninistes s'unissent et s'organisent de façon à offrir concrètement la seule alternative aux misères et aux crises de l'impérialisme, la seule voie pour en sortir vraiment, la révolution prolétarienne.

Cette conclusion n'est pas une affirmation abstraite, car l'aboutissement des luttes des 30 dernières années dans les divers pays, dominés ou impérialistes, en sont la démonstration, ainsi que nous l'illustrons sommairement dans un autre article de cette revue (voir notre article en p. 18).

Staline momifié

Prenant pour acquis que le **Bulletin international** reconnaît la nécessité de l'unité du mouvement communiste, comment peut-on expliquer l'attaque qu'il amorce contre les positions d'EN LUTTE! qui préconise aussi l'unité et qui travaille pratiquement à sa réalisation? Et, soit dit en passant, le travail d'EN LUTTE! se fait de la façon la plus ouverte qui soit. Si bien que les supposées "révélations" de l'Union bolchévique et du **Bulletin international** n'en sont pas: tous les partis et organisations marxistes-léninistes que nous connaissons sont régulièrment informés de nos positions et de nos projets, **sans discrimination de tendances**.

Pourquoi le **Bulletin international** repousse-t-il nos positions? C'est une chose de s'entendre sur un objectif général comme l'unité du MCI. C'est une autre chose que de fixer la nature de cette unité et la façon d'y parvenir. Dans la mesure où on peut comprendre les affirmations plus ou moins limpides qu'on retrouve ici et là dans le **Bulletin international**, l'unité du MCI consiste essentiellement en la réunion de ceux qui se caractérisent par une défense inconditionnelle du PTA et d'Enver Hoxha et, sur la même lancée, du Komintern et de Staline.

Comme l'objectif qu'on poursuit détermine les moyens à prendre pour l'atteindre, il n'y aurait, pour réaliser l'unité du mouvement, qu'à faire le départage entre les iconoclastes du PTA et de Staline et les autres. C'est simple; encore fallait-il y penser! Sauf que d'autres y avaient pensé avant le **Bulletin international**. En effet, il fut un temps où l'unité du MCI reposait sur la défense du PCUS et de Staline. Les résultats de cette "ligne" sont connus: Staline est mort, mais pas le PCUS; Staline est mort comme le marxiste-léniniste qu'il avait été, malgré ses erreurs, le PCUS vit encore comme le parti révisionniste qu'il est devenu. Et il s'en trouve encore des milliers pour le suivre, les yeux aussi bouchés qu'autrefois! Nous en savons quelque chose: le Canada abrite quelques centaines d'entre eux qui sont regroupés au sein du Parti communiste canadien et de sa branche "nationale" du Québec.

Ce n'est pas ainsi qu'EN LUTTE! voit l'unité, car ce n'est pas sur le culte de personnages ou d'institutions momifiés, intouchables que l'unité réelle, durable, productive, des marxistes-léninistes se bâtira, mais sur un programme qui formule la voie de la révolution prolétarienne dans un monde dominé par les forces de l'impérialisme, de la réaction et du révisionnisme. Et ce programme ne s'élaborera pas en mettant bout à bout les propos de ceux qui disent non à Mao et oui à Staline (ni l'inverse), mais en appliquant le marxisme-léninisme aux conditions concrètes de notre époque et en tenant compte des leçons du passé. Et tenir compte des leçons du passé, cela veut aussi dire tenir compte de l'apport de Staline et de Mao qu'il s'agit d'apprécier, comme les autres, à la lumière des fruits de leur action.

Voilà pourquoi la question de l'unité du MCI est inséparable d'une critique approfondie du révisionnisme moderne, de l'analyse de ses sources aussi bien subjectives qu'objectives. Il ne peut donc être question aujourd'hui de prendre comme point de départ de l'unification des marxistes-léninistes l'acceptation absolue ou le rejet total de l'oeuvre particulière de tel ou tel leader du mouvement ou d'un parti en particulier. C'est à l'analyse générale de l'activité du mouvement communiste dans les années 30, 40, 50 et 60 qu'il faut procéder et c'est dans ce cadre, et dans ce cadre seulement, que la place et la portée de certaines contributions particulières pourront apparaître pour ce qu'elles ont été vraiment.

* * *

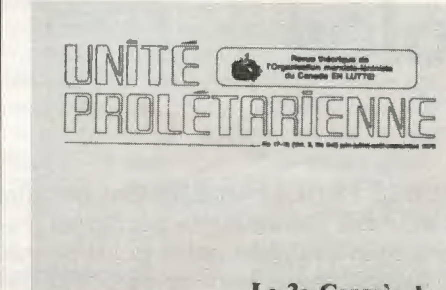
Très concrètement, cela signifie que si le **Bulletin international** veut nous convaincre que nous sommes dans l'erreur, il devra faire plus et mieux que de dire "Attention, ces polycentristes s'apprêtent à critiquer Staline" ou bien "Voyez ces prétentieux, ils n'encensent pas le PTA parce que ce dernier ne les a pas re-

connus!" Nous caricaturons à peine l'argumentation qu'on retrouve en filigrane dans l'éditorial du **Bulletin international** No 22. Si cette publication entend s'engager dans la lutte pour l'unité, elle devra mettre carte sur table, avancer ses positions et faire la démonstration de leur bien-fondé, d'une part. Elle devra, d'autre part, faire la démonstration des erreurs qu'elle attribue à ceux dont elle ne partage pas les vues.

Pour le moment, nous croyons avoir montré qu'accuser EN LUTTE! de "polycentrisme à l'italienne" ne prouvait qu'une chose: la méconnaissance profonde de l'histoire chez ceux qui affirment pareille grossièreté, malgré des apparences de science. Cela prouve, une fois de plus, qu'appliquer le marxisme-léninisme ne consiste pas à aligner des citations.

---

1. Voir à la page 54 une courte présentation du Bulletin international
2. Voir l'éditorial, pp. 3-5
3. Voir p. 26
4. E. Hoxha, *Discours et articles, 1963-1964*, Tirana, Editions "8 Nentori", 1977, p. 319
5. Le texte complet du "Memorandum de Yalta" appelé "testament" parce que Togliatti devait mourir quelque temps après, a paru en français dans les *Cahiers du communisme* 11, de novembre 1964 et en italien, "Promemoria sulle questione del movimento operaio internazionale de della sua unita", dans *Rinascita* du 5 septembre 1964
6. Voir le texte complet dans le no 16 d'*UNITÉ PROLÉTARIENNE* (avril-mai 1979), pp. 53-55
7. "Communiqué d'information relatif à la cessation d'activité du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers", in *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire!* du 17 avril 1956. Reproduit in *Notes d'études documentaires*, Paris, 31 décembre 1962, No 2950 p. 15
8. Ainsi dans le dernier numéro du *Bulletin international*, le no 23, p. 5, on trouve un passage tiré d'un texte de l'Union bolchévique, groupuscule scissionniste canadien, qui apparait aux côtés d'extraits du PCR du Chili et d'EN LUTTE!. Comme amalgame, on trouverait difficilement mieux



Les positions d'EN LUTTE! sur l'unité du MCI

On trouvera les positions d'EN LUTTE! sur l'unité du mouvement communiste international, présentées de façon plus complète, dans **Pour l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste international. Appel du 3e Congrès d'EN LUTTE! aux communistes (m.-l.) du monde** et dans le chapitre IV du **Rapport politique** adopté par le même Congrès. Les deux textes se trouvent dans les **Documents** du Congrès qui ont paru dans le numéro double 17-18 d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** (juin-septembre 1979).

En marge du débat sur la voie de la révolution au Portugal

L'impérialisme c'est la domination du capital parvenu au stade des monopoles

Suite à la publication dans le no 14 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE de certains extraits des documents du IIe Congrès du Parti communiste portugais (reconstruit) (PCP(R)), un lecteur nous écrit pour critiquer notre point de vue sur la voie de la révolution au Portugal. En fait, les enjeux de ce débat dépassent largement la situation particulière du Portugal pour poser la question de la conception que se font les communistes de l'impérialisme et de sa domination.

Le Portugal et la démocratie populaire

Dans UNITÉ PROLÉTARIENNE no 14 (décembre 1978 à Janvier 1979) vous avez reproduit un document du Parti communiste du Portugal (reconstruit), le PCP(R) sur la voie de la révolution au Portugal. Toutefois, en introduction à ce document vous avez publié une introduction polémique, critiquant le PCP(R) d'avoir mis de l'avant la révolution en deux étapes et proposant de s'interroger sur la justesse de leur mot d'ordre pour une révolution anti-impérialiste et démocratique "dans les conditions d'un pays capitaliste parvenu au stade des monopoles, un pays impérialiste qui comme le Portugal, possédait même jusqu'à tout récemment des colonies en Afrique." Cette critique est erronée à plusieurs niveaux. D'abord, il faut comprendre, comme le PCP(R) lui-même l'explique en détail, que **le Portugal n'est pas, et n'a jamais été, un pays impérialiste**. Au contraire, la bourgeoisie portugaise, trop faible pour compléter la destruction du régime féodal, est vite devenue dépendante d'autres puissances capitalistes, notamment de l'Angleterre. A la fin du 19ième siècle, cette dépendance s'est accrue: incapable de passer au capitalisme monopoliste, la bourgeoisie portugaise "s'est de plus en plus limitée au rôle d'agent et de laquais de l'impérialisme" (résolution du PCP(R), traduit en page 57 d'UP no 14). Le Protugal avait acquis des colonies à l'époque du mercantilisme, longtemps avant le développement du capitalisme moderne, et il a réussi à maintenir son emprise sur les colonies seulement **en se subordonnant à d'autres puissances capitalistes**. La plupart des investissements dans les colonies portugaises étaient faits par des sociétés anglaises, allemandes, américaines et autres, et non par des sociétés portugaises.

Ce caractère particulier du colonialisme portugais a été commenté par les mouvements de libération dans les colonies portugaises en Afrique. Le chef du PAIGC en Guinée-Bissau, Amilcar Cabral, a déclaré en 1961:

> *"On se demande comment le Portugal, un pays sous-développé et arriéré, confronté à la puissance des principaux pays impérialistes, a pu garder ses colonies malgré la redistribution du monde. Le colonialisme portugais a réussi à survivre à la redistribution de l'Afrique par les puissances impérialistes à la fin du 19ième siècle parce que l'Angleterre appuyait les ambitions du Portugal qui, depuis le traité de Methuen en 1703, était devenu une semi-colonie de l'Angleterre. (...) D'ailleurs, le Portugal n'a été qu'un gardien, parfois jaloux, des ressources humaines et matérielles de nos pays, au service de l'impérialisme mondial..."* (Amilcar Cabral, **Revolution in Guinea: An African People's Struggle,** Stage 1, London 1969, pp. 12-13)

Ainsi le Portugal, tout comme d'autres pays du Sud de l'Europe comme la Grèce et l'Espagne, est entré dans l'époque moderne en tant que pays dépendant, ayant une importante paysannerie et une industrie très peu développée. Depuis, rien n'a changé de façon fondamentale, et d'ailleurs, l'interruption de la révolution populaire-démocratique de 1974-75 n'a fait qu'accentuer la soumission de ce pays à l'impérialisme américain et ouest-allemand.

Qu'est-ce que cela signifie politiquement? D'abord, cela signifie que le fascisme portugais était un **fascisme dépendant**, c'est-à-dire un régime (comme il y en a en Amérique latine aujourd'hui) qui était l'expression non seulement du grand capital portugais, mais aussi des intérêts impérialistes étrangers. Cela signifie également que **l'étape de la démocratie populaire** est partie intégrale de la révolution dans un pays comme le Portugal, et qu'on ne peut sauter cette étape. Ici je voudrais préciser une chose: il est clair que **le concept de démocratie populaire a été utilisé à tort et à travers**, et qu'il a été utilisé dans certains pays d'Europe de l'Est comme prétexte à l'opportunisme de droite et à une politique de conciliation avec la bourgeoisie. Dans ce sens, les critiques mises de l'avant dans l'article "La dictature et la démocratie prolétariennes sous le socialisme" dans le même numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE sont entièrement justes. Présenter la démocratie populaire comme quelque chose d'entièrement différent de la dictature du prolétariat, comme une sorte d'Etat "neutre", comme l'a fait Horvath en Hongrie ou Gomulka en Pologne, est antimarxiste et révisionniste. Toutefois, ceci ne signifie pas qu'on devrait rejeter la théorie de la démocratie populaire **en tant que telle**. Faire cela serait vraiment "jeter le bébé avec l'eau du bain". Nos

"Le régime de Salazar, dictature de la grande bourgeoisie monopoliste et des latifundaires, était aussi servile à l'égard de l'impérialisme que chauvin et oppresseur avec les colonies. (...) Sur l'intervention de l'impérialisme s'accéléra la concentration des capitaux de la grande bourgeoisie portugaise complice. Des centaines de petites et moyennes entreprises furent rachetées par les monopoles ou acculées à la faillite. (...) La fusion de l'appareil d'Etat fasciste et des groupes financiers fut parachevée dans un régime de capitalisme monopoliste d'Etat." [4]

Cela ne nie pas, évidemment, le caractère inégal du développement du capitalisme dans les différents pays, ni non plus la forte pénétration des capitaux étrangers au Portugal et la persistance possible de formes d'exploitation féodales. Mais, ceci dit, lorsque Lénine analysait le cas de la Russie tsariste, il y a de cela plus de 60 ans, il ne se gênait pas pour souligner que malgré toutes les conditions particulières de l'économie russe, l'impérialisme y avait fait son apparition malgré la persistance des formes précapitalistes.

"Un pays qui est au point de vue économique le plus arriéré (la Russie), et où l'impérialisme capitaliste moderne est enveloppé pour ainsi dire d'un réseau particulièrement serré de rapports précapitalistes." [5]

Un autre trait caractéristique de l'impérialisme, nous dit Lénine, "ce n'est point le capital industriel, justement, mais le capital financier." Or, même la bourgeoisie d'un pays dont le niveau industriel est plutôt faible peut avoir la spécificité d'avoir fusionné le capital bancaire et industriel en capital financier. Ce point est à développer plus concrètement dans le cas du Portugal, mais on peut déjà se demander de qui parle le PCP(R) quand il nous dit que "sous le salazarisme, la bourgeoisie a procédé à une monstrueuse concentration de capitaux entre les mains d'une poignée de groupes financiers". *Ou encore,* "au cours d'un siècle et demi s'est ainsi constituée une grande bourgeoisie d'exportateurs et d'importateurs, **de banquiers industriels,** (...)." [6]

Et quand le PCP(R) nous dit "qu'une poignée de milliardaires ont régné sur un peuple extrêmement pauvre" [7], *ne faut-il pas comprendre là que l'oligarchie financière portugaise détenait le pouvoir d'Etat et légiférait donc dans son propre intérêt? Et si on s'entend pour dire que l'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne, il n'y aurait pas de quoi s'étonner que la grande bourgeoisie portugaise, à cause de sa relative faiblesse ait choisi la forme d'Etat qui lui convenait le mieux, le fascisme, c'est-à-dire la dictature la plus ouvertement réactionnaire et chauvine du capital monopoliste, pour protéger ses intérêts.*

Dépendance économique et dépendance politique

Que la majeure partie des investissements au Portugal soient américains, allemands ou britanniques, cela n'est pas en soi un obstacle insurmontable à la constitution de groupes monopolistes portugais qui puissent faire prospérer leur capital par le travail des esclaves des colonies, des ouvriers et des paysans portugais. Là encore, ce n'est pas la proportion que représente le capital portugais dans l'économie du pays qui est déterminante, c'est plutôt de savoir si les capitalistes portugais se sont transformés "d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes".

Que l'économie portugaise soit dominée par le capital étranger, tout comme c'était le cas dans la Russie de Lénine et aussi, dans une certaine mesure, actuellement au Canada, cela ne fait pas pour autant du Portugal un pays annexé politiquement à l'impérialisme.

Trop souvent, dans ce genre d'analyses on ne s'appuie que sur les faits économiques, alors qu'un impérialisme peut fort bien dominer **économiquement** *un autre pays sans pour autant qu'il soit dans son intérêt de l'annexer* **politiquement**. *C'est ce que démontre l'exemple du Canada et c'est également ce qu'a expliqué Lénine:*

"Le grand capital financier d'un pays peut toujours éliminer ses concurrents, même s'ils appartiennent à un pays étranger politiquement indépendant, et il le fait toujours. C'est parfaitement réalisable sur le plan économique. "L'annexion" économique est parfaitement "réalisable" sans annexion politique, et elle se rencontre constamment." [8]

Et Lénine citait en particulier le cas du Portugal dominé par l'Angleterre pour illustrer son point de vue.

Cette question est déterminante dans la mesure où elle pose la question cruciale de toute stratégie révolutionnaire, celle du pouvoir d'Etat et de la classe qui le détient. Une analyse erronée ici ne peut manquer d'avoir des conséquences graves sur la révolution prolétarienne.

C'est pourquoi, on demeure tout à fait justifié de s'interroger sur la justesse du mot d'ordre de "révolution démocratique anti-impérialiste" au Portugal dans la mesure où pour justifier une telle solution à l'oppression que subit le peuple et les ouvriers portugais on s'appuie dans une large mesure sur une conception erronée de l'impérialisme et des formes que prend la domination impérialiste à notre époque.

Quant au rapport qu'établit le camarade de Toronto entre la situation du Portugal et celle de l'Albanie dans les années 40, on nous permettra aussi d'en douter fortement. Cette référence à la "démocratie populaire" en tant que forme concrète de la dictature du prolétariat telle que l'ont exprimé les camarades albanais ne tient pas compte que la situation concrète du développement du capitalisme en Albanie à l'époque de la révolution était loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui au Portugal. Le seul fait qu'en Albanie la bourgeoisie nationale n'ait même pas été en mesure de se constituer politiquement sur une base solide, alors qu'au Protugal elle a ses propres partis politiques depuis le Parti socialiste de Soarez jusqu'au Parti communiste de Cunhal illustre bien cette différence de développement du capitalisme dans les deux pays.

La lettre que nous envoie le camarade de Toronto a l'avantage de nous montrer que la situation du Portugal n'est pas celle du Canada, celle d'un pays impérialiste développé, ni celle d'une colonie de l'impérialisme. Par contre, nous croyons qu'elle s'appuie en bonne partie sur une conception erronée de l'impérialisme ainsi que des rapports entre l'économie et la politique à l'époque de l'impérialisme. Et ces questions ne concernent pas que les communistes portugais, elles concernent tous les communistes soucieux de se démarquer du révisionnisme.

En ce sens, il faut féliciter le camarade de Toronto pour avoir exprimé son point de vue ouvertement et franchement, pour avoir favorisé ainsi que le débat s'engage plus largement. Souhaitons que tous nos lecteurs, de même que les communistes du monde suivront l'exemple de ce camarade.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

---

1. **Lénine,** *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, **Ed. sociales, Paris, 1960, tome 22, p. 211**
2. **Idem, p. 217**
3. **Textes du IIe Congrès du PCP(R),** *Sur la voie du 25 avril du peuple, de la démocratie populaire et du socialisme*, **reproduit dans le no 14 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE, p. 58**
4. **Document politique du 10e plénum du CC du PCP(R),** *Conquérons le 25 avril du peuple*, **Lisbonne, mars 1977, p. 3**
5. **Lénine,** *L'impérialisme...*, **ouv. cité, p. 279**
6. **Texte du IIe Congrès du PCP(R), ouv. cité, pp. 57-58, c'est nous qui soulignons**
7. **Idem, p. 58**
8. **Lénine,***Une caricature du marxisme, l'économisme impérialiste*, **Ed. sociales, Paris, 1960, tome 23, p. 46**

Notes de Lecture

Regional Disparities de Paul Phillips

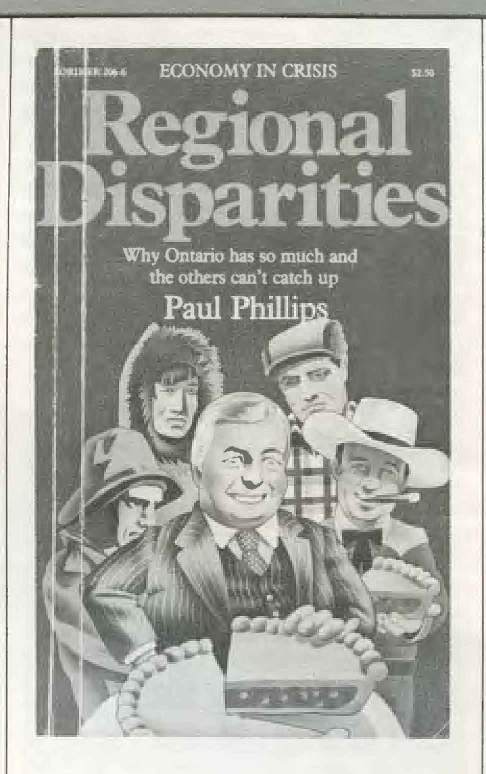
L'économie de guerre, c'est pour quand?

Depuis quelques années surtout, les sociaux-démocrates de toutes tendances au Canada nous ont familiarisés avec les "stratégies industrielles" et les "stratégies économiques", sectorielles ou pas, régionales ou autres. Du NPD au PQ, en passant par le CTC, la CSN, le Wafle, **Canadian Dimension**, on a eu droit à toutes les variantes imaginables qui se proposent de "civiliser", de "démocratiser", de "canadianiser" ou d'"adapter" le capital. Ces projets ont néanmoins en commun de chercher à sauver le capitalisme du naufrage. En 1978, Paul Phillips, un assistant professeur à l'Université du Manitoba, y allait de sa petite contribution en publiant le livre **Regional Disparities** (1). A quoi ressemble la stratégie que suggère Phillips?

> *"Cela* **ressemblera beaucoup à la politique économique du Canada durant la Seconde Guerre mondiale** *qui était destinée à créer aussi rapidement que possible les capacités industrielles nécessaires à l'effort de guerre." (2)*

Dans l'esprit de Phillips, "l'avantage" de l'économie de guerre, c'est qu'elle permet à la bourgeoisie canadienne de centraliser entre les mains de l'Etat des pouvoirs qui, jusque-là, appartenaient aux seuls monopoles. Bien que pour Phillips nous ne soyions pas en état de guerre, la situation politique du Canada — mise en lien avec les "disparités régionales" — commande une prise en charge énergique des problèmes économiques du pays. Il résume ainsi ce qui constitue probablement la thèse centrale de son livre:

> **"Toute solution durable à la question de l'unité nationale** *(...) inclue une* **offensive nationale** *contre les disparités de revenu et de chômage qui surgissent de la structure fondamentale et historique de l'économie canadienne." (3)*



Décidément, Phillips est séduit par le style militaire! L'objectif est donc clairement posé — une stratégie semblable à celle de l'économie de guerre. La conjoncture est définie — solutionner la question nationale **par le biais** de la lutte aux disparités régionales. Il ne reste plus qu'à argumenter le tout avec une démonstration apte à séduire la bourgeoisie.

Car, implicitement, ce qui préoccupe l'auteur, c'est la place du Canada dans la chaîne des puissances impérialistes. Or, selon lui, cette place est aujourd'hui grandement compromise par la persistance des inégalités régionales. Pour Phillips, l'inégalité entre les régions économiques du pays demeure une **inégalité structurelle** (chapitre 2) bien que chacune ait en commun avec les autres *"l'instabilité des ressources des régions périphériques; sa dépendance de la demande extérieure et son faible potentiel d'emploi..." (4)*.

Cette économie — en plus d'être sous la coupe des multinationales américaines — engendre des inégalités que seule une "nouvelle politique nationale" pourra enrayer. On a vu à quoi pouvait ressembler cette "stratégie": une économie de guerre fondée sur le développement du capitalisme monopoliste d'Etat. Et quels sont les "ingrédients" de cette économie de guerre "en temps de paix"? Ils sont, selon Phillips, au nombre de trois: une politique des ressources naturelles, une politique de recherche et de développements industriels, un accroissement de l'"entrepreneurship de l'Etat" ("public entrepreneurship").

Mais il faut aller plus loin que cela, aux dires de l'auteur de **Regional Disparities.** Il faut opérer *"le développement de notre propre technologie, une technologie qui tienne compte des limites du marché canadien" (5)* sous l'entrepreneurship de l'Etat. Pour Phillips, il n'y aurait qu'à suivre l'exemple de C.D. Howe qui, au cours de la IIe Guerre mondiale *"a utilisé le ministère des Munitions et des Approvisionnements pour créer 28 corporations de la couronne, plusieurs dans les industries de haute technologie (incluant Polymer), mais beaucoup d'autres dans le secteur manufacturier secondaire" (6).*

Paul Phillips, par un détour tout à fait inattendu, nous montre la vérité de cette thèse. Car, dans l'esprit de Phillips — et sous couvert de lutter contre les disparités régionales — ce qu'il faut, c'est améliorer la place du Canada dans le camp des puissances impérialistes. Et s'il faut recourir à l'économie de guerre pour y arriver, on n'a pas à hésiter. Tous les moyens sont bons!

Bien que ce soit là le point de vue fondamental à partir duquel il faille examiner le livre de Phillips, il n'en demeure pas moins que cette étude est riche en données objectives sur les manifestations concrètes du développement inégal du capitalisme au Canada. A ce titre, nous croyons que **Regional Disparities** demeurera utile à tous ceux qui cherchent à comprendre la réalité du développement capitaliste du Canada. Toutefois, on ne peut que mettre le lecteur en garde contre le point de vue général de Phillips; point de vue qui contribue à alimenter une vision unilatérale de l'histoire (économique et politique) du Canada.

Phillips ne comprend pas que **le capitalisme se développe inévitablement selon la loi du profit maximum**, engendrant ainsi des écarts économiques entre la ville et la campagne, entre le centre (la métropole) et la périphérie (l'hinterland); ce qu'on nomme de manière plus générale les disparités ré-

gionales. C'est cette même loi du profit maximum qui entraînera **toute** la bourgeoisie à accroître son exploitation en semant la division entre les nations et minorités nationales.

Le nationalisme de l'auteur de **Regional Disparities** conduit ce dernier à considérer la bourgeoisie canadienne comme étant la perpétuelle victime de l'impérialisme américain. Là aussi, on ne voit pas que ce qui caractérise la bourgeoisie canadienne dans ses rapports avec l'impérialisme américain, c'est l'alliance de deux bourgeoisies impérialistes; alliance dont l'un des partenaires (le Canada) est certes beaucoup plus faible que l'autre.

Cependant, le nationalisme de Phillips apparaît dans tout son éclat quand on examine le "projet" qu'il nous propose: une stratégie économique dont l'essence réactionnaire est de chercher à renforcer les positions impérialistes de la bourgeoisie canadienne. A ce chapitre, Phillips doit être tout à fait à l'aise avec le NPD, car ce qu'il nous propose ne se distingue que très peu des politiques de ces champions de la social-démocratie "de droite": développement et contrôle des ressources naturelles, accroissement du caractère concurrentiel de l'impérialisme canadien (par une technologie "made in Canada"), développement du capitalisme monopoliste d'Etat.

En fait, Paul Phillips est même plus réactionnaire que ses maîtres à penser du NPD. Il ne s'embarrasse nullement — dans l'exposé de son projet et à l'encontre de la phraséologie électoraliste des néo-démocrates — de la "participation des travailleurs" à la définition de leurs conditions d'exploitation. Phillips n'a pas les scrupules du NPD!

Un mot, en terminant, de la question nationale. Pour Phillips, l'élection du PQ, c'est le signal d'alarme de "l'unité nationale" compromise. Comme ses maîtres à penser du NPD, il faut bien qu'il essaie de "caser" ce fichu problème des Québécois quelque part dans le tableau des disparités régionales. Ne sont-ils pas, en effet, eux-mêmes aussi victimes des disparités régionales! Dès lors, faut-il reconnaître aux Québécois les droits politiques dont disposent les nations, c'est-à-dire le droit de décider en toute liberté de leur avenir? Pas du tout. Phillips parle bien des aspirations des Québécois, de leurs frustrations, etc. Pratiquement, il adopte le point de vue chauvin de la majorité des sociaux-démocrates du Canada anglais. Il y a certes une "spécificité" québécoise mais, comme dirait Broadbent, donnons des emplois aux Québécois et le tour sera joué.

Le projet de Paul Phillips est à ranger avec tous les autres qui cherchent à tromper le prolétariat multinational du Canada. Il nous révèle par ailleurs assez bien jusqu'à quelles extrémités les sociaux-démocrates canadiens sont prêts à aller pour permettre à la bourgeoisie canadienne de tirer avantage de la crise. La classe ouvrière **n'a aucun intérêt** à "choisir" le moyen avec lequel la bourgeoisie va l'exploiter encore plus.

---

1. **Paul Phillips,** ***Regional Disparities,*** **James Lorimer & Company Publishers, Toronto 1978. Disponible en anglais seulement.**
2. **Idem, p. 122**
3. **Idem, p. 24**
4. **Idem, p. 52**
5. **Idem, p. 127**
6. **Idem, p. 127**

Following the Red Path, the Native People's Caravan 1974, de Vern Harper

Le livre de Varn Harper ([1]) est un livre à lire car il fait le bilan d'une lutte importante du mouvement amérindien, il nous donne un compte rendu de ce que fut la caravane des peuples amérindiens qui partit de Vancouver pour se rendre à Ottawa pour l'ouverture du 3ième parlement canadien, le 30 septembre 1974. Cette caravane avait pour objectif de faire connaître au peuple canadien les revendications et les luttes du peuple amérindien.

On se rappellera que cette marche vers Ottawa s'est terminée par une attaque sauvage de la GRC sur les marches du parlement.

Le livre raconte comment la caravane s'est organisée et s'est déroulée, il parle des difficultés affrontées et pour finir envisage comment, à la suite de cet affrontement sur les marches du parlement en 1974, le mouvement amérindien s'est réorganisé et envisage depuis la reprise de la lutte!



Vern Harper fut l'un des organisateurs de cette caravane, il fut élu membre du comité central de la caravane, il était à cette époque, comme il dit lui-même, un supporteur du PCC (m.-l.) avec quelques autres dans la caravane. Il a depuis rompu avec le PCC (m.-l.) et il est actuellement actif dans la lutte du peuple amérindien pour leur droit à l'autodétermination.

La caravane de 1974 fut l'un des points les plus chauds dans l'histoire récente de lutte des peuples amérindiens, elle survenait après l'occupation armée du parc Acinabe près de Kenora en Ontario par la Société des guerriers Objibway, afin que le parc revienne aux Autochtones et le blocus armé de la route de Cache Creek par la Société des guerriers de Cache Creek en Colombie-Britannique afin de protester contre les conditions effroyables de logements de la Réserve Bonaparte.

L'objectif de cette caravane était de chercher à développer le soutien populaire le plus grand au Canada pour la lutte des peuples amérindiens de même que de chercher à unir davantage le peuple amérindien autour de ses luttes, en haussant son niveau de conscience politique.

Cette caravane se voulait une action militante pour briser avec l'inefficacité des organisations officielles indiennes, mises sur pied par le gouvernement, ces dernières ne servant le plus souvent que d'instruments au service de l'Etat canadien.

La caravane elle-même fut un véritable catalyseur dans le mouvement amérindien car elle mettait de l'avant la lutte politique

ouverte et la recherche du soutien du peuple travailleur du Canada. En faisant cela, elle s'opposait aux leaders autochtones opportunistes et à leur tendance à capituler et à collaborer dans le silence avec l'Etat canadien et les oppresseurs capitalistes. On y discutait beaucoup de socialisme et du marxisme comme le dit Vern Harper. Cela était nouveau mais plusieurs sentaient que le système capitaliste était fondamentalement antagonique à la vie traditionnelle des Amérindiens et la plupart étaient désillusionnés soit par les églises ou bien par les organisations officielles subventionnées par l'Etat. En particulier, dans le contexte d'alors l'exemple de la libération du peuple chinois par le socialisme et de d'autres peuples opprimés comme en Asie et en Afrique, agissaient comme un stimulant important!

Dans son livre Vern Harper traite de plusieurs questions politiques importantes qui demeurent en suspens dans le mouvement amérindien. C'est ainsi qu'à propos des organisations officielles subventionnées par l'Etat, il dit d'elles que leur rôle principal est de conserver le couvercle sur les luttes du peuple. C'est le gouvernement dit-il qui a créé ces organisations et il n'y a seulement qu'une minorité d'activistes qui ont réussi à lutter pour le peuple au sein des organisations, à s'en tenir aux principes et à ne pas collaborer avec l'Etat oppresseur. Il appelle par ailleurs ces militants honnêtes à quitter la voie du réformisme pour suivre celle de la révolution.

Vern Harper parle également du PCC (m.-l.), de comment ils ont à un certain moment donné tenté de manipuler le leadership de la caravane à leur profit en retour du soutien matériel accordé, il se réfère aussi à leur jargon théorique et leurs stéréotypes que plusieurs d'entre nous ont bien connu et il laisse d'autres camarades autochtones décrire comment lors de la manifestation à Ottawa, le PCC (m.-l.) a servi d'agent provocateur en poussant dans le dos les manifestants et en faisant renverser les barricades, donnant le signal de l'assaut à la GRC. Cependant la critique du PCC (m.-l.) par Vern Harper s'arrête un peu là, sinon pour conclure qu'ils n'ont pas besoin de ce type de parti! Cela demeure à être approfondi.

Vern Harper demeure convaincu malgré cette expérience du PCC (m.-l.) que le capitalisme a toujours été et sera toujours l'ennemi du peuple amérindien et que la classe dirigeante canadienne s'attaque à eux, les militants autochtones et le peuple, parce qu'elle sait qu'au fond c'est contre le capitalisme que les Autochtones s'élèvent, elle a donc intérêt à perpétuer l'oppression des Autochtones. Cela est très juste et a des conséquences importantes sur tout le reste.

Aujourd'hui, il faut bien réaliser en effet que c'est le capitalisme qui maintient l'oppression des peuples autochtones au Canada. Au Canada en particulier, le capitalisme cherche à développer parmi les peuples autochtones, des bases d'appui, soit en intégrant des Indiens à la GRC ou encore en créant des organisations bureaucratiques pour contrôler le mouvement amérindien ou bien en permettant que se développe une bourgeoisie autochtone subventionnée. Une bourgeoisie qui est prête à vendre les droits des peuples pour quelques privilèges, pour quelques miettes qui vont tomber de la table de l'impérialisme. Cela est possible parce que nous vivons dans un pays impérialiste qui tire ses profits de l'oppression des peuples du monde y compris les Amérindiens au Canada et de la plus grande partie du peuple travailleur au Canada. Le Canada est déjà ce pays où une dictature d'une minorité d'exploiteurs, de monopoles est exercée sur l'ensemble des travailleurs et des peuples. Cela, nos camarades l'ont appris à travers leur propre expérience, dans leur propre chair. Alors peut-on imaginer que les Amérindiens vont pouvoir échapper à l'emprise de cette dictature et pouvoir établir des enclaves libres et socialistes là où ils pourront développer leur mode de vie traditionnel et leur culture, dans cette société-ci? C'est bien peu probable! Par ailleurs, il sera impossible pour les travailleurs de se débarrasser du capitalisme, de bâtir une société libre au Canada, sans lutter pour mettre fin à l'oppression des peuples amérindiens.

C'est dans la lutte la plus étroite avec les masses exploitées au Canada que les Amérindiens réussiront à arracher leurs droits à cette dictature.

C'est en gardant cela en tête qu'il faut revenir sur l'action du PCC (m.-l.) auprès des Amérindiens. Le PCC(m.-l.) est une organisation nationaliste canadienne qui considère que le Canada est une colonie des Etats-Unis, que le Canada est faible et sans défense. Essayer de tromper les Amérindiens sur la nature même de la société canadienne, y compris la bourgeoisie autochtone, voilà le plus grand crime du PCC (m.-l.)!

L'Etat impérialiste canadien, il faut le dire bien haut, est et sera ce monstre sanguinaire qui ne reculera devant rien pour assurer le développement du capitalisme.

C'est en fonction de la lutte contre un tel ennemi qu'il faut discuter de qui sont nos alliés, de quel genre d'unité nous avons besoin, de quel genre de lutte doivent mener les travailleurs exploités et les peuples amérindiens au Canada.

Toutes ces questions sont capitales pour la libération du peuple amérindien; ce ne sont certainement pas que des questions réservées au socialisme blanc. Ce sont précisément sur ces questions que nous nous opposons aux prétendus socialistes canadiens rongés par le nationalisme, qui mettent au premier plan la lutte pour un Canada fort et indépendant aux dépens de la lutte pour le socialisme et de la lutte des peuples contre leur oppression! Les Amérindiens ont de très bonnes raisons de se méfier de ces rapaces.

C'est aussi en posant les questions de ce point de vue qu'on pourra faire avancer le débat sur d'autres questions comme le rôle du spiritualisme dans le mouvement amérindien, à l'heure actuelle.

---

1. Vern Harper, ***Following the red path, The Native people's Caravan,*** **1974 (Suivre le sentier rouge, la caravane du peuple autochtone, 1974, notre traduction), NC Press Limited, Toronto 1979, disponible en anglais seulement**

NDLR:
Notes de lecture **est une nouvelle chronique régulière destinée à critiquer les oeuvres littéraires, politiques, économiques, etc. Notre chronique vise aussi à porter à l'attention de nos lecteurs les ouvrages qui méritent d'être lus et connus du prolétariat canadien. Afin que notre chronique puisse couvrir le plus large éventail possible de publications, il est évident que les seuls efforts des journalistes d'UNITÉ PROLÉTARIENNE n'y suffiront pas. C'est pourquoi nous invitons tous nos lecteurs à nous faire connaître les ouvrages qu'il faudrait critiquer et à nous faire connaître parvenir leur propre critique de ces ouvrages.**

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE



Extraits du rapport présenté au IVe Congrès du PCV sur la situation intérieure

(Extraits du Rapport politique du Comité central présenté par le camarade Lê Duân, secrétaire général du parti, Documents du IVe Congrès national du PCV, Hanoï 1977, pp. 32 à 187)

C'est en décembre de 1976 que le 4e Congrès national du Parti communiste du Vietnam devait définir la ligne politique du parti dans un Vietnam enfin réunifié. Car auparavant, tel que défini par le 3e Congrès tenu 16 ans auparavant, le Vietnam était confronté à une double tâche stratégique: révolution socialiste au Nord et révolution nationale démocratique populaire au Sud. Depuis 1965, alors que le 11e plénum du Comité central déterminait que la lutte patriotique contre l'agression américaine était la tâche primordiale, c'est l'ensemble du pays qui se jeta, corps et âme, dans la lutte de libération. Aussi, après la victoire grandiose du peuple contre la machine de guerre américaine, le Vietnam doit porter un lourd héritage de souffrances et de dévastations.

Faisant le point sur la situation économique et sociale au Vietnam, le rapport au 4e Congrès indique:

"En 20 ans, le Nord a enregistré de nombreuses réalisations dans la transformation et l'édification socialistes: il a aboli les classes exploiteuses, instauré des rapports de production socialistes, édifié les premières bases de la grande production socialiste, entrepris la révolution idéologique et culturelle, amélioré la vie matérielle et spirituelle du peuple. Néanmoins, d'une façon générale et surtout en ce qui concerne la base matérielle et technique, la structure économique, notre économie n'a pas dépassé le stade de la petite production et en est encore aux premiers pas de la progression vers la grande production socialiste (...)."

"Dans l'agriculture, les forces productives commencent seulement à se développer; les coopératives n'ont pas été bien consolidées; (...). Le travail à la main occupe encore jusqu'à 80% de la force de travail et la productivité du travail social est très basse (...). La production sociale globale et le revenu national n'arrivent pas encore à assurer les besoins fondamentaux de la vie du peuple et ceux de l'accumulation pour l'édification de nouvelles bases matérielles et techniques. Tous ces facteurs auxquels s'ajoute une croissance démographique rapide, créant des tensions dans la vie économique et sociale (...)."

"Le Sud était hier une société néocoloniale où malgré un certain développement du capitalisme, l'économie est encore essentiellement une économie de petite production" (...). Dans le Sud, la transformation socialiste vient à peine de commencer; les classes exploiteuses subsistent; la culture asservissante, les fléaux sociaux engendrés par le néo-colonialisme américain, de même que l'influence de l'idéologie bourgeoise affectent encore gravement la société; les réactionnaires poursuivent toujours leurs activités contre-révolutionnaires; les aspects négatifs du secteur capitaliste et de la petite production spontanée n'ont pu être éliminés. *De ce fait, la révolution socialiste, surtout à ses débuts, se heurte à des difficultés multiples, et la lutte de classes, pour trancher la question de savoir "Qui l'emportera?" est très ardue et très complexe* (...)."

A cette situation objective s'ajoute "les insuffisances et les défauts de notre Parti et de notre Etat dans la direction et la gestion de l'économie (...)"

"D'une façon générale, les principes fondamentaux de la révolution socialiste, notamment les problèmes ayant valeur de lois concernant le passage de la petite production à la grande production socialiste n'ont pas été compris profondément (...). La planification, tâche importante de la gestion économique, laisse encore à désirer (...). Il importe de souligner un grave défaut dans notre gestion économique, à savoir son caractère bureaucratique et administratif, une attention insuffisante donnée à l'efficacité, à la productivité et à la qualité; une organisation de type artisanal, dispersée, compartimentée; un style de travail ne gardant pas bien le contact avec la réalité et les masses, encore entaché de formalisme.

Les documents publiés dans le cadre de cette chronique sont des documents que nous jugeons importants de porter à la connaissance de nos lecteurs, soit à cause de leur intérêt politique ou historique, soit tout simplement à cause des faits ou des données qu'ils fournissent. Ils ne peuvent par contre engager la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE au delà de la présentation et des commentaires qui les accompagnent.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

de paperasserie, manquant parfois et en certains endroits de combativité révolutionnaire et du sens des responsabilités (...)."

"Pendant la résistance patriotique, nous avons déclanché des mouvements puissants et enthousiastes d'émulation à lutter contre les agresseurs. Mais pour bâtir le socialisme, nous ne sommes pas encore parvenus à créer de mouvements vraiment puissants. (...) La cause en est que les organisations du Parti n'ont pas exercé une bonne direction (...)."

"L'empirisme dans l'édification du Parti et dans son mode de direction entrave en ce moment l'accroissement de sa force combative en maints endroits. (...) Le travail de recrutement de nouveaux membres est encore parfois relâché, et nous avons admis dans le Parti même des personnes ne réunissant pas les critères requis. Le travail d'éducation politique et idéologique n'est pas assez pénétrant et pèche par un manque d'opportunité; des lenteurs sont notées dans l'élévation du niveau théorique, politique et professionnel des cadres et des membres du Parti; l'autocritique et la critique, pour prévenir et combattre les aspects négatifs, n'ont pas été pratiquées de façon adéquate. La discipline du Parti n'a pas été appliquée de façon stricte et équitable, nous n'avons pas exclu à temps du Parti des éléments dégénérés et rétrogrades (...)."

Ayant fait part de ces éléments d'autocritique, le rapport du secrétaire général du PCV examine les problèmes relatifs à la base matérielle du socialisme au Vietnam:

"Il serait, bien entendu, irréaliste de penser que sans ces défauts, les difficultés que nous rencontrons actuellement au Nord dans l'économie et dans la vie auraient pu être complètement évitées. En effet, en dehors des causes subjectives, ces difficultés ont encore une origine profonde: c'est l'état de notre économie, une économie de petite production arriérée, lourdement dévastée par la guerre (...). De ce fait, malgré les réalisations que nous avons obtenues à maints égards, la production sociale n'a pu sortir du stade de la petite production et le régime socialiste dans le Nord n'est toujours pas assis sur la base de la grande industrie. Le problème crucial à l'heure actuelle est de créer rapidement la base matérielle et technique du socialisme et de réorganiser la production sociale dans le sens de la grande production socialiste(...).

En même temps, le rapport au 4e Congrès indique que "pour conduire cette oeuvre révolutionnaire à la victoire complète, *la condition déterminante primordiale est d'établir et de renforcer sans cesse la dictature du prolétariat, de réaliser et de développer sans cesse le droit de maître collectifdu peuple travailleur* (...)."

"La révolution socialiste dans notre pays est un processus de transformations révolutionnaires continues, extrêmement profondes et radicales, s'étendant à tous les domaines. (...) C'est un processus de lutte de classes ardue, complexe entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la voie capitaliste et la voie socialiste. C'est un processus *d'accomplissement de trois révolutions:* révolution dans les rapports de production, révolution scientifique et technique, révolution idéologique et culturelle, avec comme clef de voûte, la révolution scientifique et technique (...)."

Fixant la ligne stratégique de l'édification du socialisme au Vietnam, le rapport poursuit:

"Le régime de maître collectif a pour base économique *la grande production socialiste.* (...) Pour cela, une question décisive est de réaliser *l'industrialisation socialiste*, tâche centrale de toute la période de transition au socialisme, de créer une structure économique industrielle-agricole moderne. La voie fondamentale conduisant à la création de cette structure consiste à *assurer un développement prioritaire rationnel de l'industrie lourde sur la base du développement de l'agriculture et de l'industrie légère (...)."*

"Combiner étroitement le secteur étatique avec le secteur collectif et le secteur individuel dans le sens d'un développement intensif du secteur étatique, du renforcement du secteur collectif et d'une bonne orientation du secteur individuel, le secteur étatique étant pris comme noyau dirigeant. (...) Aussi le *plan* est-il l'instrument principal permettant de gérer et de diriger la progression de la petite production à la grande production socialiste. Et du moment que les activités économiques sont menées suivant un plan et que le but suprême du développement de la production est non pas de faire du commerce pour gagner des profits, mais de satisfaire de mieux en mieux les besoins matériels et culturels du peuple, ce qui doit retenir notre attention est avant tout la *valeur d'usage* des produits. (...) D'un autre côté, nous devons attacher de l'importance à la *valeur* et à la *loi de la valeur* qui existent objectivement dans la société socialiste; il est nécessaire d'utiliser avec souplesse la loi de la valeur ainsi que d'autres leviers économiques pour renforcer la gestion économique et financière (...). Dans cet esprit, nous devons prendre l'initiative d'utiliser d'une façon appropriée *le marché, les prix, les salaires, le crédit* pour élever la qualité des plans, améliorer leur élaboration et leur exécution et les compléter dans une certaine mesure (...)."

Examinant les exigences que cette orientation impose au Parti communiste, le rapport au 4e Congrès indique entre autres: "Maintenant que notre pays est devenu totalement indépendant et réunifié, les problèmes de l'édification du socialisme se posent dans toute leur ampleur et leur profondeur et avec leur caractère concret. Cela exige de notre Parti un effort particulier dans le domaine théorique. (...)."
Constatant les difficultés à cet égard, le rapport reconnaît d'ailleurs "que le travail théorique de notre Parti est en retard sur le développement de la situation réelle dans le pays et dans le monde (...)."

En même temps, le rapport insiste sur ce fait que "renforcer les *organisations de base* constitue une tâche d'importance particulière dans l'édification du Parti (...)." Aussi, "toutes les activités des organisations de base doivent viser à stimuler le mouvement de masse pour l'accomplissement des trois révolutions (...)."

Dans le même sens, le rapport indique que "le bureaucratisme, l'autoritarisme, l'arbitraire, les privilèges et prérogatives sont des ennemis dangereux pour un parti au pouvoir (...)", et engage les membres à "se forger un style de travail propre à la grande industrie (...)."

(Les soulignés sont dans le texte original.)



Accueil des délégués au IVe Congrès du Parti communiste du Vietnam.

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal, car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste fait partie de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste, et par le fait même, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS:

- ABONNEMENT RÉGULIER: ☐ $10.00 pour 1 an
- ABONNEMENT 1ère CLASSE: ☐ $15.00 pour 1 an
- ABONNEMENT À L'ÉTRANGER: ☐ $15.00 pour 1 an
- ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ $2.00 pour 8 numéros
- ABONNEMENT DE SOUTIEN: ☐ $10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an
- ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ $75.00 pour 1 an

Ci inclus $.......... pour un abonnement commençant au numéro .... et $.......... à titre de soutien financier au journal.

NOM ....

ADRESSE ....

VILLE ....

PROV/ÉTAT/COMTÉ ....

PAYS ....

OCCUPATION ....

LIEU DE TRAVAIL ....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: Journal EN LUTTE! a/s Librairie L'ÉTINCELLE, 4933 de Grand-Pré, Montréal, Québec, Canada, ou à l'une des librairies "L'ÉTINCELLE" ou "SPARK" ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIES

MONTRÉAL

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
4933 de Grand Pré, Montréal, Qué.
tél: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture:
Lundi, Mardi, Mercredi: de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi: de 10h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

VANCOUVER

THE SPARK
25 Cordova ouest, Vancouver, C.-B.
tél: (604) 681-7723

Heures d'ouverture:
Mercredi au Vendredi: de 18h à 21h
Samedi: de 11h à 16h

QUÉBEC

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
110, St-Vallier ouest, Québec, Qué.
C.P. 64, St-Sauveur
tél: (418) 522-2186

Heures d'ouverture:
Lundi, Mardi, Mercredi: de 12h à 17h30
Jeudi, Vendredi: de 12h à 21h
Samedi: de 12h à 17h

TORONTO

THE SPARK
2749, Dundas ouest, Toronto, Ont.
tél: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture:
Mercredi au Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! paraissant à tous les trois mois. Elle publie des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions du programme communiste et de la révolution prolétarienne.

- Abonnement régulier: ☐ $6.00 pour un an (4 numéros)
- Abonnement 1ère classe et étranger: ☐ $9.00 pour un an (4 numéros)
- Abonnement de soutien: ☐ $8.00 plus n'importe quel montant pour un an (4 numéros)

Ci-inclus $.............. pour un abonnement commençant au numéro .... et $ .... à titre de soutien financier à la revue.

NOM ....

ADRESSE ....

VILLE ....

PROV/ÉTAT/COMTÉ ....

PAYS ....

OCCUPATION ....

LIEU DE TRAVAIL ....

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante: EN LUTTE!, Revue UNITÉ PROLÉTARIENNE, a/s Librairie l'Etincelle, 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec, Canada, ou encore contactez un diffuseur.

Publications régulières de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!

- *EN LUTTE!*, organe central de l'Organisation publié à toutes les semaines en anglais et en français et diffusé à travers le Canada. Le journal *EN LUTTE!* a publié aussi dans ses pages de nombreux suppléments sur les questions politiques de l'heure ainsi que des cahiers de formation communiste visant à diffuser largement les principes du marxisme-léninisme.
- *UNITÉ PROLÉTARIENNE*, revue théorique de l'Organisation, publiée en anglais et en français à tous les deux mois.

Brochures disponibles

- *Programme et Statuts de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, avril 1979
- *Le 3e Congrès de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!*, comprenant le Rapport politique, le Programme, les Statuts et autres documents, 2e trimestre 1979.
- *Pour le parti prolétarien*, octobre 1972.
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975.
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, Contre le sectarisme de la LC(m.-l.)C, juillet 1976.
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle* (réédition du discours du deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977.
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977.
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, Déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la 3e Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10, 11 septembre 1977, septembre 1977.
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, février 1978.
- *Documents de la conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, octobre 1976.
- *Documents de la IIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens sur la voie de la révolution au Canada*, avril 1977.
- *Documents de la IIIe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur la situation internationale*, novembre 1977.
- *Documents de la IVe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur les tâches de la reconstruction du parti prolétarien canadien*, février 1978.
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977.
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977.
- *Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, contre l'oppression nationale, mars 1978.
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat*, mars 1978.
- *L'objectif et l'action des communistes canadiens dans les syndicats aujourd'hui*, mai 1978.
- *Le PCC(m.-l.) une organisation révisionniste d'agents provocateurs, juin 1978.*
- *La LC(m.-l.), la voix du social-chauvinisme au Canada*, février 1979.
- *Qui manipule les syndicats*, juin 79
- *Manifeste pour le mouvement ouvrier, Dehors McDermott!, Non à la politique bourgeoise dans les syndicats!*, septembre 1979.

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français. Le Programme et les Statuts de l'Organisation seront aussi disponibles (au 3e trimestre 1979) en italien, portugais, grec, espagnol, punjabi, chinois ainsi qu'en certaines langues des populations autochtones du Canada.

Pour l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste international

Pour
l'unité politique
et organisationnelle du
mouvement communiste
international

Appel du 3e Congrès d'EN LUTTE!
aux communistes (m.-l.)
du monde

L'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!

En juin dernier, suite à une décision du 3e Congrès de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!, nous avons envoyé un Appel à tous les partis et organisations marxistes-léninistes que nous connaissions dans le monde. Cet Appel, "Pour l'unité politique et organisationnelle du mouvement communiste internatonal", est maintenant publié en entier dans le numéro spécial de notre revue UNITÉ PROLÉTARIENNE (nos 17-18), qui comprend également tous les autres documents du 3e Congrès.

Pourquoi cet Appel à l'unité?

C'est depuis la dissolution du Comintern, en mai 1943, que les communistes ne sont plus unis au sein d'une même organisation à l'échelle internationale.Depuis ce temps, et en particulier depuis la trahison des révisionnistes russes qui ont transformé la dictature du prolétariat en dictature d'une nouvelle bourgeoisie, l'Influence des communistes dans le prolétariat a faibli considérablement dans la majorité des pays; c'est la voie révisionniste qui domine actuellement le prolétariat c'est-à-dire la voie du nationalisme et de la collaboration de classes. Dans plusieurs pays, il n'y a plus aujourd'hui de partis marxistes-léninistes, ou bien ceux qui existent demeurent relativement faibles en regard des conditions propices à la révolution qui existent en plusieurs points du globe. Seule l'unité des forces communistes peu transformer cette situation.

201-19 Prix: $1.50